

Les calculs sont pas bons, Marine !

*Sylvain Bersinger,
économiste et fondateur du cabinet Bersingéco*

31 août 2026

Sommaire

Préambule : Un lecteur averti en vaut deux.....	3
Introduction : De bien surprenants sondages	4
Chapitre 1 : Un parti sans boussole économique	9
Chapitre 2 : Le RN s'égare, ce n'est malheureusement pas le seul !.....	19
Chapitre 3 : Le pouvoir d'achat ne se décrète pas	27
Chapitre 4 : C'est à cause des immigrés et gnagnagni et gnagnagna.....	36
Chapitre 5 : Creusons gaiement le déficit public.....	54
Chapitre 6 : J'aime pas les éoliennes, na !.....	63
Chapitre 7 : La mondialisation n'est pas coupable	70
Chapitre 8 : L'Europe ou le bouc émissaire des imaginations courtes	80
Chapitre 9 : RN et inégalités, le brouillard s'épaissit	89
Chapitre 10 : Mais pourquoi diable le RN s'entiche-t-il du bitcoin ?.....	92
Chapitre 11 : Les institutions sont le pilier de la prospérité.....	96
Conclusion : <i>There is a great deal of ruin in a nation</i>	105

Préambule : Un lecteur averti en vaut deux

Quand ce livre a été fini, j'ai fait ce que tout le monde fait en pareille circonstance : chercher un éditeur. C'est une chasse dont on rentre souvent bredouille, quiconque a connu cette situation vous le confirmera. « Sujet trop tributaire de l'actualité », « thème déjà vu et revu » m'a-t-on dit pour justifier les refus, quand seulement je fus gratifié d'une explication.

Il me restait alors la possibilité d'insister auprès d'éditeurs de troisième rang, d'aller sonner chez des bas requins de l'édition à compte d'auteur ou de me lancer dans l'aventure de l'auto-édition. Mais pour vendre au mieux deux cents exemplaires, à quoi bon ?

Tirant une croix sur d'hypothétiques droits d'auteur, j'ai mis ce texte en accès libre sur mon site *bersingeco.fr*, à charge pour le lecteur attaché au format papier de l'imprimer par ses soins. Ainsi, à défaut de m'enrichir, ce livre pourrait éclairer le lecteur incertain de son vote - ne serait-ce qu'un peu - ce qui serait déjà pas si mal...

Introduction : De bien surprenants sondages

L'idée de ce livre a germé en entendant parler de bien surprenants sondages. Le Rassemblement National (abrégé en RN désormais) y était perçu comme le parti auquel les Français accordaient le plus de confiance pour résoudre les sujets liés à l'immigration et à la sécurité. On peut le comprendre même si, en politique comme dans le reste, ceux qui en parlent le plus ne sont pas toujours ceux qui ont les meilleures idées en la matière. Mais, plus surprenant, le parti arrivait également en tête en matière de pouvoir d'achat, d'emploi et de finances publiques¹.

Il faut prendre les sondages pour ce qu'ils sont mais, tout de même, ils ne sortent pas de nulle part et traduisent une certaine tendance de fond de l'opinion. De tels résultats ont de quoi écorcher les yeux de l'économiste qui les lit. Car, parmi les principaux partis français, je considère le RN comme celui ayant le programme économique le moins bien ficelé. Et pourtant la concurrence est rude, notamment de la part de notre extrême gauche qui n'a visiblement toujours pas compris pourquoi Hugo Chávez a ruiné son pays.

Nous sommes donc face à une contradiction que ce livre se propose de démêler : comment un programme économique indigent, basé sur rien de sérieux, peut-il convaincre tant d'électeurs ? Car le RN présente la particularité de ne faire appel à aucune analyse économique de fond, aucune école de pensée, rien de réfléchi qui puisse déboucher sur une proposition plutôt que sur une autre.

On a l'impression d'un programme économique rédigé comme le serait une lettre au Père Noël. Le parti semble choisir ses thématiques le nez sur les sondages, proposant à chacun la mesure qui lui est plaisante à entendre, sans se soucier des grands écarts intellectuels qu'implique la démarche. Car il faut bien reconnaître au RN et à ses têtes d'affiche un certain talent oratoire permettant de se jouer des contradictions et d'enfumer l'électeur qui ne prendrait pas le temps de considérer le

¹ Par exemple, le sondage Elabe pour BFM TV du 3 septembre 2025 « Le regard des Français sur la politique et les oppositions ».

panorama d'ensemble. « Les calculs sont pas bons, Marine ! », le titre s'est imposé à moi².

Car, c'est le point central de mon propos (attention *spoiler*, comme on dit de nos jours), le piège est de commenter les propositions du RN une à une, auquel cas elles peuvent à peu près faire illusion. Ce n'est qu'en prenant un pas de recul et en observant la globalité que le branlant édifice s'écroule tel un château de cartes. Mais, comme bien souvent on commente les programmes un thème après l'autre – les propositions des uns et des autres sur les retraites, le chômage, la dette publique... - la vision globale passe au second plan alors qu'elle aurait dû rester au premier.

Bien sûr, nous allons décortiquer les propositions économiques les plus récurrentes du RN. Mais, surtout, il faudra prendre soin de les réinsérer dans une logique d'ensemble, de voir comment les unes et les autres s'emboîtent ou, en l'occurrence, ne s'emboîtent pas.

*
**

Avant d'entrer dans le vif du sujet, un tel livre, un chouïa politique et un brin provocant, vous l'aurez compris, mérite quelques explications.

Le premier point, quand on fait de l'économie, est de distinguer les personnalités et les partis pour lesquels on peut avoir de la sympathie ou de l'aversion des politiques économiques qu'ils proposent. Un peu comme on distinguerait l'artiste de l'œuvre, en dévorant le « Voyage au bout de la nuit » tout en détestant Céline. Car un dirigeant fort détestable peut conduire des réformes économiques judicieuses.

Prenons l'exemple de Pinochet, dictateur des plus haïssables qui, pourtant, a mené une politique économique certes empreinte d'un libéralisme un peu obtus, mais qui n'en a pas moins donné des résultats intéressants lorsque l'on compare la trajectoire du Chili avec celle de ses voisins immédiats. Plus près de nous, les dirigeants chinois ou israéliens font l'objet de critiques aussi vives que légitimes mais il faut bien admettre qu'ils n'ont pas toujours été maladroits pour piloter leurs économies respectives.

² Si le titre, dans lequel chacun aura reconnu le célèbre « Les calculs sont pas bons, Kévin ! » d'Inès Reg, m'est spontanément apparu comme une évidence, il va sans dire qu'il n'engage en rien l'humoriste. Comme j'ai cru comprendre qu'elle partage mon aversion pour l'extrême droite, j'espère qu'elle ne m'en voudra pas pour ce clin d'œil aussi satirique que politique.

Tout ça pour dire que désapprouver, critiquer, détester même le RN n'implique pas nécessairement de jeter son programme économique aux orties. Car, bien entendu, l'économie est un sujet secondaire lorsqu'il s'agit du RN. Les sujets d'inquiétude portent plutôt sur l'État de droit, l'indépendance des médias ou l'ouverture aux autres et au monde, pour ne citer que quelques exemples. Si le RN arrivait au pouvoir, nous serions sûrement bien contents si le seul sujet de préoccupation devait être le creusement du déficit public (puisque le programme du RN le creuserait sûrement). Le risque que représente le RN n'est généralement pas abordé, certainement à juste titre, sous l'angle économique. Mais, n'étant qu'économiste, vous me voyez bien réduit à écrire sur ce que je connais.

Ainsi, quand vous êtes comme moi un centriste mollasson, dont la seule vigueur consiste à fuir les extrêmes, le piège immédiat serait de jeter le programme économique avec l'eau brunâtre du RN. L'économiste, en entrant dans sa discipline, est prié de laisser son idéologie au vestiaire, enfin, autant qu'il est possible de le faire. Un peu à la manière du judoka qui retire ses souliers avant de marcher sur le tatami.

Notez qu'il s'agit là d'une approche assez personnelle, certains économistes revendiquent le côté militant de leur démarche. Mon propos est donc de souligner que la critique en règle du programme économique du RN que je m'apprête à vous servir se veut déconnectée, du moins j'espère y être parvenu, de la répulsion plus générale que j'éprouve pour le parti.

*
**

Jusqu'à présent il a été question de RN plutôt que d'extrême droite, choix qu'il me faut discuter sur quelques lignes. Car le RN n'est pas le seul parti d'extrême droite et, si tous présentent un socle commun en termes de propositions économiques, il existe aussi des différences notables. Par exemple, le RN ne propose plus de revenir au franc, contrairement à Florian Philippot qui en fait son principal cheval de bataille.

Si le livre est centré sur le RN c'est avant tout parce qu'il s'agit du parti le plus haut dans les sondages, au point d'écraser la concurrence à l'extrême droite. Ainsi, on se facilite la rédaction et la démonstration en se

focalisant sur un parti et un programme, fut-ce celui-ci mouvant au gré d'une logique souvent obscure à l'économiste soucieux de logique.

S'il fallait détricoter les moindres élucubrations de chaque groupuscule d'extrême droite, on n'en sortirait pas. Ce qui ne nous empêchera pas, quand l'occasion se présentera, d'élargir un peu le champ de vision au-delà du simple programme économique rédigé noir sur blanc par le RN pour saisir l'état d'esprit général dans lequel il s'inscrit.

*
**

Vous aurez compris que la date de parution de ce manuscrit ne doit rien au hasard. La présidentielle approche à grands pas. On ne connaît pas encore le programme précis que défendra le RN mais, en regardant dans le rétroviseur, on constate des récurrences qui permettent d'imaginer quelles seront les principales propositions pour le printemps 2027.

Alors, si ce livre se base naturellement sur les programmes passés, l'analyse menée devrait dans les grandes lignes rester valable jusqu'à la présidentielle. Mais un bouleversement dans le programme économique du RN (ou d'autres partis d'extrême droite) ne peut pas être exclu et ce manuscrit reste tributaire de la date des dernières retouches, à l'été 2026.

*
**

Enfin, vous avez entre les mains un manuscrit court dans sa forme et fort peu académique dans sa rédaction.

La brièveté du texte découle notamment au manque de précision du discours économique que nous nous proposons de décortiquer ici. On ne peut pas discourir pendant des pages et des chapitres sur des propositions floues et changeantes. Si j'avais voulu être taquin, j'aurais pu arrêter le livre à la fin du chapitre 1, car l'essentiel aurait été dit, mais le lecteur serait sans doute resté sur sa faim.

La forme est liée à l'objectif du livre, qui vise un lectorat le plus large possible. Les économistes n'ont pas besoin de lire ces pages, ils savent déjà ce qui s'y trouve, et j'ai l'intuition que la majorité serait d'accord dans les grandes lignes avec mon propos. Point de mots savants, en tout cas le moins possible, pas de lettres grecques ou de grandes conjugaisons pompeuses

qui ne ratent pas la correspondance, et surtout pas de formules mathématiques barbares propres à décourager le lecteur qui se sentirait proscrit par l'ignorance.

Ce livre, plus qu'un coup de gueule, est un cri d'alarme. Quand vous voyez un promeneur s'aventurer au bord d'un précipice vous êtes invité à crier « fais gaffe, ducon ! », sans trop vous soucier de la forme car l'essentiel est alors d'être entendu. Vous avez même le devoir de vous faire entendre, sans quoi il y a non-assistance à personne en danger.

Ici, c'est pareil. Si vous êtes économiste et que vous restez muet à la lecture de sondages qui donnent le RN potentiellement gagnant, vous êtes coupable de non-assistance à économie en danger. Le tout, en pareille circonstance, est d'essayer de se faire entendre. Même si cela implique de recourir à un texte un peu racoleur dans sa forme, au risque de s'attirer l'opprobre des universitaires et des lettrés qui estiment la qualité d'un livre à l'épaisseur de l'ennui qu'il dégage.

Car, malgré l'importance des enjeux, nous sommes ici pour passer un bon moment le temps de quelques pages, si tant est que le sujet abordé rende la chose possible. Qu'importe si je ne parviens pas à vous convaincre sur le fond dans la mesure où j'aurais su vous intéresser et, pourquoi pas, vous divertir. Ce serait déjà beaucoup, n'est-ce pas ?

Chapitre 1 : Un parti sans boussole économique

Les principales formations politiques ont, pour la plupart, une orientation affirmée en matière économique. La gauche privilégie l'intervention de l'État dans une logique plutôt keynésienne alors que la droite est favorable à la libre organisation du marché, en référence à la théorie libérale. Tout ceci est fort schématique, mais permet toujours de poser le contexte.

L'extrême gauche aussi appuie ses élucubrations sur le socle – bancal – d'un marxisme repeint à la mode du XXI^{ème} siècle, où le chauffeur Uber a remplacé le mineur de *Germinal*. On peut être pris d'une certaine lassitude en écoutant Mélenchon nous resservir à chaque campagne ses mêmes recettes inspirées d'Hugo Chávez (pauvres Vénézuéliens...), ce qui n'enlève rien au fait que Marx fut un grand penseur dont les idées ont façonné le cours des choses.

Mais citez-moi un seul poids lourd de la théorie économique sur lequel l'extrême droite fait reposer son argumentaire. Un seul courant de pensée, une seule école, une idée ou un concept phare pour justifier le bulletin de vote RN glissé dans l'urne. Vous séchez ? Et bien moi aussi. Rien. Le néant. D'ailleurs, pour bien souligner mon propos, je suggère de laisser une page blanche pour prendre conscience de l'aridité du désert que nous traversons...

Je disais donc que l'extrême droite présente cette particularité d'être la seule grande tendance politique à ne pas défendre une approche définie, cohérente et adossée à une analyse poussée du fonctionnement de l'économie.

Mon propos franchement critique est, il est vrai, difficile à démontrer. Si, par exemple, on souhaite savoir de quel courant de pensée s'inspirait Margaret Thatcher, c'est assez simple, elle revendiquait l'influence de Friedrich Hayek et sa politique ne laissait aucun doute quant à son orientation libérale. Mais, dans le cas du RN, il faudrait expliquer l'inexistence d'attaches intellectuelles, autrement dit démontrer le vide, ce qui est bien plus difficile que de remonter un fil jusqu'à son courant de pensée d'origine.

On le verra longuement, le RN propose une politique économique sous forme d'auberge espagnole, faite d'un saupoudrage de mesures sans horizon défini et d'un bavardage évasif propre à toutes les interprétations. Or, un courant de pensée pose une analyse du fonctionnement de l'économie et, partant de là, apporte des remèdes possibles.

En lisant en parallèle le programme du RN et un manuel standard de macro-économie (Blanchard-Cohen ou Krugman-Obstfeld-Melitz feraient l'affaire) il est difficile de tirer des liens logiques et constants entre l'un et l'autre. Donc, si le RN s'inspire éventuellement d'économistes passés ou présents, il ne retient d'eux qu'une partie de leurs idées, ce qui fait qu'on ne comprend pas très bien où le parti souhaite conduire l'économie française.

Et puis, si le RN faisait reposer son programme sur une assise intellectuelle solide, il s'empresserait de nous le dire. S'il avait des grandes pointures de la discipline de son côté, il les mettrait en avant dans les campagnes. Tout candidat souhaite faire figurer le nom d'un « prix Nobel »³ sur ses tracts électoraux. Tout le monde aime adosser ses propositions à de gros manuels écrits en tout petit dont on ne lit généralement que les résumés.

Pourtant, on ne trouve rien de tel dans le cas du RN. C'est cette absence, surtout, qui permet de déduire qu'il manque au programme économique du parti une colonne vertébrale crédible.

³ Les guillemets sont là pour rappeler que, en effet, le « prix Nobel » d'économie est un faux prix Nobel, qu'Alfred Nobel n'a pas accordé de prix à l'économie dans son testament et qu'il s'agit en réalité d'un « Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel »

*
**

Il n'y a d'ailleurs pas qu'en France que la boussole économique de l'extrême droite fait la girouette. Je serais bien en peine de rattacher Donald Trump à un courant de pensée spécifique. Il est le libéral le plus acharné quand il s'agit de baisser les impôts des riches, de découper à la tronçonneuse l'État fédéral ou d'envoyer valser toute réglementation contraignant les géants de la tech, de la finance ou du pétrole. Et, en même temps, il lance une guerre commerciale qui propulse les droits de douane à un niveau inédit depuis un siècle. On peut difficilement imaginer pire entrave aux marchés libres qu'un droit de douane. Les démocrates américains sont d'ordinaire traités de communistes pour bien moins que ça !

En France, le RN ne fait pas preuve d'une plus grande cohérence d'ensemble. Tantôt, comme c'était plutôt à la mode à l'époque de Jean-Marie, l'urgence est de défendre les petits entrepreneurs écrasés par la fiscalité et l'administration, dans une certaine tradition poujadiste (qui fut un mouvement politique plus qu'une théorie économique en tant que telle).

Tantôt, dans la version plutôt Marine, il est question de défendre les gens de peu, les ouvriers, les retraités aux fins de mois étriquées, en faisant appel à l'État généreux et protecteur. Finis Poujade et les appels du pied aux petits patrons, on croirait presque une berceuse mélenchoniste, preuve qu'entre extrêmes, n'est-ce pas, on se comprend aisément (surtout quand on partage tous deux une admiration à peine dissimulée pour Vladimir, désolé, je pouvais pas m'empêcher de la placer celle-là).

Jordan Bardella, lui, semble plutôt vouloir laisser dériver ses filets du côté du Medef, enfin, si tant est qu'on parvienne à comprendre quelque chose à l'absence de ligne économique du parti.

Mais, pourrait-on dire, l'approche économique du RN ne serait-elle pas le signe d'une certaine sagesse, la marque de gens éclectiques, ayant l'esprit ouvert sur le large, prompts à saisir les théories les plus adaptées aux circonstances du moment sans dogmatisme ni idées arrêtées ? Après

tout, rien n'est plus navrant que les matchs de ping-pong keynésiens contre libéraux à la scénographie bien huilée, où l'on anticipe par avance les arguments dégainés par chacun des protagonistes et dont on sort la mâchoire douloureuse d'avoir trop bâillé.

Cette hypothèse charitable pour le RN ne correspond cependant pas à la réalité. Car, si une bonne politique économique se doit d'être agile, libre des carcans idéologiques pour s'adapter au mieux à un contexte en constante évolution, encore faut-il que cet éclectisme trouve une justification cohérente. Autrement, on se contente de mener une politique à la roulette russe, avec une probabilité non négligeable de faire l'inverse de ce qu'il conviendrait.

Le discours économique du RN souffre d'une incohérence d'ensemble, en ce sens qu'il se résume à dire à chacun de qui lui est plaisant d'entendre. Vous voulez du pouvoir d'achat ? On va baisser vos impôts. Vous voulez plus de services publics ? Y'a qu'à demander. Plus d'allocs ? Tenez, c'est cadeau. Mais vous êtes inquiets pour la dette publique que vous souhaiteriez moins imposante ? C'est comme si c'était fait.

J'ai pris l'exemple des finances publiques, que nous creuserons plus en détail en temps voulu, car c'est peut-être celui où les grands écarts hasardeux du RN sont les plus aisés à percevoir dès qu'on prend trois pas de recul. Il est difficile de baisser les impôts et le temps de travail tout en augmentant les dépenses et en maîtrisant le déficit public. Et je ne compte pas dans l'analyse les vagues promesses de baisses d'allocations versées aux immigrés ou une hypothétique lutte contre la fraude que l'on a laissé traîner là juste pour tenter d'invalider mon propos.

*
**

Avec le RN, la politique économique va simultanément à gauche et à droite, en bas et en haut, au gré d'un florilège de mesures dégainées au petit bonheur la malchance. L'économie consiste à faire des choix sous contrainte, comme l'apprend tout étudiant lors de son premier cours. Sous contrainte de ressources, autrement dit de pognon, si vous préférez qu'on vous dise les choses plus trivialement.

Une politique économique se doit donc de cibler quelques objectifs clairs, identifiés comme les plus pressants et s'y tenir, sachant qu'on ne

pourra pas tout régler en une fois. Il n'y a que sur les tracts du RN qu'un coup de baguette magique de la fée Marine transforme notre économie souffreteuse en un sympathique eldorado.

Filons la métaphore médicale pour illustrer mon propos. Le master que j'avais fait à Dauphine il y a quelques années déjà s'appelait (s'appelle toujours aux dernières nouvelles) « diagnostic économique international ». Diagnostic est un terme tout droit venu de la médecine. Le médecin effectue un certain nombre de mesures et d'analyses (température, pression artérielle...) à partir desquelles il pose un diagnostic et dont découle un traitement. En économie, c'est la même chose. On utilise des indicateurs (croissance, inflation, solde commercial...) pour diagnostiquer la santé de l'économie et proposer les politiques les plus pertinentes.

Le RN n'a jamais donné les résultats de son diagnostic de l'économie française, si tant est qu'il en ait dressé un. Le constat se limite à dire que tout va mal et que tout irait mieux si seulement le parti accédait au pouvoir, d'où un florilège de mesurette sans queue ni tête pour donner l'impression qu'on se préoccupe de tout le monde.

C'est un peu, en somme, comme si le médecin mal assuré de son diagnostic vous prescrivait l'ensemble de la pharmacie pour soigner d'un seul coup toutes les maladies possibles, juste au cas où. En économie, comme je suppose en médecine, c'est la formule qui garantit de faire plus de mal que de bien.

On peut dire ce qu'on veut des anciens présidents mais chacun avait une approche de l'économie qui, ma foi, tenait la route, indépendamment du fait que l'on soit ou non d'accord avec. Que la mise en pratique ait ensuite laissé à désirer est un autre sujet dont il sera question dans quelques pages.

Sarkozy et Macron proposaient une approche libérale, selon laquelle en déboulonnant les contraintes pesant sur les entreprises ces dernières seraient plus à même d'embaucher et d'investir. Hollande pour sa part, conformément à la tradition de son parti, était allé chercher son programme du côté de chez Keynes, en mettant l'accent sur une relance de la consommation pour dynamiser l'activité économique, ce qui était loin d'être bête en 2012.

Le RN pour sa part, on l'a dit et on le répète, ne propose rien de cohérent et d'argumenté. Je n'ai évidemment aucune idée sur la manière

dont sont mitonnés les programmes économiques du parti. Mon intuition est que le RN, dans le fond, s'intéresse peu à l'économie. Leur truc c'est la sécurité, l'immigration, l'identité nationale. La contrainte de pondre un programme économique avant chaque élection, puisqu'il faut bien faire semblant d'en avoir un, donne l'impression d'être un pensum fort désagréable aux cadres du parti. Ils auraient certainement l'esprit bien plus léger s'ils pouvaient simplement ignorer le sujet.

Alors, puisqu'aussi bien il convient de faire quelques propositions économiques, on devine que ce sont avant tout les sondages qui guident les choix. Tant qu'à faire se coltiner une corvée, autant qu'elle soit payante dans les urnes. Si les Français veulent qu'on leur parle de pouvoir d'achat, le sujet arrive en tête des propositions. Si c'est le chômage qui les inquiète, il devient la priorité. S'ils veulent quitter l'euro, on le quittera au plus vite, mais s'ils semblent – à juste titre – frileux c'est la proposition que l'on abandonne pour se donner des airs raisonnables...

Voici le meilleur moyen de faire la pire politique économique. Non que les Français soient stupides, j'entends déjà venir la critique, qu'ils placent dans les enquêtes d'opinion des priorités contradictoires, mais l'écrasante majorité de la population n'est pas économiste. Ceux qui cogitent aux programmes des partis, eux, le sont (ou sont supposés l'être...), et peuvent donc proposer les remèdes les plus adaptés. Ce n'est pas faire insulte au jugement populaire que de dire qu'un plombier a de meilleures idées pour réparer une fuite que l'électeur moyen. Et bien, c'est pareil en économie.

La politique économique ne devrait pas être conduite avec les sondages pour seule boussole. Bien au contraire, les propositions des partis devraient être à ce point pertinentes et argumentées qu'elles modifieraient les sondages en leur sens. Le RN, dans le fond, fait tout à l'envers. Ce n'est pas le seul à regarder les sondages, me diriez-vous, mais il semble être le seul à ne regarder QUE les sondages.

Cette stratégie fonctionne assez bien d'un point de vue politique, car la ficelle ne devient visible qu'en adoptant une vision d'ensemble. Or, dans le débat politique, on se contente généralement de discuter des propositions des uns et des autres sur un sujet précis.

Mettons, sur le thème du pouvoir d'achat, les différents partis avancent leurs propositions. Celles du RN, fondées notamment sur la baisse

de la TVA, me semblent tièdement pertinentes, mais il faut bien admettre que d'autres n'ont pas forcément mieux à proposer. Ainsi, si on en reste à ce stade, on se dit que le RN n'est pas aussi nul que ça en économie.

Ce n'est qu'en adoptant une vision d'ensemble que les incohérences deviennent manifestes. Tant qu'on en reste sur du détail, avec un peu de gouaille et un sens poussé de la communication, on peut faire illusion. Surtout si l'on parvient à arracher des larmes de crocodile au téléspectateur en faisant appel au brave ouvrier victime d'une délocalisation perfide ou au vaillant agriculteur perclus de dettes.

Notez que je ne critique ni l'ouvrier ni l'agriculteur, mais bien ceux qui leur vendent des salades mal lavées à des fins purement électorales. Et il faut bien admettre qu'en termes d'apparences et d'enfumage sans en avoir l'air, Marine le Pen fait preuve d'un certain talent. Tout comme Trump d'ailleurs, si l'on veut trouver des exemples assez similaires ailleurs.

Ainsi, pour révéler l'indigence des programmes économiques successifs du RN, il faudrait non pas demander aux candidats ce qu'ils proposent sur ceci ou cela, mais quelle est leur approche d'ensemble. Les pousser à nous dire quelle est pour eux la principale faiblesse de l'économie française, ou quels économistes ils lisent, plutôt que leurs remèdes contre le chômage ou le déficit public.

Bref, changer les médias, les réseaux sociaux, la manière de conduire les campagnes... vaste programme. Je ne dis pas que c'est réaliste, je donne simplement mon humble avis sur la direction à suivre.

*
**

Je me hasarde ici à émettre une hypothèse : la déconnexion, assez flagrante dès qu'on se penche sur le sujet, entre la posture économique du RN et les fondamentaux de la discipline n'est-elle pas délibérée en ce sens qu'elle constitue, en soi, un solide argument électoral ? Autrement dit, le crédit des économistes serait-il à ce point écorné que faire l'inverse des recommandations du manuel de macro-économie standard serait, aux yeux de beaucoup, un gage de crédibilité ?

Il est vrai que la crise de 2008, qui a frappé comme un coup de tonnerre dans un ciel supposé ensoleillé, n'a pas lustré le crédit de la profession. Et le jargon obscur qu'affectionnent les économistes, pour ne

rien dire de la mathématisation à marche forcée, n'aide pas le grand public à s'appropriier les recommandations de la discipline. Je ne compte plus mes anciens camarades de fac qui, écoeurés d'un apprentissage bien souvent déconnecté de toute réalité concrète, se sont orientés vers d'autres cieux en conservant à l'égard de la théorie économique un profond dédain, bien plus profond que s'ils ne l'avaient jamais effleurée.

Cette amertume est fort compréhensible et je la partage pour partie. Il y aurait un livre entier à écrire pour régler ses comptes à la science économique et à ceux qui la font. Encore faudrait-il se mettre d'accord sur ce qu'on entend par « l'économie » et « les économistes ». Disons, pour faire simple, que l'on ici parle de l'économie telle qu'elle est enseignée à l'université. Je serais le premier, si cela ne nous faisait pas tant dévier de notre sujet, à vous mettre les pleins et les déliés pour vous expliquer ce que je pense de tous ces chercheurs avec leurs équations snobinardes qui usent leur temps à savoir qui a résolu la plus longue !

Il n'empêche. Ce n'est pas parce que la médecine n'a pas réglé toutes les maladies qu'il faut se précipiter dans l'officine du premier charlatan venu. Et il en va de même en économie.

La théorie élémentaire nous dit qu'il faut éviter d'imprimer trop de monnaie sous peine d'inflation galopante et, de l'Allemagne des années 1920 au Zimbabwe du début des années 2000, ce sage conseil se vérifie en pratique. Le premier manuel venu vous mettre en garde contre la facilité consistant, pour un État, à ne pas rembourser ses dettes, et l'exemple argentin en donne malheureusement un exemple concret. Ricardo nous enseignait il y a deux siècles les mérites du commerce international et les vaines tentatives de développement par substitution aux importations, de l'Inde de Nehru à l'Égypte de Nasser, expliquent pourquoi on commence toujours un cours de commerce international par la théorie des avantages comparatifs qui explique, justement, pourquoi l'ouverture est dans la plupart des cas mutuellement bénéfique.

Nous pourrions allonger la liste mais vous avez compris mon propos. Que vous aimiez ou pas les économistes il est utile, quand on rédige un programme électoral ou lorsqu'on ambitionne de présider aux destinées d'un pays, de s'intéresser à ce qu'ils racontent. Et ceux qui prétendent le contraire ne sont que des marchands de faux espoirs, dont le seul talent est de savoir recycler la crédulité et les frustrations populaires.

*
**

Sur ces considérations assez générales se termine ce premier chapitre, à mes yeux le plus important de tous, et c'est bien la raison pour laquelle il ouvre le livre.

En fait, par la suite, en discutant des mesures spécifiques nous allons tomber, au moins partiellement, dans le piège tendu par le RN, qui consiste à focaliser l'attention sur des politiques précises qui masquent les incohérences globales. Aussi nous efforcerons-nous de faire des ponts entre les sujets pour remettre chaque analyse dans un cadre plus général.

Mais avant cela penchons-nous sur un des meilleurs arguments électoraux du RN, à savoir les errements des politiques économiques conduites, droite et gauche confondues, depuis de longues décennies.

Chapitre 2 : Le RN s'égare, ce n'est malheureusement pas le seul !

Le RN dispose d'un argument massue qui, une fois n'est pas coutume, ne manque pas d'un soupçon de pertinence et qui peut se résumer ainsi : on est peut-être mauvais en économie mais pas pires que les autres. Cette petite musique entendue et réentendue est en partie vraie (oui, l'ensemble des partis français ne font pas preuve d'une grande perspicacité en matière de politique économique) et en partie fausse (si, le RN est encore plus mauvais, on a expliqué pourquoi dans le chapitre précédent).

Cette idée d'un RN « pas mieux mais pas pire » laisse rapidement place à la conclusion que les dirigeants du parti souhaitent voir germer en chaque électeur : « après tout, pourquoi ne pas les essayer ? ».

Commençons par remettre les pendules à l'heure : si, on a déjà essayé l'extrême droite. Rappelez-vous, c'était en juin 1940. La situation était fort différente, je l'admets, et la comparaison pourrait porter le flanc à la critique, mais il est inexact de dire que l'extrême droite n'a jamais été au pouvoir en France. Nous n'étions pas nés ni vous ni moi, mais ce n'était pas il y a si longtemps non plus, et si l'État dépense des sous pour des cours d'histoire-géographie dispensés aux têtes blondes et brunes, c'est pour que ça serve à quelque chose.

L'épisode de Vichy n'est généralement pas abordé sous l'angle économique. Ce qui se comprend puisque, comme souvent quand l'extrême droite domine, les questions d'emploi ou de pouvoir d'achat laissent place à de plus impérieuses nécessités de survie.

Pourtant, au cours de ces quelques années, le Produit Intérieur Brut (PIB) français a plongé d'environ 50 %. Enfin, selon des estimations a posteriori puisqu'à l'époque on ne mesurait pas encore le PIB, une innovation qui, à l'instar du chewing-gum et du Coca-Cola, nous a été apportée par les GI. Il s'agit là de la plus profonde crise économique en France de ces derniers siècles (à titre de comparaison, les confinements de 2020 ont entraîné une baisse du PIB d'un peu moins de 8 % sur l'année). L'effondrement économique de la France occupée s'explique

principalement par la guerre et son cortège de malheurs. Mais la politique économique de Pétain n'a rien arrangé puisqu'elle a consisté à organiser, disons même à favoriser, un pillage en règle du pays par l'occupant.

Ne me dites pas que je radote avec des vieilleries historiques déconnectées de la réalité du XXIème siècle. Il n'y a qu'à voir le regain de popularité de Pétain à l'extrême droite (d'Éric Zemmour prétendant qu'il a sauvé les juifs français à la messe en son honneur à Verdun à l'automne 2025) pour se convaincre que les ponts entre les deux époques sont encore bien présents.

D'ailleurs, l'empressement de l'extrême droite à livrer le pays aux intérêts de puissances étrangères hostiles pour peu qu'elles partagent une vision autoritaire commune trouve des échos contemporains dans la sympathie qu'éprouve cette tendance politique pour la Russie de Poutine. La crise inflationniste de 2022 s'explique très majoritairement par le déclenchement de la guerre en Ukraine. Alors, faire le lien entre l'extrême droite, sa vision de la géopolitique et l'économie française est tout à fait d'actualité.

*
**

Mais revenons-en au thème de ce chapitre, qui consiste à énumérer les multiples erreurs de politique économique commises en France et sur lesquels le RN bâtit ce qu'on pourrait appeler une crédibilité relative.

Nous nous étions arrêtés à l'épisode de Vichy, reprenons donc notre récit en 1945. C'est d'ailleurs souvent le point de départ que l'on prend quand on retrace l'histoire économique récente de la France. Cela s'explique certainement par le fait que la comptabilité nationale moderne, comme on l'a dit juste avant, date de cette période, et peut-être aussi parce que la guerre a créé une coupure telle qu'il y a un avant et un après, un peu comme on dit parfois aujourd'hui « c'était avant le Covid ».

Je me permets encore une digression, la dernière, pour souligner que cette chronologie de l'histoire économique nationale est fort malheureuse. Généralement, on la résume ainsi : « il y a eu la catastrophe de la guerre, et ensuite la forte croissance des Trente glorieuses (que personne, d'ailleurs, n'avait anticipée), puis le ralentissement à partir des années 1970 ». Cela imprègne dans de nombreuses têtes l'idée selon

laquelle – je m’en suis rendu compte dans mes années d’enseignement – il n’y a rien de tel qu’une bonne catastrophe pour que l’économie rebondisse comme jamais. Ce qui a été une coïncidence dans le cas français (une très violente crise suivie d’un rebond de trente ans) devient une causalité.

Les catastrophes peuvent donc être perçues avec moins d’effroi qu’on le devrait, voire même comme un mal nécessaire. L’on devrait, à mon humble avis, faire commencer l’histoire économique au début du XIX^{ème} siècle, car la chute de l’Ancien Régime marque une rupture économique très profonde. Et on se rendrait compte que l’exception ce sont les Trente Glorieuses, et que la croissance mollasse que l’on connaît depuis quelques décennies correspond en réalité à la tendance de long terme.

Retour, donc, à la période des Trente Glorieuses, avec croissance vigoureuse, hausse du pouvoir d’achat (même s’il semblerait que les Français se plaignaient tout autant du sujet qu’aujourd’hui) et faible chômage. Tout ceci n’est pas majoritairement dû à la perspicacité de nos dirigeants nationaux. Certes, il n’est pas nécessaire d’être gaulliste pour admettre que de Gaulle a été un gestionnaire avisé mais il se trouve que, à l’époque, nos voisins immédiats ont connu une croissance similaire.

Les bonnes performances économiques ne sont pas tant à rechercher dans des spécificités nationales que dans un contexte plus global : démographie favorable, arrivée des femmes sur le marché du travail, progrès technologique, aide américaine à la reconstruction, inspiration puisée aux États-Unis pour savoir ce qui marche ou non... la popularité posthume d’un président doit en partie au hasard, et le bilan économique de de Gaulle semblerait sans doute moins flatteur s’il avait dirigé le pays en des temps moins porteurs.

S’ils n’ont pas forcément été des génies, les dirigeants économiques de la France des Trente Glorieuses n’ont en tout cas pas fait de grosse boulette, ce qui est déjà beaucoup !

Je me permets de passer assez vite sur les années 1970, marquées par les chocs pétroliers et l’inflation qui en a résulté. Il faut bien admettre que, à l’époque, ce rebond de l’inflation et le ralentissement brutal de la croissance a laissé dubitatifs nombre d’économistes.

On peut donc difficilement reprocher aux politiques d’avoir navigué à vue puisque ceux qui étaient supposés leur indiquer le nord se

retrouvaient sans boussole. Cela dit, la croissance moyenne de la décennie est restée fort honorable, et les problèmes comme les expérimentations au doigt mouillé ont commencé juste après.

Une première rupture dans la politique économique française date de 1981. Ça me gêne de dire du mal de l'arrivée de la gauche au pouvoir, car cette bascule a permis des avancées sociétales notables. Mais, économiquement, la gauche a été fidèle à elle-même : elle a pris ses désirs pour des réalités, aidée en cela par son éternelle bonne conscience qui sert de justification à tous les aveuglements. Mitterrand a cru, ou fait semblant de croire, qu'il pouvait augmenter les salaires et la dépense publique tout en maintenant le cours du franc⁴, ce qui a tellement bien fonctionné qu'il a été contraint de faire exactement l'inverse deux ans plus tard. Un peu comme Léon Blum en 1936, en somme.

Tout ceci avait été prévu par des économistes comme l'Américain Paul Krugman qui, bien qu'appartenant au courant néo-keynésien (donc à la gauche américaine) n'en est pas moins incisif envers la gauche française et ses élites qui pensent toujours avoir tout compris mieux que tout le monde : « Dans aucun autre pays développé l'élite n'est aussi encline à faire primer les jolies phrases sur les raisonnements de fond, à rejeter les leçons de l'expérience en faveur de la folie des grandeurs », écrivait-t-il au sujet des socialistes français⁵.

Les programmes saugrenus de la Nupes (2022) ou du Nouveau Front Populaire (2024) sont là pour nous rappeler que la gauche n'apprend jamais rien et nous resservira éternellement ses vieilles recettes, sans se préoccuper de savoir si la sauce a pris lors de la dernière tentative.

Bon, les années Mitterrand, sans être catastrophiques, n'ont pas été reluisantes. Nous ne sommes pas là pour décortiquer chaque politique depuis 40 ans, allons à l'essentiel. Chirac fait campagne sur la fracture

⁴ Si les salaires et la dépense publique augmentent, la demande augmente, donc les importations aussi, et le solde commercial se dégrade. Comme la monnaie des autres pays est plus demandée (il faut bien payer les importations), le franc se déprécie par rapport à la monnaie des voisins.

⁵ Paul Krugman, "The Accidental Theorist: And Other Dispatches from the Dismal Science", W. W. Norton & Company, 1999

sociale en 1995 et sort un programme d'austérité à peine élu, on se rapproche du RN en termes de degré d'incohérence !

La gauche revient au pouvoir et fait preuve du brio qui la caractérise, les 35 heures : gagnez autant en travaillant moins. Là encore Krugman, cité précédemment, s'étrangle en même temps que tout économiste qui n'a pas grenouillé trop longtemps dans le milieu feutré des intellectuels de la gauche parisienne. Si l'on travaille moins, on produit moins, donc on ne peut pas consommer autant⁶. Ça devrait être logique, ça ne l'est pas.

Martine Aubry se rattrape comme elle peut aux branches en nous affirmant que la baisse du temps de travail sera compensée par l'embauche de chômeurs, selon une théorie éculée qui veut que le marché du travail soit un gâteau de taille fixe alors que, justement, la taille du gâteau (c'est-à-dire le nombre d'emplois) varie en fonction des comportements et des politiques menées.

Laissons là les socialistes pour continuer notre rapide passage en revue. Nicolas Sarkozy se fait élire en 2007 sur un programme résolument libéral. C'était l'époque, juste avant la crise des *subprimes*, où l'on avait encore quelques illusions à perdre quant au fonctionnement jugé optimal des marchés livrés à eux-mêmes. Ses groupies affirment d'ailleurs que Sarkozy a géré avec brio la crise de 2008, dans le déclenchement de laquelle il n'est pour rien, il faut bien l'admettre. Je dirais plutôt qu'il a fait ce qu'il fallait, sans plus, sans moins.

Par contre, le programme de réformes pour remuer l'économie française est tombé à plat. La croissance qu'il devait aller chercher avec les dents n'a pas brié par son éclat, indépendamment du contexte mondial il est vrai tourmenté. À part la création judicieuse de l'auto-entrepreneuriat, on peine à se souvenir d'une réforme significative de cinq ans de présidence.

Cette passivité contraire aux belles promesses a certainement aidé François Hollande dans sa campagne de 2012. Son idée était de relancer l'économie par la stimulation budgétaire. Une idée qui, dans le contexte de

⁶ Sauf à faire des gains de productivité, mais ce n'est ni mécanique ni instantané

l'époque marqué par la croissance anémique et le chômage élevé, sortait tout droit d'un manuel d'économie de première année.

Dois-je l'avouer ? J'ai voté Hollande et un certain nombre d'économistes de mes connaissances, pas plus gauchistes que d'autres, ont fait de même. Car il y avait l'identification d'un problème, la proposition d'une solution, le tout appuyé sur une théorie économique éprouvée.

Suite à quoi Hollande a augmenté fortement les impôts, en contradiction avec la stratégie annoncée de relance par la demande, puis a dégainé de fortes baisses d'impôts pour les entreprises avec le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), ce qui a fait se demander aux Français s'ils n'avaient pas réélu Sarkozy par inadvertance. Bref, la cohérence du programme a vite laissé place à une politique de coups de menton sans logique évidente.

Mais tout ceci allait changer avec le « Mozart de la finance », jeune, dynamique, surdiplômé et passé par le secteur privé contrairement à tous ces hauts fonctionnaires grisonnants.

Je dois vous faire une confidence, rien qu'à vous, approchez l'oreille pour me permettre de parler bas, il est des petites tares que l'on évite d'ébruiter... j'ai voté Macron. Par deux fois ! Ce qui fait de moi un récidiviste... J'espère, pour mon standing, que vous n'en répéterez rien à personne. Mais, poussé dans mon geste par Marine et Méluche en embuscade, peut-être m'accorderez-vous des circonstances atténuantes ?

J'en fais un peu pour détendre l'atmosphère, car il faut bien reconnaître que le Macron de 2017 présentait un vrai programme économique. Avec lequel on est d'accord ou pas, là n'est pas la question, mais qui identifie des problèmes et qui cherche à les résoudre. La politique proposée était clairement une politique de l'offre, c'est-à-dire que l'on cherche à stimuler la capacité productive des entreprises. Très différente donc du programme de Hollande cinq ans plus tôt, ce qui n'a rien d'absurde puisque les circonstances n'étaient plus les mêmes.

En fait de politique de l'offre, Macron s'est surtout contenté de baisser les impôts. Pourquoi pas, ça peut se défendre. Le problème est qu'il ne s'est pas trop soucié du creusement du déficit public. Peut-être le président avait-il été ensorcelé, ainsi que nombre de libéraux, par le vieux fantasme d'Arthur Laffer selon lequel les baisses d'impôts se financent elles-mêmes par le gain de croissance qu'elles engendrent ? Le cas peut se

produire, parfois, notamment au milieu des graves récessions, mais l'exception n'est pas la règle.

La politique macroniste a probablement eu quelques effets positifs du côté de l'investissement et de l'attractivité du pays, mais la dette publique a progressé dans des proportions inquiétantes. Le Covid et la guerre en Ukraine n'expliquent pas tout, comme l'indiquent les évolutions beaucoup plus favorables de nos voisins en la matière.

Et puis, bon, vous le savez aussi bien que moi, il y a eu cette fameuse dissolution. Dispute virulente avec Brigitte ? Réveil du pied gauche ? Volonté de donner du grain à moudre à quelques générations d'historiens qui s'arracheront les cheveux à expliquer un geste inconsidéré ? Chacun a son idée sur la question et ce n'est pas le sujet qui nous préoccupe ici. Toujours est-il que depuis lors on en est passés de voter de mauvais budgets à ne plus voter de budget à temps, et que la défiance des investisseurs envers la dette publique française a grimpé en flèche.

Suivre la politique budgétaire de la France est devenu un exercice pénible... Nous voilà, après bientôt dix ans de macronisme, à être considérés par les marchés financiers (c'est-à-dire par les investisseurs qui décident de prêter à tel État plutôt qu'à tel autre) comme le pays le plus risqué parmi les grandes économies de la zone euro. Plus risqué, parfois⁷, que la Grèce, le Portugal ou l'Italie ! En janvier 2026, la France était le troisième pays considéré le moins sûr de la zone euro par les investisseurs (c'est-à-dire le troisième pays qui payait les taux les plus élevés sur sa dette publique), alors qu'elle était le troisième pays le plus sûr en 2001.

Le constat est cruel. Alors, je ne vais pas me fatiguer à défendre le bilan d'un président qui a lui-même décidé de faire de confettis du sien...

*
**

Vous l'avez compris, j'ai surtout mis l'accent sur ce qui n'a pas fonctionné. Notez bien que les errements de politique économique ne sont pas une spécificité française. Pourtant, si l'on compare la trajectoire économique du pays depuis une quarantaine d'années avec celle des pays comparables (principalement nos voisins et les autres économies

⁷ Il arrive, selon les fluctuations des taux payés par les États qui reflètent leur niveau de risque, que l'Italie ou la Grèce repassent derrière la France.

capitalistes développées), le constat est celui d'un déclassement, lent mais régulier.

Disons que les politiques économiques de la France ces dernières décennies n'ont pas été catastrophiques mais qu'elles n'ont franchement pas été brillantes non plus. Médiocres, voilà, c'est le mot.

Et c'est là, après ce long panorama, que l'on retrouve le RN. Qui, n'ayant pas été aux manettes ces dernières décennies, peut se targuer à raison de n'être pour rien dans les aléas de la politique économique française. Et qui en tire un argument électoral de choix.

Le sujet, bien entendu, n'est pas de savoir si tel ou tel président a raté sa cible, mais si le RN aurait fait mieux. Car en termes de n'importe quoi économique, il n'existe pas de limites. On peut toujours, ou presque, imaginer pire. Et, en matière de pire, le RN a l'imagination fertile !

Chapitre 3 : Le pouvoir d'achat ne se décrète pas

Le pouvoir d'achat figure régulièrement en tête des préoccupations des Français. Il figure donc en tête des propositions – appelons-les comme ça – économiques du RN. Et de beaucoup d'autres partis, nous sommes bien d'accord.

Permettez-moi d'aborder le sujet avec l'œil un peu froid de l'économiste. Après tout, l'économie est surnommée la « science lugubre », nous sommes donc réunis en ces pages pour dire des choses que j'espère pertinentes et non pour faire étalage de bons sentiments.

Le pouvoir d'achat correspond au pouvoir de consommer. L'acte d'achat, en soi, n'a que peu d'importance, c'est la consommation qui procure une satisfaction. Et pour consommer, il faut produire. Si je vais chez le dentiste, ce dernier produit un service de santé que je consomme au moment même où il est produit. Et si je veux manger onze pommes au lieu de dix, il faut forcément avoir produit une pomme de plus (sauf creusement du déficit commercial, scénario que je laisse de côté car il trouverait vite ses limites).

La hausse du pouvoir d'achat n'est donc rien d'autre que la hausse de la production. Tout le reste n'est que littérature. Un parti quel qu'il soit qui prétend accroître le pouvoir d'achat doit avant tout nous expliquer comment il compte s'y prendre pour accroître la production, autrement dit pour générer de la croissance économique. Sinon, il y a de l'enfumage dans l'air.

Pour produire plus, il n'y a pas trente-six solutions, il y en a deux : travailler plus ou travailler mieux. Travailler plus est radical pour accroître la production, mais le levier n'est ni très plaisant ni très populaire (vous avez comme moi suivi les débats enflammés sur la réforme des retraites...).

Travailler mieux est la solution idéale. Réaliser des gains de productivité, dirait l'économiste jargonneur. Historiquement, sur longue période, les gains de pouvoir d'achat sont étroitement liés aux gains de productivité et à la dynamique de la croissance, ces différentes variables étant intimement liées. C'est, par exemple, parce que l'agriculteur est devenu plus productif en passant de la charrette à bœufs au tracteur que la production et le pouvoir d'achat ont augmenté au cours des siècles écoulés.

Donc, modulo la variation du temps de travail, qui ne peut qu'être limitée puisqu'après tout il n'y a que vingt-quatre heures dans une journée, c'est la variation de la productivité qui dicte les tendances lourdes de l'évolution du pouvoir d'achat. On en conclut que tout parti politique qui claironne en tête de son programme qu'il souhaite accroître le pouvoir d'achat des Français devrait dans le même mouvement nous expliquer comment il compte accroître la productivité.

Rendre l'économie plus productive ne se décrète pas. C'est même plus facile à dire qu'à faire. Mais on sait au moins dans quelle direction il faut creuser : développer de meilleures technologies, améliorer l'éducation et la santé, construire de nouvelles infrastructures, rendre l'administration plus efficace, combattre les rentes et les monopoles ou améliorer l'organisation des entreprises sont les leviers qui me viennent spontanément à l'esprit, mais on pourrait en trouver d'autres.

Mon propos est ici assez sommaire car nous sommes dans un livre qui ambitionne de rester grand public. On pourrait creuser les détails, voir dans quelle mesure on pourrait accepter un déficit commercial plus élevé pour s'accorder un gain de pouvoir d'achat immédiat en profitant d'une sueur étrangère. On pourrait aussi expliquer comment, en renonçant à une consommation immédiate pour investir on pourrait accroître la productivité de l'économie, dont la consommation future. Ou encore comment distribuer autrement le pouvoir d'achat total en déshabillant Paul que l'on juge trop chaudement vêtu pour habiller Pierre qui grelotte ; taxer les riches pour accroître les minimas sociaux si l'on veut parler trivialement.

Mais le lien entre le pouvoir d'achat, la production et les deux leviers pour accroître cette production (travailler plus ou travailler mieux) sont à la fois assez faciles à comprendre et à la base de toute analyse sérieuse du sujet.

D'ailleurs, le fameux produit intérieur brut (PIB) mesure simultanément, si on simplifie, la production, la consommation et les revenus perçus, les trois devant être égaux modulo les échanges avec l'étranger. Une autre façon de redire ce qu'on vient de dire est que toute hausse notable et généralisée du pouvoir d'achat n'est possible que s'il y a progression du PIB, autrement dit si la croissance économique est au rendez-vous.

Consommer, dans le fond, n'est rien d'autre que profiter du travail d'autrui. Vouloir accroître sa consommation sans produire plus soi-même revient à demander aux autres de travailler plus ou mieux, ou de réduire leur propre consommation à votre profit.

Essayez de considérer les choses sous cet angle la prochaine fois que vous râlez contre la trop faible progression de votre pouvoir d'achat, cela pose le problème sous une perspective nouvelle.

*
**

Ceci étant dit, revenons-en à nos moutons. Le RN se veut le défenseur du pouvoir d'achat, Marine propose de mettre des paillettes dans la vie des Français, d'accord. Comme porte ouverte, on n'enfoncé pas mieux. Citez-moi un seul parti qui propose l'inverse ! Même les écologistes supposément décroissants ne prônent pas la baisse du pouvoir d'achat sur leurs tracs, chacun trimbale comme il peut ses petites contradictions...

Dans le cas du RN, on peine à voir comment les propositions avancées peuvent être d'une quelconque utilité en la matière. J'irai même un cran plus loin en suggérant que le programme du RN pourrait plus sûrement faire baisser le pouvoir d'achat que l'accroître.

Commençons par le sujet du temps de travail. Plus de pouvoir d'achat pour tout le monde en travaillant moins, à productivité inchangée, est tout simplement impossible. Or, le RN propose d'abaisser l'âge de départ en retraite à 62 ans, peut-être même à 60, ou juste pour les carrières longues à moins que tout ceci n'évolue encore en fonction des fluctuations de la conjoncture, mais en fait ce sera sûrement 62 ans⁸... Bref, on se perd dans les propositions qui évoluent d'une campagne à l'autre selon une logique fort obscure, mais l'idée de fond est claire : les Français n'ont pas envie de travailler plus (on peut les comprendre, je l'admets volontiers), et aimeraient bien si possible travailler moins, donc le programme du RN suit le sens du vent.

Les Français veulent consommer plus en travaillant moins, y'a qu'à le leur promettre, c'est pas compliqué la popularité en politique !

⁸ D'après les dernières déclarations de Marine le Pen au Medef fin août 2026

Le sujet de l'âge de départ en retraite est souvent abordé uniquement sous l'angle de l'équilibre comptable du système. On se plonge dans les rapports du Conseil d'Orientation des Retraites et on débat des différents scénarios en fonction de l'évolution de tel ou tel paramètre pour voir quel serait le niveau de déficit (car on parle plus souvent de déficit que d'excédent...) des caisses de retraite selon le type de réforme proposée par les uns ou les autres.

Tout ceci est important, mais ce n'est pas le plus important. On perd la vision d'ensemble en abordant le sujet uniquement sous l'angle de la situation financière des caisses de retraite. Car travailler plus ou moins signifie plus ou moins de production et aussi de recettes fiscales, au-delà des seules cotisations retraite. Plus de production peut aussi aider à réduire le déficit commercial, en plus du déficit public, si une part des revenus supplémentaires est épargnée.

Le lien entre l'âge de départ en retraite et pouvoir d'achat n'est peut-être pas limpide au premier regard, et d'ailleurs dans les débats enflammés sur ces deux sujets ils sont traités séparément alors qu'ils sont intimement liés. Pour avoir plus de pouvoir d'achat à productivité constante, il faut produire plus, donc travailler plus. Point, à la ligne.

Et ne me sortez pas l'argument éculé, qui vient d'ailleurs plus de la gauche que du RN, selon lequel augmenter l'âge de départ en retraite ne génère pas de hausse de la production car il en résulte une hausse du chômage, donc une absence de progression de la quantité totale de travail. Hormis des ajustements de court terme, augmenter l'âge de départ en retraite ne fait pas augmenter le taux de chômage des travailleurs les plus âgés, l'expérience montre clairement que le marché du travail s'ajuste, ce n'est pas un gâteau de taille fixe à se partager, on aura l'occasion d'y revenir.

En termes d'agrégats de comptabilité nationale, une baisse de l'âge de départ en retraite se traduirait par un creusement du déficit public (déficit accru des caisses de retraite et moindres recettes publiques globales). Il faudrait alors soit augmenter les impôts (donc diminuer le pouvoir d'achat), soit baisser les dépenses publiques (donc diminuer la consommation de services publics qui, même s'ils ne sont pas achetés directement par les ménages, correspondent bien à une consommation). Ou, troisième solution qui serait certainement celle adoptée par le RN, laisser filer encore un peu l'endettement public, donc reporter le problème

de baisse du pouvoir d'achat à plus tard, mais en pire puisqu'il faudrait y rajouter les intérêts sur la dette.

Ne concluez pas de mon propos qu'il faut forcément augmenter sans retenue l'âge de départ en retraite. Le débat mérite d'être posé. Mais, si on souhaite travailler moins, il faut clairement en exposer les conséquences. Être logique, en somme, savoir où l'on va et en accepter le résultat.

En 2007, Sarkozy proposait de travailler plus pour gagner plus (donc consommer plus, même si ce n'était pas formulé comme ça). On a le droit d'en penser ce qu'on en veut, mais on ne saurait nier la solide logique économique de la proposition. À l'inverse du RN, donc, qui propose dans le fond de travailler moins pour gagner plus. Elle est pas belle, la vie ?

Continuons à détailler les incohérences du RN en matière de pouvoir d'achat. Le parti, extrême droite oblige, se veut le chantre de la préférence nationale. Acheter Français plutôt que chinois, en somme. D'accord, pourquoi pas, mais personne au RN ne s'est au préalable demandé pourquoi on achetait si souvent chinois ? Et bien parce que c'est pas cher. Et ce qui n'est pas cher est bon pour le pouvoir d'achat. L'économie, parfois, c'est aussi simple que ça en a l'air.

Donc, les différentes mesures protectionnistes suggérées ici ou là par le RN (plus de détails dans le chapitre dédié) ne peuvent que nuire au pouvoir d'achat. Et ne me dites pas qu'une hypothétique stimulation de l'industrie nationale permise par ce protectionnisme générera une pluie d'emplois qui permettra, au bout du compte, une hausse du pouvoir d'achat. On en parlera dans le chapitre consacré au sujet, mais vendons déjà la mèche : l'argument ne tient pas.

Allons un pas plus loin. Le commerce international permet de se spécialiser dans ce que l'on produit avec un meilleur rapport qualité-prix que les autres pays. D'ailleurs, il ne sert qu'à ça. Cette spécialisation permet de générer des gains de productivité. Et, si l'on se souvient de ce qu'on a dit quelques paragraphes plus haut, les gains de productivité sont justement le moteur essentiel du pouvoir d'achat.

Bref, en cassant la spécialisation du pays, le RN réduirait sa productivité, donc ferait baisser le pouvoir d'achat. On peut légitimement défendre certaines industries, par exemple pour des raisons de souveraineté quand il s'agit de produits stratégiques, mais une telle

démarche se fait, d'un point de vue macro-économique, au détriment du pouvoir d'achat.

Le RN se veut le défenseur des paysans. Cela lui donne un cachet très France profonde du meilleur effet. En 2022, le RN proposait donc de « Garantir aux paysans des prix respectueux de leur travail⁹ ». La mesure est floue, son application concrète incertaine (l'État se propose-t-il d'administrer les prix comme dans le premier régime communiste venu ?) et il n'est pas dit quel niveau de prix permet de respecter le travail.

Mais on comprend la logique : dire que les paysans ne sont pas assez bien payés et qu'il faut augmenter leurs prix de vente. D'accord, mais le prix de vente du paysan est aussi le prix d'achat du consommateur. S'il augmente, c'est un gain pour le paysan, très bien, mais tournez le problème dans le sens que vous voudrez et vous obtiendrez une perte pour le consommateur. Sauf à jouer sur les marges des intermédiaires mais on verra dans trente secondes que le RN n'est pas crédible en la matière.

Un peu grosse, la ficelle. Trop visible. Il est préférable au producteur de vendre cher. Donc, on lui fait un beau discours pour lui assurer qu'il vendra cher. Et comme il est préférable au consommateur d'acheter pas cher, on le lui promet aussi. Pourquoi s'user les yeux dans des manuels d'économie qui, il est vrai, ne sont généralement pas la lecture la plus distrayante qui soit ?

*
**

Jusqu'à présent nous avons passé en revue des mesures mises en avant par le RN qui, si elles venaient à être instaurées, tendraient à faire baisser – j'insiste sur ce verbe – le pouvoir d'achat. Voyons-en désormais une qui, il est vrai, le ferait augmenter, en tout cas à court terme, car ce ne serait jamais qu'un pouvoir d'achat obtenu en creusant le déficit public. Je veux parler de la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité ou l'énergie.

Cette baisse de la TVA est la mesure phare du RN quand il est question de pouvoir d'achat. On nous la ressert à chaque occasion. Son

⁹ Dans la 13^{ème} des 22 catégories de mesures proposées

intérêt me laisse cependant hautement sceptique (et je suis loin d'être le seul¹⁰), discutons-en quelques instants.

L'idée, dans le fond, est simple : moins de TVA entraîne des prix plus bas dans l'énergie ou l'alimentaire notamment et, comme ces produits sont consommés par les classes moyennes, cela dope le pouvoir d'achat des braves travailleurs méritants qui se lèvent tôt le matin.

Le premier point est que la transmission intégrale de la baisse de TVA dans les prix n'a rien d'automatique. Un supermarché peut tout aussi bien ne répercuter qu'une part dans ses prix et l'autre part dans sa marge. Ce qui me permet de dire, comme je l'ai fait un peu plus haut, que le RN n'est pas sérieux quand il affirme vouloir « mettre un terme aux marges abusives de la grande distribution¹¹ ».

Nous en étions à pointer les incohérences du RN sur les questions de pouvoir d'achat, et nous butons en route sur une incohérence concernant les marges. Décidément, la pêche est bonne ! Bon, dans les faits, il est assez difficile de savoir comment les prix réagissent aux baisses de TVA. Différentes estimations, réalisées dans différents pays sur différents cas spécifiques arrivent à des résultats très divers. Cette incertitude peut s'expliquer, d'une part, par la difficulté à réaliser un tel calcul, car il faut pour cela tenter d'isoler l'effet de la baisse de TVA de toutes les autres variables qui impactent le prix. Ensuite, selon que la baisse de TVA soit définitive ou provisoire, selon le type de produit concerné, selon l'ampleur de la baisse, entre autres, les impacts peuvent changer.

Nous pourrions débattre des pages du sujet sans aboutir à un résultat certain, alors économisons votre temps et le mien. Disons que la répercussion dans le prix est partielle. Notons au passage que le RN, dont c'est pourtant la mesure phare, n'a à ma connaissance pas pris la peine d'estimer le gain attendu pour le consommateur. Je dis ça je dis rien...

Donc, dans la perte de recette fiscale pour l'État, il y aura une part de gain pour le consommateur, et une part de gain pour les marges de la grande distribution. Première source d'inefficacité de la mesure.

¹⁰ Cour des compte / Conseil des prélèvements obligatoires, « la taxe sur la valeur ajoutée (tva), un impôt à recentrer sur son objectif de rendement pour les finances publiques », février 2023

¹¹ Dans la 13^{ème} des 22 catégories de mesures proposées pour la présidentielle de 2022

L'autre source d'inefficacité est que tout le monde achète des produits de première nécessité, riches comme pauvres. On se doute que la baisse de la TVA ne vise pas à soutenir le pouvoir d'achat des patrons du CAC40, mais plutôt celui des classes moyennes et populaires. L'idée est que, en ciblant les produits de première nécessité ou l'énergie, on cible le pouvoir d'achat des Français ordinaires. Et bien, pas forcément.

Prenons l'exemple des pâtes, emblème de l'alimentation de tout un chacun. D'après les chiffres de l'Insee, les 10 % des ménages les plus aisés dépensent près de deux fois plus pour des pâtes que les 10 % les plus modestes. Cela ne signifie pas mécaniquement que les plus riches mangent plus de kilos de pâtes, plutôt qu'ils vont choisir des pâtes de marque, bios, dans une supérette hors de prix du XVIème arrondissement. Alors que les pauvres, n'est-ce pas, se rabattent sur le bas de gamme de Lidl. Pourtant, la baisse de la TVA concerne tout le monde. Pour une même perte de recette fiscale, il y aura près de deux fois plus d'argent qui ira dans la poche des riches plutôt que dans celle de ceux qui en ont vraiment besoin.

Donc, la baisse de TVA présente une première inefficacité en ce sens qu'une partie est captée par les marges des entreprises, une deuxième inefficacité parce qu'elle profite en réalité beaucoup aux plus riches qui n'en ont pas besoin, et une troisième parce que le maigre gain de pouvoir d'achat finalement obtenu l'a été à crédit. C'est-à-dire en accroissant un peu plus la dette publique sur laquelle il faudra payer des intérêts (ou en diminuant les services publics dont bénéficient, justement, les plus modestes). Pas très lumineuse, la mesure phare !

*
**

Il nous faut tenter de conclure ce chapitre. Le RN, au bout du compte, ferait-il baisser ou croître le pouvoir d'achat ? On ne peut malheureusement pas répondre, puisque les propositions du parti manquent de clarté, interdisant tout chiffrage raisonnable.

Mais on peut dire que l'éventuel gain de pouvoir d'achat immédiat le serait au prix d'une diminution des recettes publiques, donc d'une diminution des services publics ou d'une baisse future du pouvoir d'achat, le jour où il faudra enfin prendre au sérieux l'endettement du pays.

Les exemples passés ne plaident pas en faveur du RN. Trois économistes, Manuel Funke, Moritz Schularick et Christoph Trebesch¹² se sont penchés sur les résultats obtenus par les gouvernements populistes dans le monde entier au cours des dernières décennies. Par populistes, ils entendent des responsables politiques qui utilisent la rhétorique selon laquelle les élites sont toutes corrompues et le peuple pur et que eux, bien entendu, portent les intérêts du peuple. Un discours du « tous pourris », en somme, qui colle exactement au positionnement du RN. Et aussi de certains partis de gauche, l'étude dont je vous parle ne se limite pas à une analyse de l'extrême droite.

Et bien les résultats de l'étude sont sans appel : les pays dirigés par des populistes (de droite ou de gauche), s'ils ne sombrent pas mécaniquement dans la crise, voient leur croissance économique bridée, avec une perte de PIB par habitant estimée à 10 % au bout de quinze ans. Pour résumer, les belles promesses n'engagent que ceux qui y croient.

¹² Manuel Funke, Moritz Schularick et Christoph Trebesch (2023), « Populist Leaders and the Economy », *American Economic Review*

Chapitre 4 : C'est à cause des immigrés et gnagnagni et gnagnagna...

Il va bien falloir parler d'immigration... Le sujet impacte l'économie, puisqu'il modifie notamment la démographie, pourtant il occupe une place tout à fait secondaire dans les manuels. On peut user de longues années durant ses jeans d'étudiant sur les bancs d'une fac d'économie sans se pencher en détail sur l'impact économique des flux migratoires.

À titre personnel non plus, le sujet n'est pas en tête de mes priorités. Des gens quittent leur pays pour des raisons diverses et s'installent dans d'autres où ils sont plus ou moins bien accueillis, où ils s'intègrent plus ou moins bien. Le processus est vieux comme le monde, il n'y a pas là matière à s'arracher les cheveux. Je ne dis pas que le brassage des cultures ne pose pas d'occasionnelles frictions ou qu'il faille laisser les frontières totalement ouvertes, mais bon, dans le fond, lorsqu'on remonte sur quelques générations notre arbre généalogique, on y trouve bien souvent des origines multiples.

Ce n'est pas moi, avec mes lointaines origines suisses, qui vais dire le contraire. Bersinger, ça sonne tout de même un peu exotique, on ne sait jamais trop comment ça se prononce... C'est pourtant pas compliqué : « ber » comme « ber », « sin » comme « sein » (ou « saint », oui, bon...) et « ger » comme le verbe « manger ». Pensez à Vercingétorix si ça peut vous aider. Nul besoin d'aller chercher des « Berzinguère » en se tordant la gueule pour faire résonner des sonorités vaguement germaniques. Enfin, notez que ça ne me vexe pas si vous faites l'erreur, j'en fais des caisses pour apporter une touche de légèreté à mon propos. On va parler de RN et d'immigration, les occasions de se marrer vont se faire rares...

Moi aussi, comme tout un chacun, j'ai mes petites pulsions patriotiques à l'occasion. Tenez, les anglicismes m'agacent. Je ne vois pas pourquoi on s'efforcerait d'utiliser de l'amerlok avec un accent puant le camembert quand on a le mot qu'il faut en français.

Mes oreilles sensibles saignent au quotidien. Par exemple, tranquillement vautré dans le canapé du salon, vous allumez la télé et vous tombez sur la chaîne qui défend les racines de la France millénaire, je veux

parler de CNews. Et bien, ça aurait pu s'appeler CNouvelles, ou CInformations. Ça n'aurait pas été plus bête qu'autre chose. Mais, visiblement, cette sonorité française serait perçue comme un peu trop plouc par nos fringants patriotes, c'est à n'y plus rien comprendre...

Voilà, cette longue introduction pleine de digressions pour vous faire comprendre que, tout comme il n'y a pas de chapitre traitant d'immigration dans le manuel standard de macro-économie de première année de licence, je n'aurais pas spontanément eu l'idée de m'attarder sur le sujet si la perche ne m'avait pas été tendue.

Mais ma thématique m'y contraint. Chacun connaît l'aversion que porte le RN à l'immigration, dont il fait d'ailleurs son principal argument électoral, et le lien direct qui est tissé avec l'appauvrissement supposé du pays d'accueil.

Sujet vaste, sujet complexe, sujet sensible ; essayons d'aller à l'essentiel.

*
**

Commençons par définir ce dont on parle. Un immigré, nous dit l'Insee, est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Un immigré le reste toute sa vie, même s'il a acquis la nationalité française.

La complexité du sujet et de l'estimation de son impact économique est qu'il recouvre des situations très diverses. Le chirurgien venu s'installer en France et le migrant sans le sou arrivé dans un radeau de fortune sont tous deux des immigrés, mais leur impact sur l'économie du pays d'accueil est très différent.

L'impact de l'immigration peut également être divers selon la variable économique considérée. Par exemple considère-t-on le PIB total (que l'immigration fait mécaniquement augmenter) ou le PIB par habitant (auquel cas l'impact est plus incertain) ? Les effets de l'immigration sur l'inflation, les finances publiques ou la balance des paiements ne sont pas nécessairement identiques. Enfin, différents horizons temporels peuvent être pris en compte. Une immigration jeune améliore les caisses de retraite sur les décennies à venir, mais pas nécessairement à très long terme puisque les jeunes d'aujourd'hui percevront un jour des pensions.

Bref, vous avez compris mon propos, il faudrait consacrer le livre entier au sujet pour espérer en faire le tour. Il existe des économistes spécialistes de la thématique, ce qui n'est pas mon cas. Mais je ne pense pas trahir l'opinion majoritaire de la profession en écrivant que, dans l'ensemble, l'immigration est perçue comme ayant un impact légèrement positif ou négatif (selon les études et les hypothèses retenues) sur l'économie du pays d'accueil.

Par exemple, le Conseil d'Analyses économiques a réalisé une synthèse des travaux sur le sujet et montre que l'impact net de la population immigrée sur les finances publiques des pays développés est de plus ou moins 0,5 % du PIB¹³ (soit plus ou moins 15 milliards d'euros en France), une fourchette qui ne fait pas forcément l'unanimité mais qui permet de poser un premier ordre de grandeur.

Autrement dit, on ne connaît pas précisément l'impact de l'immigration sur les finances publiques à part que c'est faible et aux alentours de zéro. Donc, et c'est là que je veux en venir, le RN qui prétend financer toutes ses généreuses mesures budgétaires en freinant l'immigration prend ses désirs pour des réalités.

*
**

La complexité du sujet est que chacun peut voir midi à sa porte. Deux personnes d'opinions diverses peuvent lire le même rapport et en tirer deux conclusions opposées.

C'est un peu, si on prend une comparaison lointaine, la même chose avec l'impact économique des Jeux Olympiques de Paris. Il y a les pour et les contre, et chacun retient le cadrage qui l'arrange. Car, si on parle de l'impact économique des JO, il existe plusieurs périmètres possibles d'analyse, chacun ayant leur pertinence. On peut ne retenir que les coûts et les bénéfices de l'organisation pure (les dépenses du Comité d'Organisation, le Cojo, pour faire simple), ou inclure les dépenses d'infrastructures directement liées aux Jeux (autrement dit le budget de la Solidéo, qui inclut par exemple le village olympique) ou aussi les dépenses d'infrastructures qui ne sont pas directement liées aux JO mais qui ont été utiles à l'évènement, comme le prolongement de la ligne de métro 14 ou la

¹³ CAE, Lionel Ragot, « Immigration et finances publiques », novembre 2021

dépollution de la Seine. Et puis, on peut aussi ajouter des coûts « annexes », comme les heures supplémentaires des policiers.

Côté recettes, on peut ne regarder que celles du Comité d'Organisation pour voir s'il est en déficit ou en excédent. Ou l'on peut estimer l'impact économique de toutes les dépenses mentionnées précédemment. Ou encore l'impact sur le tourisme, à court et à long terme. Ou encore l'impact sur l'image de la ville et du pays, voire même l'impact de l'évènement sur la pratique sportive.

Bien, mais alors, quel périmètre est le meilleur ? La réponse peut être décevante : personne n'en sait rien. Il y a un arbitrage à faire, qui n'a rien de scientifique, entre une analyse resserrée et précise ou une analyse large mais plus incertaine. Car il est difficile de mesurer tous les impacts possibles. Par exemple ce n'est pas facile d'estimer l'impact des JO, s'ils ont lieu en France plutôt qu'à l'étranger, sur la pratique sportive et l'impact de cette pratique sur la santé, donc sur les dépenses de la Sécu. On se doute qu'il y a un lien, même ténu, mais bonne chance pour le quantifier. Il faut donc assumer de ne pas tenter de tout chiffrer et, surtout, d'être clair sur les choix de périmètre retenus.

J'insiste ici sur le point auquel je veux aboutir : comme il y a plusieurs façons d'évaluer l'impact économique des JO (et encore, je vous ai fait grâce des détails sur les hypothèses que l'on peut retenir à chaque fois), il y a aussi plusieurs résultats possibles. Tout le monde peut, sans tomber dans le complotisme ou les chiffres falsifiés, trouver une étude allant dans son sens et soutenir de bonne fois son point de vue. L'analyse économique n'est pas toujours simple et, dans ce genre de débat, il convient d'être bien conscient des forces et des faiblesses de ce qu'on avance ainsi que des hypothèses retenues par chacun.

Cette longue parenthèse olympique n'a pas été vaine. Car, dans le cas de l'impact économique de l'immigration, c'est un peu la même chose : il y a plusieurs périmètres d'analyse possibles qui ont chacun leurs forces et leurs faiblesses et, en jouant sur ces subtilités, chacun peut trouver des munitions pour défendre son point de vue.

Prenons l'exemple de l'impact économique des étudiants étrangers. On pourrait dire qu'ils représentent un coût si on ne considère que les frais d'université qui sont généralement peu élevés en France (mais certaines écoles privées sont chères, il faudrait estimer les frais de scolarité moyens

des étudiants étrangers). Ou encore que cette population nouvelle fait grimper le prix des chambres étudiantes au détriment des étudiants français.

Mais les étudiants étrangers dépensent en France, de l'argent de bourses ou de l'argent envoyé par leurs parents. Ils peuvent ensuite travailler, ce qui est bénéfique au pays d'accueil qui n'a pas eu à payer la scolarité jusqu'à l'entrée à l'université (les États-Unis étaient très forts pour profiter de ce gain, jusqu'à ce que Donald Trump se tire une balle dans le pied). Et, même s'ils retournent dans leur pays, ils seront plus enclins à nouer des partenariats commerciaux ou culturels avec la France que s'ils avaient étudié ailleurs. Cet aspect est, il est vrai, pas évident à chiffrer.

On retombe sur l'exemple des Jeux Olympiques : il y a tellement de périmètres et d'hypothèses possibles que l'on peut arriver à des résultats variables selon les choix méthodologiques retenus.

Prenons un exemple chiffré. Pour estimer l'impact économique de l'immigration sur les finances publiques, une des études de référence est celle de l'OCDE « Perspectives des migrations internationales 2021 ». Notons déjà que, dans cette étude, il est question des personnes nées à l'étranger, mais pas des immigrés au sens de l'Insee (un Français né à l'étranger n'est pas un immigré). On tombe ici sur une des difficultés de ce genre d'analyse, à savoir les décalages de périmètres qui peuvent exister entre les différents travaux, qui compliquent les comparaisons et érodent les conclusions.

Ces précautions étant posées, revenons-en à la très intéressante étude de l'OCDE. Le tableau 4.1. est exactement dans notre thématique puisqu'il s'intitule « Contribution budgétaire nette des personnes nées à l'étranger et nées dans le pays » (les chiffres sont exprimés en pourcentage du PIB pour la moyenne des années de 2006 à 2018). Voici, pour la France, les résultats résumés dans un tableau que je simplifie légèrement pour la fluidité de mon propos :

Personnes nées à l'étranger		
Postes individualisés	Biens publics congestibles	Biens publics purs
1,02 % du PIB	0,25 % du PIB	-0,85 % du PIB

Quelques explications s'imposent. Les postes individualisés sont les dépenses et les recettes publiques que l'on peut sans difficulté rattacher à une personne, par exemple les allocations reçues ou les dépenses de santé et d'éducation, ainsi que les impôts et cotisations payées directement ou indirectement. On constate que, à ce stade, l'impact de l'immigration est bénéfique aux finances publiques : en ne prenant en compte que les postes individualisables, les personnes nées à l'étranger ont eu, en moyenne entre 2006 et 2018, un impact positif sur les finances publiques françaises équivalent à 1,02 % du PIB (soit environ 30 milliards d'euros en 2026).

Ensuite l'OCDE prend en compte les biens publics congestibles, comme les transports en commun. Ce sont des biens publics (l'OCDE parle de biens publics, terme un peu jargonneux que le lecteur profane peut rattacher à la notion plus communément répandue de services publics, mais on ne va pas chercher des poils sur les œufs pour si peu) dont le coût ne peut pas être directement rattaché à un utilisateur, mais dont le coût de fonctionnement augmente avec le nombre d'utilisateurs. Par exemple, une rame de métro coûte le même prix à faire rouler qu'il y ait une ou dix personnes dedans, mais s'il y a trop de monde il faudra une autre rame, ce qui fera augmenter le coût. Notons aussi que, s'il y a plus de gens qui prennent le métro, ces utilisateurs payeront leur ticket, ce qui est pris en compte ici. En considérant aussi ces biens publics congestibles, l'impact de l'immigration sur les finances publiques reste positif mais diminue à 0,25 % du PIB par an.

Enfin arrivent les biens publics purs, c'est-à-dire ceux qui sont indépendants du nombre de personnes. Par exemple, le fonctionnement de l'Élysée ou le coût d'entretien des bombes atomiques ne varie pas selon qu'il y ait quelques milliers ou même quelques millions de personnes en plus ou en moins en France. On peut cependant allouer une part du coût de ces biens à l'ensemble des personnes habitant le pays, puisqu'elles bénéficient aussi de ces services. Une fois le coût des biens publics purs pris en compte, l'impact budgétaire des personnes nées à l'étranger devient négatif, à -0,85 % du PIB par an.

De ces premiers chiffres vous pouvez conclure, selon votre sensibilité, que l'immigration (ou, en l'occurrence, uniquement les personnes nées à l'étranger mais on s'autorise quelques simplifications) est soit positive soit négative pour les finances publiques.

Vous pouvez pencher politiquement à gauche, militer à France terre d'asile et soutenir que l'immigration représente un gain budgétaire. Votre argument sera de dire que l'arrivée de quelques immigrés en plus, même quelques millions, ne modifie en rien le coût des biens publics purs et qu'ils ne doivent pas être pris en compte. D'autant plus qu'une personne qui ne peut être que de passage en France ne bénéficie pas pleinement, à long terme, des biens publics purs. Vous arrêtez l'analyse aux biens publics congestibles et concluez que l'immigration est bénéfique pour les finances publiques. Et vous avez raison.

Mais vous pouvez tout aussi bien être un électeur RN qui aurait lu jusqu'ici (ce en quoi je vous remercie et vous félicite, car cela dénoterait une vraie ouverture d'esprit, ces pages ne seront malheureusement lues que par des personnes déjà d'accord avec mon argumentation) et qui soutiendrait qu'il faut prendre en compte les biens publics purs. Après tout, un immigré bénéficie de ces dépenses publiques et il est logique qu'une partie de leur coût lui soit imputé. Vous concluez donc que l'immigration est un fardeau pour les finances publiques. Et vous avez raison aussi.

On se trouve donc dans une situation où deux personnes d'opinions opposées liront les mêmes données et en tireront des conclusions contraires. Un peu comme on peut débattre éternellement pour savoir si un verre est à moitié plein ou à moitié vide.

On retombe aussi sur mon exemple des Jeux Olympiques : selon le périmètre retenu on peut de bonne foi dire une chose ou son contraire, ce qui rend le débat d'autant plus complexe que l'immigration est un sujet politiquement plus sensible que les JO.

Nous pourrions présenter de nombreux autres chiffres mais le but n'est pas ici de vous assommer d'exemples. Le rapport de l'OCDE conclut que la contribution budgétaire nette totale des personnes nées à l'étranger est comprise entre +1 % et -1 % du PIB selon les pays (environ plus ou moins 30 milliards d'euros pour la France, soit des fourchettes plus larges que celles retenues par l'étude précédemment citée, la complexité du sujet implique que personne n'est parfaitement d'accord).

Mon propos ici est double. D'une part, j'insiste, les conclusions auxquelles on arrive dépendent grandement d'hypothèses et de périmètres qui peuvent être chacun défendables et discutables. D'autre part, il existe une certaine marge d'erreur dans ces résultats qui, s'ils sont

indiscutablement conduits avec sérieux, ont nécessairement leurs limites (l'OCDE présente longuement ses sources et hypothèses, je ne vous détaille pas tout ici).

Je dois cependant faire une concession au RN, qui affaiblit certes la vigueur de ma critique à son égard, mais l'honnêteté avant tout, n'est-ce pas ? D'après les chiffres de l'OCDE la France fait partie des pays pour lesquels l'immigration est la moins bénéfique pour les finances publiques (ou la plus coûteuse selon le point de vue adopté) parmi les pays économiquement comparables.

Donc, dans le cas hexagonal, la fourchette se situerait plutôt à vue de nez entre +0,5 et -1 % du PIB selon, encore une fois, les périmètres et les hypothèses de chacun. Il semble difficile de soutenir qu'ouvrir grand les portes de l'immigration est une aubaine pour les finances publiques, ce qui n'implique pas forcément de développer une hostilité générale envers le phénomène, nous ne mentionnons ici que de strictes considérations budgétaires.

Mais, de la même façon, il est difficile de soutenir que l'immigration est la cause première du déficit public français. Car, en retenant toutes les hypothèses les plus négatives à l'immigration, on arrive à un coût maximum d'environ 1 % du PIB. Sachant que le déficit public ces dernières années était supérieur à 5 % du PIB, l'immigration expliquerait - j'insiste sur le conditionnel - tout au plus un cinquième du déficit public.

Vous avez beau tordre les chiffres dans le sens que vous voulez on ne parvient pas, si on s'efforce de rester sérieux, à mettre la dérive générale de nos finances publiques sur le dos des immigrés.

*
**

Pour connaître l'impact d'une variable quelle qu'elle soit sur l'économie, un test intéressant est de comparer ce qui se passe dans différents pays. On constate, par exemple, que les pays dirigés par des dictateurs corrompus sont toujours pauvres, et que ceux où la gouvernance est démocratique et transparente sont plus prospères. Daron Acemoglu, et James Robinson en ont tiré des conclusions très intéressantes quant au rôle déterminant des institutions dans la trajectoire économique de long terme

des pays (je recommande chaudement la lecture de leur célèbre livre « Pourquoi les nations échouent : Prospérité, puissance et pauvreté », très intéressant et facile d'accès).

Si l'on fait le même exercice avec l'immigration, on constate que de nombreux pays accueillant une forte proportion d'immigrés, comme l'Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest ou l'Australie sont très prospères. Mais d'autres, où l'immigration est beaucoup plus réduite, ont également connu de spectaculaires développements économiques, comme le Japon, la Corée du Sud ou la Chine.

En matière de finances publiques, certains États sont très endettés avec peu d'immigrés (le Japon), d'autres le sont également en accueillant une population immigrée importante (les États-Unis ou la France) et les pays affichant une dette publique faible sont parfois peu ouverts à l'immigration (comme la Corée du Sud) ou, à l'inverse, accueillent plus d'immigrés (comme les pays d'Europe germanique ou nordique).

On peut assez sommairement en conclure que l'immigration n'empêche en rien la croissance, mais qu'elle ne lui est pas indispensable non plus, et qu'elle n'a pas d'effets définitifs sur les finances publiques. Cette conclusion, un peu terne en somme, a au moins le mérite de dépassionner le débat. C'est toujours ça de pris.

Dans le fond, que vous soyez favorable à l'immigration ou non, le sujet a certainement moins d'influence économique que vous ne le croyez, dans quelque sens que ce soit. Ce n'est pas pour rien que la thématique ne figure pas dans le premier chapitre des manuels d'économie.

Les sujets qui font le plus souvent la une de l'actualité ne sont pas toujours ceux qui sont les plus déterminants pour la santé de l'économie, c'est vrai de l'immigration comme de la canicule, de la neige, de la grève ou des résultats du foot (j'invente rien, je suis déjà tombé sur des gens qui m'ont soutenu que les résultats du PSG sont une variable clé de la conjoncture sous l'effet d'une variation de la consommation de champagne...).

*
**

Allons un pas plus loin dans les raisonnements. Intuitivement, un immigré arrivant en France prend un emploi, un logement et des

prestations sociales à un Français natif. L'impact est donc clairement négatif pour les habitants du pays d'accueil.

Cette façon biaisée de voir les choses est tellement commune qu'on lui a donné un petit nom, un peu trop obscur à mon goût : le sophisme de la masse fixe. Dit avec des mots de tous les jours, l'erreur consiste à voir dans les variables économiques un gâteau de taille fixe : si je prends une part supplémentaire (par exemple un emploi) il y en a une de moins pour quelqu'un d'autre. Sauf que, en matière d'économie et d'emploi, le fait de prendre une part de gâteau revient à le faire grossir à peu près d'autant. Et ça change tout.

Historiquement, les tendances montrent bien que le marché du travail s'ajuste au nombre de personnes qui y participent. Par exemple la période dite des « Trente glorieuses », caractérisée par un chômage faible, a également été marquée par une forte hausse de la population active : natalité dynamique, immigration et arrivée des femmes sur le marché du travail. D'ailleurs il a été craint que les femmes quittant leurs fourneaux pour des emplois en entreprise feraient bondir le chômage des hommes. Ce qui ne s'est pas produit. La taille du gâteau s'est adaptée au nombre de personnes qui se sont installées à table.

Plus près de notre sujet, David Card a montré dans une célèbre étude que l'exode de Mariel de 1980 (des Cubains partant s'installer en Floride) n'a pas fait monter le taux de chômage à Miami. De plus, alors que les immigrés cubains étaient en moyenne moins qualifiés que les travailleurs de Miami, cette vague de nouveaux venus n'a pas dégradé les salaires ou les opportunités d'embauches des travailleurs américains les moins qualifiés. Le marché du travail à Miami s'est simplement adapté à cette nouvelle donne.

Mon propos ne saurait cependant se résumer à un banal « circulez y'a rien à voir ». D'une part, les ajustements du marché du travail ne sont pas instantanés et l'arrivée d'une population nouvelle dans un pays peut impacter le chômage ou les salaires, en tout cas à court terme. Souvenons-nous du célèbre « plombier polonais », un peu passé de mode aujourd'hui mais qui symbolisait les craintes d'une hausse du chômage que pourrait causer l'ouverture de l'Union européenne aux pays de l'Est. Il va de soi que si, brusquement, un grand nombre de plombiers arrivaient en France, il en résulterait une baisse de la rémunération des plombiers déjà en place. Plus généralement, l'arrivée d'une population avec des caractéristiques données

peut affaiblir le rapport de force sur le marché du travail d'une population native similaire.

Il me semble que la littérature est assez unanime pour souligner que le marché du travail s'adapte à long terme aux vagues migratoires. A court terme et pour des segments spécifiques du marché du travail, les conclusions sont plus aléatoires selon les méthodologies utilisées et les exemples étudiés¹⁴.

Le constat de long terme que nous venons de dresser est, dans le fond, assez logique. Car une personne de plus qui travaille est également une personne de plus qui consomme, donc de nouvelles opportunités d'embauche pour quelqu'un d'autre. Il n'y a aucune raison pour que l'économie demeure d'une taille fixe alors même qu'il y a plus de personnes disponibles pour travailler, investir, créer des entreprises, consommer. Bref, plus de monde pour faire grandir l'économie. Marine de Talancé, de l'université Paris-est Marne-la-Vallée, a résumé tout ceci mieux que je ne saurais le faire pour ceux qui voudraient creuser le sujet¹⁵.

L'idée centrale est que le nombre d'emplois n'est pas une donnée intangible. Dans les décisions d'investissement ou de croissance des entreprises, la possibilité de trouver la main-d'œuvre nécessaire entre pour beaucoup. Si la réindustrialisation patine en France c'est, entre autres, parce que les bras disposés à transpirer en usine sont moins nombreux qu'on pourrait le croire.

C'est un peu, en somme, l'histoire de l'œuf et de la poule : les emplois disponibles sont-ils préexistants aux embauches, ou l'afflux de candidats sur le marché du travail génère-t-il ses propres embauches ? Un peu les deux certainement, mais l'expérience penche plutôt pour la deuxième hypothèse. Le nombre d'emplois dans une économie s'adapte à la variation de la population active (c'est-à-dire le nombre de personnes qui ont un emploi ou en cherchent un) une fois passé un délai de quelques mois ou années si la conjoncture est moins porteuse.

¹⁴ Je demande ici un tonnerre d'applaudissements pour mon copain Saranath Rimlinger, bien plus expert que moi de ces questions, et dont la relecture attentive de ce chapitre m'a conduit à apporter de légères retouches.

¹⁵ Marine de Talancé, « Les effets de l'immigration sur l'emploi et les salaires dans les pays d'accueil », blog SES ENS, 13 mai 2025.

Après tout, un chômeur ne reste pas éternellement les bras ballants. Il peut tout aussi bien créer son entreprise et donc un emploi pour lui ou d'autres chômeurs. Il peut aussi être complémentaire des personnes déjà sur le marché du travail, auquel cas il crée de nouvelles opportunités plus qu'il ne fait concurrence aux travailleurs déjà en place. La politique d'expulsions de migrants de Donald Trump risque d'ailleurs fort de provoquer un retour de flamme néfaste aux travailleurs américains¹⁶.

Prenons l'exemple des nounous en région parisienne. Si vous voulez faire garder votre bébé, il est fort probable que votre nounou sera d'origine étrangère. C'est un fait, pas un jugement. Et bien, ces travailleurs – travailleuses en l'occurrence – sont complémentaires sur le marché du travail en ce sens qu'elles permettent aux parents de faire garder leurs petiots pour continuer à travailler.

Elles font certes de la concurrence aux nounous Françaises natives, extrêmement peu nombreuses à Paris, mais les difficultés de recrutement étant aiguës dans le domaine il y a de la place pour tout le monde.

L'ensemble de l'économie ne correspond certainement pas à cet exemple. Il y a des cas où le travailleur immigré, ou la femme au foyer qui entre sur le marché du travail, évincent un autre candidat pour un poste donné. Les ajustements sur le marché du travail ne sont pas toujours un long fleuve tranquille et l'équilibre entre offre et demande de travail n'est pas un mécanisme instantané.

Permettez-moi ici une petite digression. Ce que nous disons en mettant l'accent sur l'immigration s'appliquerait tout aussi bien aux questions de variation du temps de travail. Ainsi, l'extrême droite qui veut renvoyer les étrangers pour faire baisser le chômage et la gauche qui veut baisser le temps de travail (hebdomadaire ou l'âge de départ en retraite) dans le même but défendent exactement la même vision du marché du travail.

C'est l'instant où le lecteur de gauche commence à pousser des hurlements stridents¹⁷. Il n'est jamais anodin de dire à quelqu'un qui se

¹⁶ PIIIE, Michael A. Clemens, "Trump's proposed mass deportations would backfire on US workers", 6 mars 2024

¹⁷ Je profite de cette phrase, modifiée en cours de route, pour remercier Aude Touré, ma relectrice consciencieuse.

revendique de gauche qu'il partage une vision des choses similaire à celle de l'extrême droite. Mais la force de l'économie, sa froideur aussi, est de considérer les choses telles qu'elles sont et non selon les états d'âme des uns et des autres. Proposer d'évincer des gens de l'emploi, de quelque manière que ce soit, pour faire baisser le chômage participe d'une même analyse du marché du travail, d'une vision – erronée – d'un nombre d'emplois sous la forme d'un gâteau statique.

Nous pourrions d'ailleurs trouver d'autres passerelles entre gauche et extrême droite lorsqu'il s'agit d'économie. Une hostilité partagée envers la mondialisation et le commerce international, notamment. Tant pis si je suis en train de me fâcher avec la gauche dans un livre où je me suis mis à dos l'extrême droite dès le titre. Si j'avais voulu lustrer ma popularité j'aurais pris soin de ne jamais m'atteler à ce texte.

Mais ces considérations politiques ne sont pas le propos qui nous réunit en ces pages, aussi je referme promptement la parenthèse ouverte quelques lignes plus haut.

Ce que nous avons dit du marché de l'emploi pourrait l'être d'autres variables économiques. Par exemple le budget de l'État dont il a été question en début de chapitre. Le RN présente notamment l'immigration comme un fardeau insupportable pour les finances publiques. C'est vrai, les immigrés reçoivent des prestations sociales diverses. Mais, ils contribuent également aux recettes publiques. L'impact net de l'immigration sur le solde public est, on l'a vu, difficile à estimer, tributaire des périmètres retenus, mais probablement assez faible en somme, que ce soit en positif ou en négatif.

En d'autres termes, les finances publiques ne sont pas plus un gâteau statique que ne l'est le nombre d'emplois. On pourrait dire la même chose du commerce extérieur : plus d'immigrés implique plus de consommation, donc plus d'importations, mais aussi plus de production donc plus d'exportations (même quand les immigrés ne travaillent pas directement dans l'industrie exportatrice ils peuvent soutenir les exportations en travaillant dans les secteurs intermédiaires¹⁸).

¹⁸ Amandine Aubry et Anthony Edo, « L'emploi immigré dans les secteurs intermédiaires améliore les performances à l'exportation en aval », CEPII, 18 décembre 2025

En fait, au-delà du propos assez politique tenu ici, nous disons là des choses tout à fait essentielles en économie. On pourrait faire le lien avec les évolutions technologiques qui détruisent des emplois mais en créent généralement tout autant. Ou avec le commerce international qui détruit et crée de l'activité, parfois de manière inattendue.

Nos économies sont plus adaptables, plus réactives qu'on ne le croit souvent. Tout ceci est fondamental mais nous fait dériver de notre propos, et il nous reste encore un point à aborder au sujet du RN, de l'immigration et de l'économie.

*
**

Le RN excelle dans l'art subtil de se tirer des balles dans le pied. J'en veux pour preuve sa proposition de préférence nationale dans l'emploi. « Préférence nationale dans l'emploi », à notre époque, je vous demande un peu ! Faut vraiment être à court de conneries...

Bon, l'idée avancée par le parti est que, à compétences égales, une entreprise devrait être obligée de choisir un candidat français plutôt qu'étranger. Ou plutôt (si j'ai bien compris), il n'y aurait pas d'obligation systématique mais un Français pourrait faire un procès pour discrimination s'il estime qu'un étranger aurait été injustement embauché à sa place ce qui, dans les faits, revient plus ou moins au même.

Bon, je passe sur la possibilité juridique d'instaurer une telle mesure en France, ainsi que sur la vision de la société que projette cette idée, restons froidement économiques.

Déjà, bonjour la paperasse ! Toute entreprise envisageant d'embaucher un étranger devra marcher sur des œufs pour éviter de se noyer sous les procès. Car allez prouver, concrètement, l'écart de compétences entre deux candidats. Quand un employeur retient une poignée de postulants dans son processus d'embauche c'est justement qu'ils ont tous des compétences assez similaires. Objectiver les écarts devant un juge n'aurait rien d'une partie de plaisir...

C'est peut-être d'ailleurs bien le but de la manœuvre : décourager systématiquement l'embauche d'étrangers en faisant planer le risque d'un borbier juridique. Bonne chance pour les secteurs qui embauchent

massivement des étrangers ! Et les clubs de foot, pour ne prendre que cet exemple, comment vont-ils faire ? Pour recruter un joueur étranger il leur faudra prouver qu'il est meilleur qu'un joueur français ? ça ne sera pas du millefeuille...

Autrement dit, plutôt que de faciliter la vie des entreprises, le RN propose de rajouter une solide couche de jungle administrative dans leur processus de recrutement. Tout ceci coûtera évidemment de l'argent public, puisque la paperasse n'est jamais gratuite à traiter et contrôler. La France a besoin de construire des usines, pas des usines à gaz !

Le second problème avec cette mesure est qu'elle rend certain que les meilleurs talents étrangers ne viendront pas en France. Les universités et grandes écoles françaises auront bien du mal à attirer les meilleurs si leurs perspectives d'embauche à la sortie sont bouchées.

Dans la compétition pour les cerveaux les plus brillants, ceux qui feront les innovations et les entreprises de demain, la France se mettrait, volontairement, un boulet au pied. Bonjour le patriotisme !

D'une manière plus générale, rappelons ce qu'on a dit plus haut, sur le pouvoir d'achat. Ce qui fait la prospérité d'un pays est sa productivité, c'est-à-dire sa capacité à produire efficacement des biens et des services. Et tout le monde, à moyenne échéance, profite de la productivité accrue du pays dans lequel il vit.

Pour être productif le point de départ est de, autant que possible, ficher la paix aux entreprises. Ça fait un peu libéral fanatique dit comme ça, mais il y a du vrai dans cette affirmation. Si une entreprise a envie d'embaucher untel plutôt tel autre, d'investir comme-ci plutôt que comme ça, c'est qu'elle a des raisons pour le faire. L'État n'a pas la capacité de connaître les mille et une spécificités de chaque entreprise et les raisons, parfois liées à des traits de caractère ou de personnalité, qui pousse un patron de PME à agir d'une façon plutôt que d'une autre, et encore moins un État qui serait dirigé par les apprentis sorciers de l'extrême droite. En la matière, tout ce que parviendrait à faire la puissance publique est de jeter du sable dans les rouages.

Pour être productif, il faut mettre les meilleurs aux postes où ils sont le plus adaptés, point final. Et cette adéquation implique une dose de subjectivité propre à chaque entreprise et chaque personnalité qu'il est fort

difficile d'encadrer administrativement. Diminuer le vivier de talents disponibles pour les entreprises ne peut qu'éroder leur développement, tout l'inverse de ce dont a besoin l'économie française.

*
**

Il nous reste à aborder – ou plutôt à ne pas aborder, je vais vous expliquer pourquoi à l'instant – un dernier sujet, celui du lien entre immigration, insécurité et économie.

Comme tout un chacun, je fréquente surtout des gens qui pensent comme moi, c'est-à-dire que j'ai peu d'électeurs RN dans mes relations. Pourtant, les rares fois où j'ai papoté avec des sympathisants d'extrême droite, ils dégainaient un argument éternel leur permettant de balayer d'un revers de main tout ce qu'on a dit jusqu'à présent dans ce chapitre : l'insécurité.

Quand l'économiste estime l'impact de l'immigration sur l'économie, il ne prend généralement pas l'insécurité en compte dans son analyse (l'étude de l'OCDE dont il a longuement été question plus haut ne considère pas le sujet). L'économiste s'intéresse plutôt au niveau de qualification des immigrés, à leur taux d'emploi, à leur complémentarité ou non avec les natifs sur le marché du travail ou aux éventuelles aides sociales qu'ils reçoivent et aux impôts qu'ils paient.

Mais l'électeur RN voit les choses différemment : l'immigration entraîne de l'insécurité qui a, elle, des effets économiques puissamment négatifs.

J'ai, sur le lien entre immigration et insécurité, une réponse très simple à donner : j'en sais rien. Après tout, je ne suis qu'économiste... Il faudrait demander à des gens compétents, du ministère de l'Intérieur ou de je ne sais où qui, eux, ont dû cogiter longuement sur le sujet. Je ne vais pas, pour vous rajouter quelques pages ici, me faire expert en criminalité. Pas plus que je n'adopterais la posture de la facilité, celle imposée dans les milieux bien-pensants, qui consiste à griffer les murs dès qu'il est question du lien entre immigration et insécurité (d'ailleurs, est-ce vraiment le bon terme à utiliser ?).

Les voitures qui brûlent dans les banlieues sont-elles dues à l'origine des loubards ou à la pauvreté, indépendamment de tout autre facteur d'origine ? Les délits commis par des immigrés s'ajoutent-ils ou se substituent-t-ils à ceux commis par des natifs¹⁹ ? J'en sais rien, il faut parfois assumer son ignorance.

Tout ceci n'implique pas que le reste du livre tombe à l'eau sous l'effet d'un trou béant dans l'analyse. L'ensemble des pays occidentaux ont une part significative de leur population d'origine étrangère, tous ont des questions assez similaires d'insécurité labourées par une extrême droite sans grande imagination d'un pays à l'autre.

Pourtant, on l'a vu il y a quelques chapitres, la France a plutôt eu tendance à décrocher par rapport aux pays comparables depuis quelques décennies, et notamment en termes de finances publiques. La Suède fait face à des gangs de narco-trafiquants qui valent bien les nôtres, ce qui ne l'empêche pas d'avoir une dette publique rapportée au PIB trois fois plus faible que nous. Les États-Unis ont des statistiques de criminalité bien pires que l'Europe, ce qui ne les empêche pas de développer des entreprises technologiques géantes.

Je ne dis pas que la criminalité, ou l'insécurité – ou appelez ça comme vous voulez si vous connaissez le terme qui convient le mieux - n'est pas un problème, je dis que c'est un prétexte utilisé par l'extrême droite pour glisser sous le tapis toutes ses incohérences économiques.

De mes rares discussions avec des électeurs RN, il est apparu très clairement que l'insécurité fait office de trou noir permettant d'égaliser toutes les équations macro-économiques insolubles. Dès que le débat économique s'enlise, c'est l'argument lancé comme une bouée de secours : tant que rien ne s'améliorera du côté de l'insécurité, rien ne s'améliorera non plus du côté de l'économie. L'argument a sa sans doute pertinence, mais il reste tout de même un peu court.

¹⁹ Le nombre des délits ne s'ajuste pas nécessairement à la taille de la population, comme c'est le cas du nombre d'emplois, puisque les pouvoirs publics cherchent à accroître le nombre d'emplois mais à diminuer les délits.

Et puis, j'ai envie de retourner la charge de la preuve. Après tout, l'extrême droite nous dit qu'il y a un lien logique, massif, évident, entre immigration, insécurité et mauvaises performances économiques.

Pourquoi pas, mais dans ce cas où est la preuve ? La corrélation, si elle est limpide, doit être aisée à démontrer. Mais alors où sont les études, neutres et irréfutables, prouvant cet enchaînement logique ? N'étant pas expert d'insécurité, je ne le suis pas non plus de la littérature sur le sujet, mais je n'ai jamais entendu un parti d'extrême droite ou un de leurs électeurs dont je vous parlais plus haut apporter des analyses solides, conduites par des chercheurs indépendants.

Autrement dit, l'extrême droite affirme avoir identifié un problème dont elle se pose en experte, affirme avoir les solutions, mais ne nous donne de détails ni sur l'un ni sur l'autre.

Comme le RN ne donne, d'ailleurs, aucun détail précis sur les autres points de son programme économique. On est priés de le croire. « Quand c'est flou, y'a un loup », comme disait la grand-mère de Martine Aubry...

Chapitre 5 : Creusons gaiement le déficit public

La question des finances publiques est, à juste titre, au cœur de l'actualité. Vous avez comme moi suivi le capharnaüm assez navrant qui entoure le vote du budget. Si je devais pointer le doigt sur le principal problème économique de la France, ce serait celui-là. Le RN aussi parle beaucoup de la dette publique galopante, pointant non sans pertinence - ça me brûle les doigts de taper ces mots-là sur mon clavier – la responsabilité des gouvernements passés en la matière.

Le RN, lui, promet comme d'habitude de prendre le sujet à bras le corps et on va voir ce qu'on va voir. Et comme d'habitude, il raconte au mieux des banalités, au pire des âneries. Le parti a bien tenté de présenter un « contre budget » qui se révèle être un enchevêtrement d'incohérences à sorties de secours, de semi-vérités rattrapables, d'à peu près vaseux et de chiffrages élastiques.

Creusons un peu plus en détail les principales propositions budgétaires du RN, celles qui sont écrites noir sur blanc, à l'aide du « contre budget » pour 2026 que le RN a présenté à l'automne 2025²⁰ (fin août 2026 Marine le Pen a annoncé un plan d'économies de 125 milliards d'euros, mais les détails n'ont pas encore été dévoilés au moment de la sortie du livre, réel tournant de sérieux budgétaire ou simple stratégie de communication ?). Il faut bien admettre que le « contre budget » présente quelques mesures qui, effectivement, feront rentrer un peu d'argent dans les caisses publiques. Beaucoup moins qu'annoncé, mais quelques milliards tout de même, juste de quoi tenter de désarmer les critiques formulées dans ce chapitre.

Parmi les baisses de dépenses crédibles (ce qui ne veut pas dire souhaitable), on trouve une diminution de l'aide au développement, des aides pour la santé des étrangers, des fonds alloués aux agences, aux associations ou aux régions. Côté recettes crédibles, il y a des hausses d'impôts sur les riches ou les dividendes ou sur les questions écologiques (que l'on pourrait tout aussi bien voir comme des baisses de dépenses, mais

²⁰ On le trouve très facilement sur internet si vous souhaitez creuser le sujet.

qu'importe). Ce contre-budget propose donc bien quelques mesurette crédibles de sérieux budgétaire. Soit.

Par baisses de dépenses ou recettes dites « crédibles », j'entends par là qu'elles sont à la fois réalisables techniquement et que le chiffrage proposé semble plus ou moins tenir la route. Ce n'est en rien une opinion sur la pertinence des propositions. Notons d'ailleurs au passage que, parmi l'inventaire des baisses de dépenses (aux régions, aux associations ou aux agences et opérateurs), de nombreuses risquent de se traduire par une baisse de la qualité des services publics, alors que le RN prétend défendre l'inverse.

Certaines dépenses ont beau être qualifiées globalement d'« inutiles » (comme les aides aux agences et opérateurs) ou d'« inefficaces » (comme l'audiovisuel public), elles ne le sont certainement pas pour tout le monde.

La notion de dépenses ou recettes « crédibles » est essentielle, car on trouve une multitude de propositions qui sont soit pas (ou probablement pas) réalisables, soit dont le chiffrage semble fumeux.

Commençons par les propositions assez hypothétiques dans leur application. Figurent notamment la baisse de la dotation française à l'Union européenne, dont on voit mal comment elle serait acceptée par les petits copains et des coups de rabots dans les aides spécifiquement dédiées aux étrangers qui, d'après ce que je comprends sans être spécialiste, pourraient être contraires à la Constitution. Autrement dit on chiffre comme étant acquis des gains incertains puisque dépendants de négociations européennes ou d'une hypothétique réforme de la Constitution.

Le RN propose aussi des économies permises par une meilleure gestion de la dette publique et une lutte contre la fraude. Pourquoi pas, mais quand on n'a pas dit précisément ce qu'on veut faire – ce qui est le cas – c'est comme si on n'avait rien dit. Car les gens de l'Agence France Trésor qui gèrent la dette ne sont pas réputés pour être maladroits, et l'État n'a pas attendu les lumières du RN pour combattre la fraude. Ce sont des propositions qui doivent être livrées avec le plan à suivre, sinon on trouve l'argent qu'on veut sous le sabot d'un cheval.

Ensuite, on trouve des propositions pas plus bêtes que d'autres dans le fond, mais dont le chiffrage est gonflé aux stéroïdes à un point qui leur fait perdre le gros de leur crédibilité.

Par exemple, la taxe sur les rachats d'actions, censée rapporter 8,4 milliards d'euros. Le montant des rachats d'actions varie selon les années mais on peut se baser sur environ 30 milliards d'euros de rachats d'actions par les entreprises du SBF120 (soit les 120 plus grandes entreprises françaises cotées, un périmètre plus large que le seul CAC40). Pour arriver à ce montant de recettes fiscales, il faudrait que les actions rachetées soient taxées à plus de 30 % de leur valeur. Quelle entreprise continuerait à racheter ses actions dans cette situation ? Car l'intérêt du rachat d'actions est de rémunérer les actionnaires en faisant gonfler le cours de bourse. S'ils devenaient plus taxés, les entreprises se rabattraient sur les dividendes et la taxe sur les rachats d'actions ne rapporterait plus que des clopinettes.

Nous avons un exemple pour nous éclairer : la taxe de 1 % sur les rachats d'actions instaurée par Joe Biden. D'après une étude américaine²¹, cette nouvelle taxe a conduit à une chute de 25 % des rachats d'actions. On peut en conclure qu'une taxe d'environ 30 % conduirait à un arrêt pur et simple des rachats d'actions. Donc, là où le RN chiffre gaillardement 8,4 milliards d'euros de recettes fiscales, le chiffre réel tourne plutôt autour du zéro pointé ! Et encore, une telle taxe serait un fort mauvais signal qui réduirait l'attractivité de la place financière de Paris si bien que, au final, l'impact budgétaire du projet pourrait se révéler négatif. Mais bon, au RN, on ne s'encombre visiblement pas de ces considérations dérangeantes.

Nous pourrions développer un argument assez similaire sur le projet de taxe sur les transactions financières intra-journalières, censée rapporter 3 milliards d'euros. Si elles devenaient plus taxées, ces transactions n'auraient pas lieu, ou auraient lieu à l'étranger. Le RN a-t-il pris ces effets en compte dans son chiffrage ? Probablement pas, car aucun argument n'est apporté. On imagine mal un parti avoir réalisé un long et sérieux travail d'analyse pour étayer son programme et le garder caché.

Enfin, abordons quelques cas où le RN se moque tout simplement du monde. Sont par exemple chiffrées des recettes liées aux baisses

²¹ Autore, Barnes, Clarke et Schrowang, « Corporate Share Repurchases and the 2023 Excise Tax », *Journal of Corporate Finance*, août 2025

d'impôts proposées (impôts de production et TVA) qui, en stimulant l'activité économique, devraient générer de nouvelles rentrées fiscales.

D'accord, mais dans ce cas-là il faut également prendre en compte les effets récessifs des hausses d'impôts ou des baisses de dépenses. Par exemple, la réduction de l'aide au développement signifie que les pays pauvres auront moins d'euros dans les poches pour acheter des produits français, ce qui est pénalisant pour nos exportations. La logique d'ensemble du contre-budget proposé implique d'estimer ce type d'effets négatifs.

De ça, naturellement, il n'en est pas question. Selon qu'un mécanisme arrange ou non le chiffrage du RN, il est simplement pris en compte ou non. Vraiment, c'est pas compliqué de réduire le déficit public !

Enfin, le RN pousse sauvagement la mémé dans les orties en comptabilisant plus d'un milliard d'économies liées à la baisse du besoin d'emprunt. L'idée étant que, le projet de budget étant supposé réduire le déficit public, il réduira aussi les charges d'intérêt pour l'État.

Si bien que, quand le RN baisse une dépense par exemple, le gain budgétaire est chiffré deux fois : une première fois la baisse de dépense en tant que telle, et une deuxième fois (certes pour des montants beaucoup plus faibles), la baisse du coût de l'emprunt permis par cette baisse de dépense.

Sauf, bien entendu, que ce projet de budget ne réduira certainement pas le déficit et que la baisse chiffrée du coût d'emprunt est assez illusoire.

Bref, à vue de nez (l'imprécision de nombreuses mesures empêche de faire mieux), les 36 milliards d'euros de baisse du déficit proposés par ce contre budget se résumeront plus ou moins à zéro baisse du déficit.

Vous allez me dire que c'est pas si mal. Que si déjà on ne creuse pas le déficit on a fait un pas dans la bonne direction. Sauf que, pour prendre en compte l'impact total des propositions du RN sur les finances publiques il faut aller creuser au-delà de la proposition budgétaire en tant que telle.

Le principal problème de ce contre budget n'est pas tant ce qu'il dit mais ce qu'il ne dit pas. J'entends par là que le RN ne considère pas qu'abaisser l'âge de départ en retraite représente un coût pour les finances publiques, ou pour un montant tellement faible (il est question de 1,5 milliard d'euros dans le « contre budget » pour 2026) qu'il ne semble

mentionné que pour désarmer les contradicteurs. On ne comprend plus trop où habite le RN sur le sujet des retraites, mais puisqu'on se rend populaire en promettant de partir plus tôt, c'est évidemment ce qui est promis aux Français.

Or la question est primordiale pour les finances publiques, bien au-delà des seules caisses de retraite. La quantité totale de travail dans une économie impacte directement le niveau de PIB et de recettes fiscales au sens large. Les estimations chiffrées varient selon les paramètres retenus (quel âge de départ ? quel niveau de pensions ?), l'échéance à laquelle on se place et les hypothèses macro-économiques retenues (quel taux d'emploi par exemple), mais les chiffres sont tous sauf négligeables. L'unité de mesure, en la matière, est la dizaine de milliards d'euros annuelle. Sans compter que le sujet impacte aussi le PIB, donc les ratios communément utilisés de dette/PIB et déficit/PIB. Les réformes des retraites ont donc un double effet, positif ou négatif, sur les ratios de finances publiques.

Tout chiffrage budgétaire d'un programme qui ne prend pas en compte (sérieusement, j'insiste) l'impact sur les finances publiques et le PIB de la réforme des retraites qu'il propose oublierait un élément essentiel et ne serait bon qu'à montrer en exemple à des étudiants de fac d'éco le genre de boulette à ne pas faire. Ce qui est le cas, vous l'aurez compris, du programme du RN.

Et puis il y a un autre sujet. Dans ses campagnes de 2022 et 2024, le RN proposait tout un tas de mesure, fort coûteuses, qu'on ne retrouve pas dans le projet de contre budget. Sont-elles tout simplement tombées aux oubliettes ? Ou écartées de la tentative de chiffrage du contre budget pour présenter des chiffres plus flatteurs ? Mystère.

Par exemple, en 2022, Marine le Pen ne ménageait pas sa peine pour convaincre l'électeur. On lui promettait des exonérations de cotisations patronales, des baisses de péages (suite à une nationalisation des autoroutes), des exonérations d'impôt sur le revenu et les sociétés pour les moins de 30 ans, des aides aux familles, des prêts à taux zéro, la construction de logements étudiants, moins d'impôts sur les transmissions, de l'argent en pagaille pour les retraités, tout autant pour les personnes handicapées et la santé, des hausses de salaire pour les enseignants, la création d'un fonds souverain et une hausse des dépenses militaires, ouf !

Comme toujours avec cette liste au Père Noël, pardon, je veux dire avec ce programme économique, on ne sait pas trop quoi faire de toutes ces promesses qui disparaissent dès qu'on ébauche un chiffrage. Quand il faut promettre, on ouvre les vannes, quand il faut faire semblant d'être sérieux, on les ferme. Ce qui n'est, en soi, pas sérieux du tout.

On a aucune idée non plus des montants concernés par les belles promesses de campagne. Par exemple, des hausses de salaire pour les enseignants, d'accord, mais combien ? +0,1 % ? +1 % ? + 10 % ? Des hausses nominales ou réelles (inflation comprise) ? Annuelles ou sur la durée d'un quinquennat ? Les chiffres varient du tout au tout selon les choix qui sont faits.

Donc, si on récapitule tranquillement, on a un projet de budget, très restrictif dans ce qu'il chiffre, qui impliquerait vraisemblablement un déficit public inchangé (et non l'amélioration revendiquée). Ensuite, on aurait certainement une baisse de l'âge de départ à la retraite, dont on ne connaît pas les détails, mais qui pourrait sans forcer coûter plusieurs dizaines de milliards d'euros par an aux finances publiques au sens large (et pas aux seules caisses de retraite). Et enfin, une myriade de cadeaux sont exposés en appât dans les campagnes électorales, qui sont impossibles à chiffrer du fait de leur imprécision, mais qui pourraient sans forcer coûter quelques dizaines de milliards d'euros par an.

Donc on a un RN qui pourrait, s'il mettait en œuvre toutes ses belles promesses, creuser le déficit public d'environ 30 à 90 milliards d'euros si l'on prend un ordre de grandeur à la grosse louche. C'est-à-dire 1 à 3 points de PIB. Avec un déficit public qui devrait être au mieux de 5 % du PIB en 2026 (selon l'estimation au moment où j'écris ces lignes), on pourrait se rapprocher de 8 % du PIB de déficit public. Et dans ce scénario, on ne peut pas exclure que ça coince !

*
**

Si le RN arrivait au pouvoir et décidait de mettre en application toutes ses alléchantes promesses, il y a un risque réel de crise « à la Lizz Truss ».

Je m'explique. En septembre 2022, Lizz Truss, la toute nouvelle Première ministre britannique, annonce des baisses massives d'impôts

pour les plus riches, ce qui creuserait le déficit public de plusieurs dizaines de milliards de livres. Une mesure pas du tout prévue et aucunement compensée par des baisses de dépenses ou d'autres rentrées fiscales.

Instantanément, les créanciers de l'État britannique s'inquiètent et vendent leurs titres de dette, poussant les taux dangereusement à la hausse. La livre plonge de son côté. Bref, une vraie panique se déclenche, forçant Lizz Truss à une piteuse marche arrière et à démissionner après quelques semaines au pouvoir.

Ce qui est intéressant dans le parallèle est que la France et le Royaume-Uni sont des économies de taille comparable, avec des finances publiques dans un état de délabrement assez semblable, et que les baisses d'impôts de Lizz Truss correspondent à l'ordre de grandeur du creusement du déficit que l'on peut attendre avec le programme du RN. Si on tient la logique selon laquelle les mêmes causes, dans des situations semblables (ou presque, puisque le Royaume-Uni a sa propre monnaie, ce qui ne change pas le fond du problème à mon avis), produiraient les mêmes conséquences, une crise similaire est tout à fait envisageable.

Et ne croyez pas que la Banque Centrale Européenne viendrait automatiquement à la rescousse de l'État français d'un claquement de doigts. C'est plus compliqué que ça, nous en parlerons en temps voulu.

Plus prosaïquement, les investisseurs pourraient simplement ne pas prêter à la France pour financer ce déficit nouveau (ou à des taux prohibitifs), laissant au pays le choix entre le rétropédalage et l'abandon des mesures envisagées ou, à terme, la faillite. La seconde option étant trop lourde de conséquences, on irait sûrement vers la première option.

Mon propos n'est pas d'affirmer que le RN au pouvoir déclencherait automatiquement une crise des finances publiques. Les prévisions en la matière sont toujours sujettes à une lourde incertitude. Et puis, le RN pourrait tout aussi bien s'asseoir d'entrée de jeu sur les promesses les plus coûteuses, laissant le soin à ses électeurs d'avaloir de longues couleuvres. Après tout, ce ne serait pas la première fois que des politiciens oublient les engagements qui les ont fait élire... Dans ce cas, bien entendu, le risque de crise sur la dette publique serait écarté, mais les gains de pouvoir d'achat promis aussi.

Qu'importe l'éventail des scénarios possibles. À partir du moment où l'un d'entre eux présente un risque de crise, c'est que le programme du

parti en question est absurde. Quand on se veut souverainiste et patriote, on devrait commencer par se préoccuper de la bonne gestion des deniers publics.

*
**

Après avoir abordé le programme budgétaire du RN sous l'angle du déficit public, penchons-nous sur la cohérence économique. Ou plutôt son absence de cohérence. Une politique budgétaire n'a pas pour seul objet le dosage du niveau de solde public souhaité. Elle doit également y parvenir en utilisant un certain nombre de leviers en fonction des objectifs macro-économique affichés.

Par exemple, en 2012, en pleine crise des dettes souveraines de l'Europe du Sud, François Hollande proposait de mettre le paquet sur le soutien à la consommation pour relancer la croissance. En 2017, Emmanuel Macron proposait lui un soutien aux entreprises et aux entrepreneurs *via* des baisses d'impôt.

On pense ce qu'on veut de ses politiques, on peut également critiquer la manière dont elles ont été mises en musique, mais on est bien obligé d'admettre qu'il y a là une certaine cohérence. On décide de soutenir plutôt la demande ou plutôt l'offre et on choisit ses mesures budgétaires en conséquence.

Mais si la politique budgétaire n'a pas de ligne claire, les différentes mesures se marchent sur les pieds l'une de l'autre et leurs effets risquent de s'annuler. Par exemple, si vous souhaitez soutenir la compétitivité des entreprises à l'exportation en baissant leurs impôts et que, dans le même temps, vous augmentez les salaires (ce qui a un coût budgétaire dans le cas des fonctionnaires), les deux politiques tirent en sens contraire. La bonne politique économique doit se fixer un cap et s'y tenir.

Dans le cas du RN, même l'œil le plus complaisant peine à comprendre quel est l'objectif recherché. Tantôt il est proposé de soutenir les entreprises en baissant les impôts de production, tantôt on soutient la consommation avec la baisse de TVA ou des hausses de salaires dans la fonction publique.

Si encore l'État français croulait sous des fortunes dont il ne saurait que faire, pourquoi pas arroser tout le monde, soutenir un coup l'offre et un coup la demande. Il y aurait un certain gâchis d'argent public mais au moins on ne ferait que des heureux à court terme. Ce n'est évidemment pas dans cette situation que se trouve la France, pas besoin de vous faire un dessin.

La politique économique consiste à faire des choix, de la même façon que le médecin vous prescrit un médicament précis plutôt que l'ensemble de la pharmacie sous prétexte de soigner toutes les maladies d'un coup. Macron a fait le choix de soutenir les entreprises et de faire la danse du ventre aux plus riches en baissant leurs impôts, sans trop se soucier de laisser filer les déficits ou de creuser les inégalités. Après tout, pourquoi pas, ça peut se critiquer comme ça peut se défendre.

Mais présenter un programme budgétaire qui ne fait aucun choix, comme celui du RN, est l'assurance de n'arriver à rien. Ou plutôt, si, d'arriver à creuser encore plus le déficit public.

Post-scriptum : fin août 2026 il semblerait que le RN ait l'intention de se convertir à une règle d'or budgétaire qui limiterait le déficit public à 3 % du PIB. Première surprise, le parti adopterait les critères bruxellois qu'il a toujours jugés insupportables. Deuxième surprise, alors que d'autres déclarations (baisse de l'âge de départ en retraite ou de la TVA) creuseraient lourdement le déficit, le RN prétendrait le réduire de quelques 70 milliards d'euros au bas mot. A moins de solides clarifications futures, cette éventuelle règle d'or semble être en toc...

Chapitre 6 : J'aime pas les éoliennes, na !

J'ai été un peu dur dans le chapitre précédent, quand je disais que le programme du RN ne fait pas de choix. Il ne fait pas de choix structuré d'un point de vue macro-économique, c'était mon propos, mais il y a deux sujets sur lesquels il est très clair : une franche détestation envers l'immigration et l'écologie. Nous avons déjà parlé d'immigration, reste donc l'écologie.

Ce chapitre n'est pas au cœur de l'argumentaire défendu, car l'écologie n'étant pas centrale dans le programme du RN elle ne l'est pas non plus dans ce livre. Et les conséquences des propositions du RN en matière d'écologie concernant plus la santé de la planète que celle de notre économie (même si les deux sont liés à long terme), un climatologue serait certainement mieux placé qu'un économiste pour rédiger ce chapitre.

Mon sentiment est que le RN, et en général l'extrême droite française, n'est pas frontalement climato-sceptique à la manière de Donald Trump. Je parlerais plutôt de « climato-je-m'en-foutisme », une manière de dire que, pourquoi pas, certaines activités humaines ont des conséquences écologiques néfastes, mais ce n'est pas notre problème et après nous le déluge.

Cette attitude se traduit dans les propositions. Par exemple, dans le programme de 2022, le RN comptait baisser la TVA sur les carburants et le fioul, ce qui est favorable au pouvoir d'achat (au prix d'un déficit public accru) mais n'incite pas du tout à se détourner des énergies fossiles.

Il est aussi prévu de baisser les subventions aux énergies vertes, et plus généralement aux efforts de transition énergétique, notamment dans le contre-budget proposé pour 2026 (si j'ai bien compris cela passerait par une captation par l'État des fonds des certificats d'économie d'énergie²² qui n'iraient plus financer des projets favorables à la transition énergétique, mais je précise « si j'ai bien compris » car les détails sont maigres).

*
**

²² En résumé, les Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) sont des aides financières destinées aux entreprises qui réalisent des travaux améliorant leur performance énergétique (isolation, remplacement de mode de chauffage, optimisation de procédés) financées par les fournisseurs d'énergie.

Nous sommes donc en présence d'un parti pas préoccupé plus que ça par les enjeux écologiques. Soit, après tout chacun a le droit à ses opinions et à ses priorités. Mais le RN présente cette particularité de pousser son hostilité envers la cause écologique jusqu'à entrer en contradiction avec ses objectifs affichés par ailleurs. Je veux parler ici de sa franche hostilité envers les énergies renouvelables.

L'extrême droite et la droite en générale est ardemment pro-nucléaire. Pourquoi pas, n'étant ni ingénieur ni spécialiste des questions énergétiques, je laisse à d'autres le soin d'estimer la probabilité d'un nouveau Fukushima. Mais la défense du nucléaire n'implique pas nécessairement l'hostilité envers les énergies renouvelables, notamment l'éolien.

Le RN est un parti patriote. Il veut une production française, de nos chers terroirs, qui ne dégrade pas la balance commerciale. Mais dans le même temps il s'étrangle d'indignation à l'idée de planter une éolienne sur le sol national, qui pourtant générerait des emplois locaux pour fabriquer une électricité tricolore en plus d'être propre. À l'extrême droite, on préfère rester dépendants des importations d'hydrocarbures ou d'uranium (plus facile à stocker il est vrai). Que ceux qui comprennent quelque chose lèvent le doigt !

D'accord, on va me rétorquer que l'énergie renouvelable est plus chère, d'où un coût supplémentaire pour le consommateur et les entreprises. Ça a été vrai, ça l'est de moins en moins, pour ne pas dire plus du tout puisque le progrès technique et les économies d'échelle ont fait chuter le coût de production des énergies renouvelables. Adopter et déployer une nouvelle technologie présente souvent un coût initial dont on espère des gains futurs, refuser cet investissement revient à s'interdire toute évolution d'ampleur.

La perspective d'une France libérée de ses dépendances énergétiques, qu'elles soient économiques ou géopolitiques, devrait réjouir tout patriote, et je ne parle pas des questions écologiques puisqu'elles ne semblent pas avoir de prise à l'extrême droite. Autrement dit, chaque responsable politique soucieux de la prospérité future de son pays devrait considérer les énergies renouvelables avec un a priori bienveillant, ce qui n'exclut pas l'esprit critique dont il ne faut jamais se départir.

Mais le RN se montre, en la matière, particulièrement obtus. En plus de ne pas aimer les éoliennes, Marine le Pen avait proposé en 2022 de démanteler les parcs éoliens existants. Voilà qui est absurde, grotesque, con à faire pleurer les oignons. Inutile d'ajouter un point d'exclamation à la fin de la phrase précédente, car la proposition suscite un étonnement dont un misérable signe de ponctuation ne suffirait pas à exprimer l'intensité.

Ne dites pas que le RN ne le ferait jamais, Trump l'a promis et il s'y attelle en dépit des obstacles juridiques. L'administration américaine a même versé un milliard de dollars à TotalEnergies pour abandonner un projet d'éoliennes et réorienter l'investissement vers les hydrocarbures. Les États-Unis semblent bien décidés à laisser les Chinois faire la course en tête dans les énergies du futur.

Précisions que, sur ce point comme sur d'autres, le programme du RN est une girouette – une éolienne ? - battue par les vents. Parfois on propose de démonter les éoliennes, parfois de faire un « moratoire » dont on ne sait pas trop ce qu'il impliquerait, parfois plutôt oui et d'autres fois plutôt non. On retrouve un programme basement racoleur, où il y en a un peu pour tout le monde, pour ceux qui n'aiment pas les éoliennes et quand même un peu aussi pour les pragmatiques.

Nous sommes en présence d'un programme qui, sur l'énergie comme sur l'économie en général, manque cruellement d'une colonne vertébrale et d'une orientation. Le RN propose un peu tout et fera le tri une fois au pouvoir, pauvre France...

Pour tenter de déceler quelles seraient les actions de l'extrême droite au pouvoir, il est instructif d'observer ce qu'on fait des partis comparables ailleurs.

On l'a dit, Trump mène une politique résolument hostile à tout ce qui ne concerne pas les énergies fossiles. Son administration conduit un travail de sape contre l'éolien, le solaire et la voiture électrique (ce qui, étonnamment, ne semble pas vraiment déranger son copain Elon Musk qui a fait fortune avec ses Tesla). En voulant se faire l'avocat d'une telle politique, on pourrait dire que les États-Unis sont un gros producteur d'hydrocarbures, qu'ils n'ont pas besoin de nouvelles sources d'énergie et qu'ils préfèrent défendre leur secteur pétrolier et gazier. L'argument me semble faible, mais il a le mérite d'exister.

Pourtant, même dans des pays dépourvus de ressources fossiles, l'extrême droite se montre hostile aux renouvelables. En Italie, Giorgia Meloni a tout misé sur le gaz, au détriment des renouvelables, ce qui a rendu son pays particulièrement vulnérable aux répercussions de la guerre au Moyen-Orient. Et Viktor Orban, probablement pour se faire bien voir de son copain Poutine, a continué à dépendre du gaz et du pétrole russe plutôt que de chercher des alternatives.

Les partis d'extrême droite, sous toutes les latitudes, semblent avoir pour point commun un attachement profond aux énergies fossiles. Les conséquences écologiques d'un tel choix ne les préoccupent pas, chacun l'a bien compris.

Et ce sont les Chinois qui se frottent les mains de voir leurs rivaux abandonner la compétition pour la maîtrise de technologies qui seront probablement la clé du XXI^{ème} siècle. De ça, au moins, les souverainistes devraient se préoccuper s'ils avaient un minimum de logique dans les idées.

*
**

Il sera, dans les chapitres suivants, question d'Europe. Amorçons la transition dès maintenant. Depuis 2022, avec les répercussions de la guerre en Ukraine, la hausse des prix de l'énergie est revenue sur le devant de la scène, et la guerre au Moyen-Orient n'arrange rien. Comme le prix de l'électricité se décide, en partie du moins, sur un marché européen, il y avait là une opportunité que le RN ne pouvait pas rater. Taper sur l'Europe tout en promettant plus de pouvoir d'achat, l'occasion était trop belle !

Le RN propose donc de « retrouver un prix français de l'électricité », belle expression, creuse comme une flûte mais qui, comme la flûte, émet des sons charmeurs. Le sujet est complexe et nous ne prétendons pas ici en faire le tour. Aussi nous contenterons-nous de souligner les tartuferies les plus flagrantes.

En retrouvant un « prix français », donc, le RN promet une baisse des factures d'électricité de 30 %. Permettez-moi d'apporter mon grain de gros sel en rappelant que, dans le prix de l'électricité que paie le consommateur, environ 40 % correspondent à la fourniture d'électricité en tant que telle, le reste équivaut aux frais de transport (les fils électriques que l'on voit partout) et aux taxes diverses.

Baisser les frais de transport semble illusoire et la baisse des taxes ne peut se faire qu'au prix d'un accroissement de la dette publique, éternelle contrainte dont il est fort difficile de se défaire. Donc le RN propose qu'avec son « prix français » la production d'électricité devienne pratiquement gratuite.

Si le prix de l'électricité a flambé en 2022 c'est à cause de facteurs qui sont largement indépendants de régulations européennes, même s'il est vrai que le fonctionnement du marché européen a pu amplifier la hausse. Le prix du gaz, dont on se sert pour produire de l'électricité, a été multiplié par dix et, pas de chance, nos réacteurs nucléaires battaient de l'aile au même moment. Dans ces conditions, les prix ne pouvaient que monter. En fait, nous avons été bien contents de pouvoir importer de l'électricité produite chez nos voisins. C'est grâce au marché européen, justement, que nous avons évité de nous retrouver dans le noir.

Nous pourrions ici nous plonger dans les mécanismes de fixation du prix de l'électricité au coût marginal (coût de production de la dernière unité produite) qui, du fait de la flambée du prix du gaz, s'est répercutée sur le prix de l'électricité. Nous pourrions aussi tenter d'explorer les méandres des réformes en cours d'adoption du marché européen de l'électricité. Mais, ce faisant, notre texte deviendrait beaucoup trop technique et trahirait ma promesse initiale d'accessibilité. Restons simples.

D'abord, il convient de rappeler que le prix de l'électricité n'est pas fixé uniquement au niveau européen. Les prix diffèrent selon les pays puisque les infrastructures ne permettent pas de transporter facilement de grandes quantités d'électricité d'un bout à l'autre de l'Europe. D'ailleurs, les prix en France sont en moyenne inférieurs à ceux de nos voisins. Ainsi, l'idée de « retrouver un prix français de l'électricité », revient à proposer quelque chose qui existe déjà, en tout cas partiellement.

Une partie de l'électricité, en France comme ailleurs, est importée ou exportée. Et c'est une bonne chose ! la France peut ainsi exporter son électricité excédentaire (c'est le cas le plus fréquent du fait de nos réacteurs nucléaires) et importer de l'électricité en cas de besoin, comme en 2022. Ce marché européen est mutuellement bénéfique en permettant d'optimiser l'offre et la demande entre pays et ainsi d'éviter les coupures.

Pour qu'il y ait des échanges d'électricité en Europe, il faut aussi qu'il y ait un prix. Alors, que veut vraiment le RN ? Que nous arrêtions d'échanger

de l'électricité avec nos voisins ? Ce serait tellement absurde que même le RN s'y refuserait probablement. Mais si nous continuons à échanger de l'électricité, à quel prix ? Au prix français ? On voit mal un producteur allemand accepter de vendre à perte à la France juste pour satisfaire les belles promesses électorales du RN...

Sur ce sujet comme sur les autres l'extrême droite promet, entonne ses airs cocardiers, mais reste muette sur les détails concrets.

Terminons ce chapitre en touchant un mot de ce que l'on appelle « l'exception ibérique », à savoir le fait que le Portugal et l'Espagne ont été autorisés par l'Europe à subventionner leurs centrales à gaz pour limiter la hausse des prix.

Le RN (et pas que lui d'ailleurs) a sauté sur l'occasion pour montrer que, oui, il est possible de sortir des règles européennes asphyxiantes et que la France n'aurait qu'à faire la même chose. C'est évidemment un peu plus compliqué.

D'une part, la péninsule ibérique est peu reliée au reste du continent. C'est une sorte d'île électrique. S'il est interdit, en Europe, de subventionner comme on le souhaite son électricité, c'est pour éviter les distorsions de concurrence. Un pays pourrait par exemple favoriser ses producteurs domestiques pour exporter son électricité au détriment des producteurs étrangers. Ce qui entraînerait chaque pays à promouvoir ses producteurs nationaux dans une course à l'échalote qui ne ferait que des perdants. Un marché unifié implique donc des règles unifiées. Mais l'Espagne et le Portugal étant peu reliés à ce marché, il est moins problématique qu'ils fassent bande à part que si cela avait été la France par exemple.

D'autre part, la stratégie ibérique est loin d'être la panacée. En effet, en limitant la hausse du prix du gaz utilisé pour faire de l'électricité, ces deux pays en ont utilisé plus. Autrement dit, alors même que l'origine de la crise se trouvait dans une insuffisance de gaz, la stratégie ibérique a conduit à une hausse de sa consommation, aggravant le déséquilibre entre offre et demande. La variation du prix génère une incitation : si le prix du gaz flambe à cause d'une insuffisance de l'offre, chacun est incité à en consommer moins, cette baisse de la demande permettant de retrouver un équilibre sur le marché et de stabiliser les prix. Ce que nous disons là est à la base du fonctionnement d'une économie de marché. Mais si ce mécanisme est

enrayé, le déséquilibre persiste sur le marché, voire s'amplifie, et on se retrouve à utiliser plus de gaz alors même que c'est sa pénurie initiale qui est à la source des problèmes...

Mon propos n'est pas de disqualifier l'expérience ibérique d'un revers de main, mais de montrer que les solutions toutes faites n'existent pas. Sans quoi on les aurait déjà appliquées. Ce n'est pas tant du marché européen qu'il faut sortir, mais plutôt du y'a-qu'à-faut-qu'on des partis racoleurs.

Chapitre 7 : La mondialisation n'est pas coupable²³

Le commerce international, c'est un peu comme l'immigration : instinctivement, l'extrême droite n'aime pas ça. Le local est systématiquement privilégié à ce qui vient d'ailleurs. Quitte à porter préjudice aux habitants de son propre pays car le commerce international, dans les faits, est globalement favorable aux pays qui s'y adonnent. J'ai bien dit « globalement », mais citez-moi un seul pays qui s'est enrichi à l'intérieur de frontières étanches et je réécrirais volontiers les paragraphes qui vont suivre.

Nous allons parler ici de sujets assez théoriques. Car, pour fermer significativement la France au commerce international il faudrait sortir de l'Union européenne, puisque nous sommes dans une zone européenne de libre-échange et que ces questions se décident à Bruxelles. Et, comme le RN écarte une telle sortie (pour une fois qu'il est raisonnable !), le parti aurait en réalité fort peu de leviers pour agir sur le sujet s'il arrivait au pouvoir. Tout au plus pourrait-il pousser pour un plus grand protectionnisme à l'échelle européenne, ce qui n'enlèverait rien au commerce interne aux pays de l'UE.

Pour aborder le sujet, prenons l'exemple américain. Nous avons là un pays qui a élu un président d'extrême droite sur un programme farouchement protectionniste, et qui l'a mis en œuvre.

L'idée initiale de Donald Trump est aussi limpide que fausse : les États-Unis se sont désindustrialisés à cause de la concurrence internationale déloyale, matérialisée par un déficit commercial croissant, il faut donc instaurer des droits de douane pour redonner de la compétitivité à l'industrie américaine et ainsi réindustrialiser le pays et rétablir l'équilibre commercial.

La première partie de la logique trumpiste possède une once de vérité uniquement en ce qui concerne la Chine qui, il est vrai, entre manipulation du taux de change, vol de propriété intellectuelle et subventions à gogo, s'est montrée particulièrement agressive et pas toujours bonne joueuse. Si Trump n'avait ciblé que la Chine, sa politique de

²³ Le titre de ce chapitre est volontairement celui d'un livre de Paul Krugman dont je recommande vivement la lecture.

droit de douane aurait pu être critiquable (on explique pourquoi dans trente secondes) mais aurait été assise sur des griefs tangibles.

Car, si les États-Unis se sont désindustrialisés, c'est avant tout le fait d'évolutions internes. La Suisse ou la Corée du Sud sont soumises à la même concurrence internationale que les États-Unis et ont pourtant conservé une base industrielle solide.

La désindustrialisation américaine, comme anglaise ou française d'ailleurs, tient à un choix de spécialisation vers les services, en l'occurrence la finance et les services informatiques. Les salaires mirobolants de Wall Street ou de la Silicon Valley tirent à la hausse le salaire de toutes les professions scientifiques, car les industriels doivent augmenter les rémunérations pour ne pas voir filer les meilleurs ingénieurs.

Et puis, les États-Unis n'ont fait aucun effort, par exemple, pour moderniser leurs infrastructures ou améliorer leur système de formation (la force des pays germaniques tient notamment à un système éducatif qui forme massivement les ouvriers qualifiés et techniciens dont l'industrie a besoin).

Quant au déficit commercial américain, il tient aux dépenses très élevées du pays, que ce soit le très faible taux d'épargne des ménages ou le déficit public élevé. Le solde commercial (ou plutôt le solde des transactions courantes, mais je simplifie), fondamentalement, est la différence entre le niveau d'épargne et d'investissement total d'un pays.

Ce n'est pas une théorie mais une égalité de comptabilité nationale qui est obligatoirement vérifiée. Elle se matérialise par la célèbre équation :

$$\text{Épargne} - \text{investissement} = \text{exportations} - \text{importations}$$

Ce livre n'a pas vocation à devenir un manuel de macro-économie internationale avec jargon, équations et tout le toutim. Aussi je vous fais grâce de la démonstration exhaustive de ce que j'avance, le lecteur curieux trouvera toutes les explications nécessaires en trois clics sur internet²⁴. Ce

²⁴ L'idée centrale brièvement résumée est que la production, c'est-à-dire le PIB, est égal à la consommation plus l'investissement plus les exportations moins les importations. Si on se souvient du prof de maths du collège, on sait que l'équation : $\text{PIB} = \text{consommation} + \text{investissement} + \text{exportations} - \text{importations}$
Peut se réécrire :

que je veux dire ici c'est que toute réflexion sur le solde commercial d'un pays qui ne repose pas à un moment donné sur cette égalité fondamentale équivaut à un bavardage de comptoir.

Les États-Unis épargnent peu et investissent beaucoup (il n'y a qu'à voir les dépenses colossales en construction de centres de données), ils ont donc un déficit commercial, car il faut bien que les produits consommés par les Américains viennent de quelque part. Le reste du monde n'y est pour rien.

Le Japon ou l'Allemagne, soumis à la même concurrence chinoise, présentent pour leur part un fort excédent commercial chronique, car ces pays épargnent beaucoup et investissent peu. On voit donc qu'un déficit commercial, comme c'est le cas des États-Unis, peut être une bonne chose car cela signifie une consommation dynamique (conséquence d'une épargne faible) et des investissements élevés. D'ailleurs, la croissance américaine a été supérieure ces dernières années à celle du Japon ou de l'Allemagne.

Mon propos est ici de dire que le constat initial de Donald Trump, qui voit dans le déficit commercial américain la preuve que le reste du monde tire profit de son pays et la cause de la désindustrialisation, est largement erroné.

Le parallèle avec la France est aisé. Notre déficit commercial s'explique avant tout par le déficit public, qui correspond à une désépargne. L'État, de par son déficit, crée une demande additionnelle dans l'économie qui est satisfaite par une production importée faute de production domestique suffisante. Quant à la crise de notre industrie (qui n'est qu'en partie liée à la question du solde commercial), elle résulte pour une bonne part dans un effort de recherche-développement insuffisant (demandez aux Coréens qui investissent beaucoup dans l'innovation et dont l'industrie n'a pas de difficulté à vendre aux quatre coins du monde), d'un système éducatif qui ne forme pas assez de personnel qualifié dans les métiers industriels, d'une administration kafkaïenne qui fait de toute ouverture

PIB – consommation – investissement = exportations – importations

La production moins la consommation correspond à l'épargne, ce qui nous permet d'arriver à l'équation mentionnée dans le texte.

D'une manière plus pratique cette équation nous dit que si dans un pays on produit 10 pommes et qu'on en mange 11, il y a forcément une pomme de déficit commercial.

d'usine un parcours du combattant et d'une fiscalité pas nécessairement écrasante mais certainement mal fagotée.

Je suis toujours un peu gêné quand on fait porter la responsabilité de nos échecs industriels sur la mondialisation et les perfidies du vaste monde. Car nous n'avons pas fait, loin s'en faut, tout ce qui était possible pour améliorer la situation. Il est toujours préférable de commencer par balayer devant sa propre porte avant de chercher des responsables à l'étranger.

Mais j'en reviens à Donald Trump. Il convient, selon lui, de protéger l'industrie américaine avec des droits de douane pour la rendre à nouveau florissante et résorber le déficit commercial.

L'économiste se pince en entendant ça et pense spontanément à la symétrie de Lerner, vieille de près d'un siècle, qui postule qu'une taxe sur les importations équivaut à une taxe sur les exportations.

Essayons d'être simples. Un droit de douane réduit les importations, car elles sont plus chères. Ce faisant, elle réduit également la demande de monnaie des autres pays, puisqu'il y a moins d'achats de produits étrangers. Donc la monnaie du pays qui instaure le droit de douane s'apprécie, ses exportations deviennent moins compétitives et diminuent d'un montant similaire à la baisse des exportations.

Pour dire les choses d'une manière peut-être plus intuitive (mais qui se rejoint dans le fond), un droit de douane augmente les coûts de production des entreprises du fait d'intrants plus chers, donc pénalise leur compétitivité à l'exportation. De la même façon, le droit de douane augmente les prix à la consommation, donc pousse les salaires à la hausse pour maintenir le pouvoir d'achat des employés, ce qui érode également la compétitivité.

On peut prendre le sujet par plusieurs bouts qui arrivent tous au même résultat, certainement un peu contre-intuitif a priori, qui est que la baisse des importations entraîne également une baisse des exportations, et laisse donc le solde commercial inchangé. Les droits de douane ne soutiennent pas non plus l'industrie dans son ensemble, puisque ce qui est gagné d'un côté est perdu de l'autre.

Ce que l'on raconte là se vérifie assez bien dans la réalité, la précision « assez bien » s'explique par le fait que les flux commerciaux sont impactés

par des variables nombreuses et qu'il est difficile d'identifier le rôle des seuls droits de douane. Dans l'exemple des États-Unis en tout cas, bien qu'il soit trop tôt pour tirer des conclusions définitives - ces lignes sont écrites un peu plus d'un an après le déclenchement de la guerre commerciale - les droits de douane n'ont ni dynamisé l'emploi et l'investissement industriel (ce serait même plutôt l'inverse), ni réduit le déficit commercial américain (ce serait même plutôt l'inverse aussi).

Les arguments déployés précédemment nous incitent à conclure que des droits de douane envers la seule Chine ne réduiraient pas le déficit commercial américain vis-à-vis de ce pays. L'expérience du premier mandat de Donald Trump, au cours de laquelle les escarmouches commerciales visaient principalement la Chine, va dans ce sens.

En réalité, des droits de douane contre la Chine devraient surtout viser à l'empêcher d'obtenir des positions outrageusement dominantes dans certains secteurs (panneaux solaires, éoliennes, voitures électriques), car il n'y a pas grand-chose que l'on puisse faire sur la question de l'excédent commercial. Si la Chine veut épargner beaucoup, il est difficile de l'obliger à consommer plus, sauf à imaginer des pressions diplomatiques telles que ce gigantesque pays accepterait de changer sa politique.

Mais revenons à notre sujet. Les droits de douane ne modifient pas sensiblement le solde commercial d'un pays. Ils réduisent, toutes choses égales par ailleurs, les importations comme les exportations. Ce faisant, ils rendent l'économie moins productive, car moins spécialisée sur les produits pour lesquels chaque pays est le meilleur.

Or, le but ultime du commerce international est, justement, de se spécialiser dans ce qu'on fait de mieux pour devenir plus efficace. En fait, il ne sert qu'à ça. Et les mesures de protection commerciale, qui peuvent se justifier dans des cas très spécifiques (maintien de productions essentielles à la souveraineté par exemple), génèrent des coûts macro-économiques à ne pas négliger.

*
**

Après ce détour par les États-Unis, l'actualité et la théorie, reprenons notre fil conducteur.

Le RN ne propose pas de politique protectionniste agressive comme celle conduite par Donald Trump. Ce ne serait de toute façon pas possible pour deux raisons. La première est qu'il faudrait pour cela sortir de l'Union européenne, puisque les règles en la matière ne se décident pas à l'échelon français. La seconde est que la France n'est pas les États-Unis. Donald Trump passe certes pour un clown en imposant des droits de douane à des îles peuplées uniquement de pingouins (les îles Heard et McDonald), mais la taille de son pays implique que l'on prenne au sérieux chacune de ses fougades.

La France, si elle lançait une guerre commerciale à la manière de Donald Trump, ne provoquerait que des ricanements moqueurs. Nous n'avons tout simplement pas le poids suffisant pour nous mettre à dos l'ensemble du monde.

Le RN se borne donc en la matière à un protectionnisme doux, avant tout symbolique, en proposant par exemple dans son programme des législatives de 2024 d'obliger les cantines à utiliser 80 % de produits agricoles d'origine française. Voilà qui ne changera rien pour l'économie française (on vient de dire que chercher à freiner les importations est le meilleur moyen de freiner aussi les exportations) et qui serait coûteux pour les finances publiques (ce coût n'est évidemment mentionné nulle part), mais qui permet de poser le parti en défenseur supposé des emplois de nos terroirs.

Mon intuition est que l'extrême droite française partage plus ou moins la vision trumpiste du commerce international, mais qu'elle est consciente de nos limites et se résigne donc à des mesurette qui n'engagent pas à grand-chose.

Le RN, comme les autres partis d'ailleurs, pointe régulièrement le déficit commercial français comme étant un problème à résoudre de l'économie française. On pourrait débattre de la pertinence du sujet, mon opinion est que la France souffre de la faiblesse de son industrie (qui peine à exporter) et d'un déficit public trop élevé (qui stimule la demande donc les importations). Le déficit commercial est ainsi la conséquence de problèmes plus profonds, et non le problème en soi. Mais qu'importe la manière dont on présente les choses, le RN souhaite réduire le déficit commercial, un objectif tout à fait louable.

Le seul problème est que les propositions économiques du RN risquent fort, au contraire, de creuser ce déficit. Quand le RN propose de l'argent pour un peu tout le monde (les fonctionnaires, la police, la santé, l'éducation...), cela signifie une demande supplémentaire qui, toutes choses égales par ailleurs, dégraderait le solde commercial.

Quand le RN veut inciter les entreprises à augmenter les salaires, cela accroît le coût du travail et la demande des ménages, ce qui creuse le déficit commercial par les deux bouts : des entreprises moins compétitives donc moins exportatrices et plus de consommation donc plus d'importations. Et si les hausses de salaires sont compensées par des baisses de charges le coût du travail n'augmente pas mais le problème se reporte sur les finances publiques.

Quand le RN veut abaisser l'âge de départ en retraite, même si on ne sait pas exactement de combien, cela signifie moins de travail, donc moins de production, donc moins d'exportation ou un besoin accru de recourir aux importations pour satisfaire la demande nationale.

On voit donc très bien comment le RN pourrait aggraver le déficit commercial, mais beaucoup moins comment il pourrait le réduire. Quelques hausses d'impôts (qui diminuent la demande, donc les importations), des baisses d'aides sociales (qui diminuent elles aussi la demande) de vagues mesurette protectionnistes (qui, on l'a expliqué, ne modifieraient certainement pas le solde commercial) ou un timide soutien à la compétitivité des entreprises (par le biais de baisses d'impôts de production qui creuseraient à court terme le déficit mais pourraient le réduire à plus long terme...) bref, les mesures susceptibles de résorber le déficit commercial sont maigres.

Nous retrouvons ici ce que nous avons déjà dit concernant le déficit public, à savoir que malgré les belles intentions d'assainissement des comptes publics et externes, la réalité des propositions est fort différente. Ce n'est d'ailleurs pas une surprise, car les évolutions du solde budgétaire et du solde commercial sont intimement liées, comme le dit la théorie des déficits jumeaux. Si le déficit public se creuse, l'épargne nette du pays diminue et le déficit commercial se creuse aussi. On se souvient de la fameuse équation : épargne – investissement = solde commercial.

Ainsi, le RN au pouvoir dégraderait probablement un peu plus le solde commercial français. Donc, la dette externe de la France augmenterait, car un déficit commercial doit être financé : nous fournisseurs ne nous vendent que s'ils sont payés. La France vendrait donc des actifs au reste du monde, ou s'endetterait auprès d'autres pays, en un mot se rendrait plus dépendant des investisseurs étrangers et des marchés financiers internationaux.

C'est une drôle de façon de se prétendre patriote que de conduire son pays à accroître encore plus sa dépendance aux financements étrangers. Un programme servant réellement les intérêts de la France viserait le rétablissement de nos finances publiques, de notre industrie et en conséquence de notre solde commercial.

Pour cela il faudrait travailler plus, investir plus (donc accepter de rogner le pouvoir d'achat à court terme) et dépenser moins d'argent public ou lever plus d'impôt. Que des choses impopulaires en somme, en tout cas à court terme, car un responsable politique peut lustrer sa notoriété historique en ayant le tonus de résister à la facilité. Tout le contraire du RN, vous avez deviné la conclusion à laquelle je souhaitais arriver.

*
**

Avant de passer au thème suivant, attardons-nous un instant sur une proposition du RN qui consiste à créer un fonds souverain français. Le sujet aurait pu être traité aussi bien dans le chapitre sur les finances publiques que dans celui-ci, où il est question de solde commercial et de comptes externes, et il a bien fallu trancher en faveur de l'un ou de l'autre.

Ce projet de fonds souverain n'est ni nouveau, ni propre au RN. En son temps, Sarkozy s'était mis en tête d'en créer un, vite tombé dans les oubliettes de l'histoire économique. Et pour cause, le projet semble particulièrement mal adapté à la situation française.

En général, un fonds souverain est créé par un pays qui déborde d'argent et qui souhaite rassembler tout son pactole dans une entité unique. C'est typiquement le cas des pays gaziers ou pétroliers, comme le Qatar ou la Norvège, qui dégagent structurellement de confortables excédents commerciaux et budgétaires qui doivent bien être gérés par une entité dédiée, en l'occurrence un fonds souverain.

Mais dans le cas français, quels sous, en somme, sont sensés venir alimenter un hypothétique fonds souverain ? Il n'est nul besoin de créer un fonds destiné à gérer nos déficits publics et commerciaux... La proposition a le défaut de mettre la charrue avant les bœufs en se demandant comment nous gérerions notre argent si nous en avions à gérer.

Le programme du RN de 2024 parlait d'un fonds souverain pour augmenter la rémunération de l'épargne nationale et la réorienter vers les secteurs stratégiques. Pourquoi pas, mais il est dans ce cas surtout question de l'épargne des ménages, certainement pas celle de l'État. La dénomination de fonds souverain, pour ronflante qu'elle soit, semble assez malheureuse puisque notre État se préoccupe de gérer ses déficits plus que ses excédents.

Le RN, donc, veut augmenter la rémunération de l'épargne au sens large. Soit, mais comment ? les banquiers sont-ils à ce point maladroits pour ne pas y avoir déjà pensé ? Si l'on oriente l'épargne vers des secteurs précis, vers lesquels elle ne s'est pas orientée spontanément, c'est probablement parce qu'elle est justement moins bien rémunérée dans ces secteurs. On va me traiter d'affreux libéral, mais les marchés financiers ont déjà pour rôle d'orienter l'épargne vers les placements les mieux rémunérés pour un niveau de risque donné. Les deux pans de la proposition (hausse de la rémunération de l'épargne et le fléchage vers certains secteurs) me semblent tout à fait contradictoires.

Et puis, si on flèche l'épargne vers un secteur donné, c'est autant d'argent qui n'ira pas financer les déficits publics, poussant à la hausse les taux auxquels s'endette l'État. Or, dans son contre-budget pour 2026, le RN se targue de diminuer aussi le coût de la dette publique. Bref, on voit mal comment tout ceci s'emboîte l'un dans l'autre.

De l'épargne fléchée, ça existe déjà. Le Livret A finance notamment le logement social. Il est tout à fait possible d'imaginer un fléchage vers d'autres secteurs, il était question de l'armement suite à la guerre en Ukraine. Pourquoi pas. Mais il est inutile de parler de fonds souverain car des institutions publiques (BPI, la Caisse des dépôts) existent déjà. Surtout, il est regrettable de promettre des taux d'intérêt aussi juteux qu'illusoire, c'est le meilleur moyen de faire des déçus.

Une bonne mesure est une mesure claire, compréhensible, bien pensée et bien nommée. « Ce qui se comprend bien s'énonce clairement, et des mots précis sont là pour le dire aisément », aimait à répéter mon prof de maths de première. Appeler fonds souverain ce qui n'est qu'un vague fléchage de l'épargne aux contours mal définis est la preuve que l'idée est mal pensée puisqu'on manque des mots pour la formuler aisément.

Une telle proposition aurait valu à Marine le Pen de compter ses dents car, chaque fois que l'un de nous disait une ânerie, mon prof arrivait, agitant le poing l'air menaçant, et grognait dans sa grosse barbe « compte tes dents, histoire de te souvenir combien tu en avais ! ». J'ai eu des notes catastrophiques toute l'année, mais j'ai toujours mes trente-deux dents...

Chapitre 8 : L'Europe ou le bouc émissaire des imaginations courtes

L'extrême droite n'aime pas l'Europe, ne l'a jamais aimée et ne l'aimera jamais. Ça peut se comprendre. L'idée de fondre, même partiellement, une part de sa souveraineté dans une institution supranationale a de quoi chiffonner tout esprit cocardier. Dans le fond, chacun est libre de ses opinions, j'émets là un constat plus qu'un jugement.

Les partisans de la construction européenne dans mon genre répondent naturellement que l'union fait la force et que l'on peut être européen, justement, par patriotisme. Les défis géopolitiques, climatiques, migratoires, économiques, technologiques ne seront certainement pas résolus à la seule échelle française : soit ils le sont en commun, soit ils ne le seront pas. L'échelon européen est déjà un bon départ, faute d'une coopération mondiale chaque jour plus illusoire.

Nous avons jusqu'ici brossé des considérations générales sur le sujet. La difficulté dans la rédaction de ce chapitre est que, officiellement, les dirigeants d'extrême droite ne souhaitent plus quitter l'Union européenne. Sauf Florian Philippot, d'accord, mais la route est encore longue avant son arrivée à l'Élysée... Ni le RN ni Éric Zemmour n'affichent dans leurs programmes une quelconque volonté de quitter l'Union européenne, ni même l'euro.

Le virage est notable par rapport aux positions passées de l'extrême droite, il n'est pas exclu que la pagaille ayant entouré le départ du Royaume-Uni ait refroidi quelques ardeurs. Un président fraîchement élu qui se retrouverait à gérer un retour au franc et des frontières nationales se mettrait d'entrée de jeu dans un joyeux pétrin. L'extrême droite, en somme, est devenue un peu plus raisonnable.

La difficulté dans le traitement du sujet, donc, est que si une sortie franche de l'UE est écartée, les pulsions anti-bruxelloises demeurent bien présentes. Sauf pour piocher dans la caisse du Parlement européen pour financer le parti, oui, bon... Le RN souhaite par exemple baisser la contribution de la France à l'UE, sans demander bien sûr aux petits copains s'ils seraient d'accord. Et les partis d'extrême droite désirent ouvertement

piétiner un certain nombre de règles européennes par exemple, dans le cas du RN, celles entourant la fixation des prix de l'électricité (le cas de l'Espagne et du Portugal, souvent mis en avant sur le sujet, est assez différent en la matière du fait de moindres interconnexions avec les autres pays, mais nous en avons déjà parlé).

En résumé, la majorité de l'extrême droite française veut continuer à être membre du club en payant la cotisation qu'elle veut et en respectant uniquement les règles qui lui conviennent. Si je trouve que la licence de mon club de foot est trop chère et que l'horaire de l'entraînement ne me convient pas, j'arrête tout simplement le foot. Dans le cas de l'appartenance à l'UE, évidemment, les choses sont un peu plus compliquées.

L'extrême droite patauge donc dans une situation baroque où elle aimerait bien quitter l'UE, tout en se rendant compte des remous que ça provoquerait et se trouve contrainte à formuler des requêtes mal ficelées. Mon pronostic est que, si par malheur l'extrême droite arrivait au pouvoir, elle rangerait bien vite ses menaces au vestiaire car elle n'aurait pas le choix de faire autrement. À partir du moment où la menace d'un départ est écartée, il ne resterait plus beaucoup de poids dans la négociation vis-à-vis des autres pays européens.

La probabilité d'une sortie pure et simple de l'euro ou de l'UE semble minime, ce qui n'enlève rien aux rancœurs latentes. Les eurosceptiques de droite comme de gauche se rendent bien compte que tout retour en arrière serait périlleux, générant l'impression d'être piégé dans un carcan européen inamovible. On ne saurait exclure que, à l'avenir, un responsable politique exploite cette amertume et creuse le sillon de la radicalité en poussant la France vers un départ fracassant de l'Europe.

Mon propos est donc ici d'expliquer en quoi le ressentiment envers l'Europe est exagéré. Je dis « exagéré » et non « infondé » car il faut bien admettre, même quand on est favorable à la construction européenne, que les bureaucrates bruxellois savent déployer un talent rare pour décrédibiliser l'institution qu'ils sont sensés défendre.

Nous avons vu en début de livre que les erreurs de politique économique passées, tous partis politiques confondus, sont un carburant inespéré pour le RN. De la même façon les errements de politique

économique à l'échelle européenne ont été du pain béni pour les eurosceptiques de tous poil.

Le seul exemple que je prendrais ici est la gestion calamiteuse de la crise des dettes publiques, il y a une douzaine d'années de cela. Les deux hausses de taux de la BCE en 2011, en plein marasme économique, demeurent comme l'exemple parfait d'une grossière erreur de politique monétaire. L'austérité budgétaire aveugle imposée à tout un continent en récession a fait plus que tous les discours de l'extrême droite pour saper la popularité de l'Union européenne. Il est difficile d'être enthousiaste quand le taux de chômage atteint 25 %, comme en Espagne ou en Grèce à l'époque, et que cela ne semble pas préoccuper grand monde. De Bruxelles à Francfort, parmi les bataillons d'experts embauchés à grands frais, pas un ne semblait avoir lu Keynes. Jusqu'à ce que Mario Draghi fasse enfin de qu'il faut à partir de 2012, mieux vaut tard que jamais...

Tout ça pour dire que la critique envers les institutions européennes peut être tout à fait légitime, nul besoin de pencher vers les extrêmes pour s'arracher les cheveux à la vue des petites et grandes absurdités bruxelloises.

Mais nous n'allons pas éplucher ici chaque décision sur chaque sujet, ce n'est pas le thème du livre. Prenons plutôt un peu de champ pour parler de la construction européenne qui a conduit à la création de l'euro, monnaie bancaire il est vrai, mais que ceux qui ont de meilleures idées lèvent la main.

*
**

Les détracteurs de l'euro soutiennent qu'il s'agit d'une monnaie mal ficelée, ce qui est vrai. Nous n'allons pas refaire toute la théorie des zones monétaires optimales développée par Robert Mundell, mais l'idée de fond est assez simple : il convient pour des pays d'adopter une même monnaie quand ils se ressemblent. C'est-à-dire, quand ils ont des structures économiques similaires qui impliquent que les évolutions de la conjoncture y sont semblables.

Car, quand il n'y a plus qu'une seule monnaie, il n'y a aussi plus qu'une seule politique monétaire, autrement dit un niveau commun de taux d'intérêt. Et, si les pays partageant la même monnaie sont

économiquement différents, un même niveau de taux d'intérêt peut être trop élevé pour l'un mais trop faible pour l'autre.

Et c'est bien le problème de la zone euro. L'Estonie est différente du Portugal, et Chypre de l'Irlande. Ces pays ont des structures économiques diverses, donc des cycles économiques variés et pourtant sont soumis à une politique monétaire unique. Lors de la crise des dettes souveraines de 2010-2012, les pays méditerranéens allaient très mal et auraient eu besoin d'une politique monétaire bien plus accommodante, ce dont les pays d'Europe du Nord ne voulaient pas entendre parler. Aujourd'hui, c'est l'Espagne qui va bien et la France et l'Allemagne qui traînent la patte : une hausse des taux se justifierait donc en Espagne, mais pas ailleurs.

Ces divergences impliquent que la conduite de la politique monétaire en zone euro est assez chaotique et pas toujours optimale. Quand on a dit ça, se pose la question que tout le monde attend : que faire ?

Les uns, de moins en moins nombreux comme on l'a dit un peu plus haut, prônent un retour aux monnaies nationales. Outre la période de transition chaotique que cela entraînerait, nous reviendrions à la situation antérieure à l'euro, qui n'était pas reluisante non plus. Et c'est bien la raison pour laquelle l'euro a été créé.

Si l'on considère les années 1980 ou 1990, avant l'instauration de l'euro donc, le principal souci monétaire était de maintenir une certaine stabilité des taux de change au sein de pays européens. Sans quoi il devenait tentant pour un pays de dévaluer sa monnaie pour gagner en compétitivité au détriment des petits copains. Ce que voyant, chacun aurait dévalué sa monnaie dans une course à l'échalote qui n'aurait fait que des perdants.

Il fallait donc coordonner les taux de changes, donc les politiques monétaires qui les impactent directement (un taux plus élevé attire les capitaux, ce qui fait grimper la valeur de la monnaie). C'est pourquoi il a été créé un « serpent monétaire », puis un Système monétaire européen, des mécanismes qui se sont révélés fort imparfaits pour coordonner les taux d'intérêt et les changes, puisque la coordination n'est jamais chose facile. La crise de 1992, dite « crise du Système monétaire européen », est d'ailleurs directement liée aux tentatives laborieuses de coordination des taux de change.

Les Européens de l'époque ont donc assez logiquement vu la solution à leurs soucis dans la création de l'euro : une même monnaie pour tout le monde, plus de taux de change, donc plus de problème.

En réalité, on a changé la nature du problème plus qu'on ne l'a réglé. Mais il faut bien voir que, si on revenait au franc, on se retrouverait instantanément avec les tracasseries que l'on aurait quittées en abandonnant l'euro. Et, point à souligner, la France ne serait dans le fond pas plus souveraine dans la conduite de sa politique monétaire, puisque celle-ci devrait être coordonnée avec les voisins. Sans quoi ce serait la guerre des changes (chacun laisse filer la valeur de sa monnaie pour doper la compétitivité de son industrie), ce qui n'est évidemment pas un avenir souhaitable.

Dans le fond, pour comprendre l'origine des difficultés monétaires de l'Europe, il faut regarder une carte du monde. Sur la plupart des continents, les pays sont vastes et assez éloignés les uns des autres. L'Amérique du Nord n'est composée que de trois pays chacun presque de la taille d'un continent. L'Asie est également composée de grands pays ou d'îles (économiquement, la Corée du Sud est une île, et la Chine l'est un peu aussi), donc de pays qui commercent relativement peu entre eux.

L'Europe, pour sa part, est morcelée en une multitude de petits pays imbriqués. Si vous êtes le Canada, vous vous préoccupez du taux de change avec le dollar américain, et point final. Mais si vous êtes la Belgique, il faut se soucier du taux de change avec tous vos voisins, ça fait beaucoup plus de monde, sans compter que, étant un petit pays, le poids du commerce dans votre économie est forcément plus élevé.

Autrement dit, la plupart des pays du monde se contentent en matière monétaire de garder un œil sur le change avec le dollar. Pour l'Europe, c'est plus compliqué. Nous sommes trop imbriqués pour ne pas se préoccuper de ce que font les voisins, et donc pour ne pas avoir un intérêt mutuel à tirer dans la même direction.

Dans le même temps, les pays européens demeurent différents en termes économiques, culturels et linguistiques. Toute coordination est donc difficile. Le fond du sujet est là : l'Europe est une mosaïque de pays à la fois trop proches pour mener leur politique monétaire chacun dans leur coin, et trop différents pour que l'euro fonctionne harmonieusement. La Banque Centrale Européenne n'a pas la capacité de rayer d'un trait de plume les

spécificités géographiques et des siècles d'histoire. Elle se contente donc de faire du mieux qu'elle peut tout en sachant que ses taux sont généralement trop élevés pour certains pays et trop faibles pour d'autres.

Il y aurait bien une solution, mais elle risque de ne pas plaire à l'extrême droite... Il faudrait pousser l'intégration européenne encore plus loin, jusqu'à créer une sorte « d'États-Unis d'Europe ». Après tout, les États américains aussi présentent des spécificités économiques notables. L'économie californienne a peu à voir avec celle de l'Alabama.

Mais les États-Unis ont deux choses que l'Europe n'a pas. Premièrement, la langue est la même partout, ce qui permet plus facilement à un chômeur d'un État de déménager pour travailler dans un autre. Pour que l'euro fonctionne mieux, il faudrait que chaque Européen apprenne plusieurs langues des pays voisins, plus facile à dire qu'à faire... Deuxièmement, les États-Unis possèdent un budget fédéral commun. Ainsi, quand les taux d'intérêt sont trop élevés pour un État donné, celui-ci bénéficie de transferts budgétaires qui l'aident à maintenir son économie à flot. En Europe nous n'avons pas, ou presque pas, de budget commun.

Ainsi, pour que l'euro fonctionne correctement, il faudrait qu'une partie des dépenses publiques (et donc des impôts) ne soient plus gérées à l'échelle nationale mais européenne. Ce serait, en effet, une certaine perte de souveraineté au profit d'une institution supranationale. Mais cela permettrait aussi d'avoir une monnaie qui fonctionne bien et qui, à terme, pourrait remplacer le dollar comme monnaie de référence mondiale, avec les intérêts économiques et géopolitiques que cela impliquerait. La perspective est séduisante et vaut la peine de remiser les pulsions chauvines au placard !

De ce long développement nous tirons la conclusion suivante : ce n'est pas sans fondement que l'euro est pointé du doigt, mais la stratégie qui permettrait de sortir de l'impasse est exactement l'inverse de celle défendue par l'extrême droite. La solution serait plus d'Europe, et pas moins d'Europe.

Bien entendu, un tel positionnement n'est pas forcément populaire, on glane peu de voix en proposant de renforcer les prérogatives bruxelloises. Mais, si l'on a bien compris l'euroscpticisme général de l'extrême droite, on peine en revanche à comprendre comment il s'articule avec des propositions cohérentes de politique monétaire.

*
**

Enfin, puisqu'il est question d'Europe dans ce chapitre, il nous faut aborder le sujet de la Banque Centrale Européenne (BCE). Le RN joue une petite musique qui consiste à dire, si on synthétise, que la question des déficits publics n'en est pas vraiment une puisque la BCE pourrait financer gratuitement et de façon plus ou moins illimitée la dette publique française.

Notons pour commencer que, en creux, le RN reconnaît que son programme plomberait encore un peu plus les finances publiques. Car, si ce n'était pas le cas, il n'y aurait nullement besoin d'envisager de faire appel à la BCE pour boucler les fins de mois d'un État impécunieux.

Sur le fond, en prenant Christine Lagarde, présidente de la BCE, pour la Mère Noël, le RN a simultanément raison et tort. Raison en ce sens que, en effet, une banque centrale peut bien créer tant de monnaie qu'elle veut pour financer qui elle veut, en l'occurrence l'État français. Si elle ne le fait d'ordinaire pas, c'est que la manœuvre s'accompagne d'effets secondaires fort désagréables, notamment une poussée d'inflation puisqu'il y aurait alors plus de monnaie en circulation pour une quantité similaire de biens et services à acheter.

C'est en ceci que le RN a tort. Dans les faits, la BCE, garante de la stabilité des prix, ne ferait pas tourner la planche à billets pour renflouer n'importe qui se serait fait élire sur un programme démagogique.

L'idée du RN a certainement germé dans les événements de ces dernières années. Car la BCE, comme les autres banques centrales du monde, a en effet acheté des tombereaux de dette publique en créant de la monnaie (quoiqu'il faudrait préciser de quel type de monnaie il s'agit, mais ceci nous emmènerait trop loin de notre propos initial). Cette politique, connue sous le nom un peu barbare d'« assouplissement quantitatif », a maintenu très faibles, voire même négatifs, les taux auxquels s'endettent les États, leur permettant d'emprunter très facilement et de rester solvables.

Cet épisode est désormais derrière nous. Il s'agissait d'une situation très spécifique d'inflation faible, même trop faible, dans laquelle soutenir les États (notamment pendant la crise sanitaire) ne posait pas de problème

puisqu'on se demandait comment parvenir à ne pas tomber en déflation (pour des raisons trop longues à expliquer ici il est toujours fort désagréable de se retrouver dans une situation de déflation, c'est-à-dire de baisse générale des prix).

Prenons un exemple médical. En général, il n'est pas recommandé d'accélérer le rythme cardiaque de quiconque. Mais si votre cœur ne bat pas assez vite alors justement il faut l'accélérer. Le poison, en somme, devient remède. Et le financement de la dette publique par la banque centrale, d'ordinaire proscrit à cause du risque inflationniste, devient la solution quand, justement, l'inflation est trop faible.

En résumé, la BCE peut tout à fait régler les problèmes financiers des États d'un claquement de doigts, mais uniquement quand il est pertinent de le faire. Et il n'a échappé à personne que, depuis 2022 et la guerre en Ukraine, puis avec la guerre au Moyen-Orient, l'inflation est redevenue un sujet de préoccupation. Il n'est plus question de mener à la légère toute action qui risquerait d'attiser de nouveau la hausse des prix. L'espoir du RN de régler les soucis budgétaires d'un coup de fil à Christine Lagarde est assez vain.

Considérons les choses sous un autre angle. Parmi les pays de la zone euro, la France est actuellement le seul dont les finances publiques sont à ce point à la dérive, éventuellement à égalité avec l'Italie ou la Belgique. Les autres ont fait des efforts pour redresser la barre, peut-être même des efforts trop brutaux qui ont asphyxié leur économie comme dans le cas grec. Quoi qu'il en soit, il y a une cigale en zone euro, et c'est la France. Les investisseurs ne s'y trompent pas et demandent un taux parfois plus élevé pour prêter à la France que pour prêter à la Grèce ou à l'Italie, puisqu'ils nous perçoivent comme moins sérieux pour tenir nos comptes publics en bon ordre.

Pourquoi donc nos petits copains de la zone euro accepteraient que la BCE vienne renflouer les seules caisses françaises parce que nous n'avons pas souhaité faire les efforts qui s'imposaient ? La BCE est détenue par les banques centrales de chaque État, elles-mêmes détenues par les États. Donc, si la BCE dégradait son bilan en prêtant à des taux inférieurs à ceux du marché à la France, l'ensemble des bénéfices seraient pour nous et le

coût de la mesure serait supporté par tous les pays de la zone euro. Nos voisins ne voudraient pas en entendre parler, et ils auraient bien raison.

La BCE pourrait intervenir en dernier recours pour éviter une faillite de la France dont les effets, tant économiques que politiques, seraient dévastateurs. Nous n'en sommes pas encore là, mais il est assez raisonnable de dire que la France ne fera jamais faillite car la BCE volerait à la rescousse avant. Mais cette aide ne serait pas un chèque en blanc. La France, placée sous tutelle européenne, devrait engager des réformes fort impopulaires pour renflouer ses caisses sans quoi, on l'a dit juste avant, c'est comme si nous demandions aux autres pays de la zone euro de régler notre ardoise.

Donc, si le RN envisage de faire financer la dette publique par la BCE, il faut bien avoir en tête que cela se traduirait à la fois par une perte totale de souveraineté au profit d'une institution européenne et, aussi, qu'il faudrait accepter des mesures d'économies drastiques. Adieu les belles promesses du RN sur l'âge de départ en retraite ou la baisse de la TVA ! Adieu aussi les beaux discours sur une France souveraine et libérée des cardans européens. Soit dit entre nous et entre parenthèses, c'est une idée très particulière du patriotisme que de s'empresse d'aller tendre sa sébile à Francfort, siège de la BCE, pour boucler nos fins de mois.

Récapitulons. Le programme budgétaire du RN conduirait à un creusement notable du déficit public, plaçant la dette française sur une trajectoire encore plus insoutenable qu'elle ne l'est déjà. Et la BCE ne pourrait pas intervenir, en tout cas pas à des conditions qui soient acceptables pour le RN. Donc le projet économique du RN ne tient pas. Je ne sais pas comment vous le dire autrement...

Chapitre 9 : RN et inégalités, le brouillard s'épaissit

L'intégralité de ce livre traite de l'incohérence et des contradictions du discours économique du RN. En la matière un paroxysme est atteint en ce qui concerne les inégalités et la fiscalité des plus fortunés. Nous allons être brefs. D'une part, car ces sujets ne sont pas au cœur du discours du RN. D'autre part, car le flou entourant les propositions du parti est tel que nous serons rapidement privés de la matière première sur laquelle nous pourrions déployer notre propos.

La gauche a clairement fait du sujet son cheval de bataille : les riches le sont trop car leurs impôts sont insuffisants, il faut faire le chemin inverse. La droite défend une vision opposée, celle des « premiers de cordée » qui tirent tout le monde vers le haut et de la théorie du ruissellement qui veut que la prospérité des entrepreneurs à succès ruisselle sur ceux d'en bas. Qu'importent donc les inégalités si les riches permettent à tout le monde de l'être un peu plus aussi.

Ces deux approches ont leur cohérence, leurs arguments, leurs défenseurs et leurs détracteurs. Toutes deux possèdent à mon avis une part de vérité, ce qui fait grosso modo de moi un centriste, c'est-à-dire quelqu'un qui se refuse à considérer le débat économique sous la forme d'un match de ping-pong assez stérile, et qui se tient prêt à faire siennes des idées de tous bords.

Cette approche centriste des choses est très différente de celle du RN, qui consiste à défendre, selon les circonstances, les modes et les interlocuteurs une idée plutôt qu'une autre.

Parfois, quand on feuillette le programme du RN reçu dans la boîte aux lettres, on se dit que l'imprimeur a dû se tromper, qu'il a mis le logo du RN sur le programme de Mélenchon...

Quand il est question de justice fiscale et d'impôt sur la fortune financière, de taxe sur la « spéculation » (les guillemets ajoutés par mes soins indiquent que la définition que le RN semble donner à ce terme est hautement incertaine, puisqu'il semblerait qu'un dividende soit perçu comme étant de la spéculation), sur les rachats d'actions, sur les transactions financières intra-journalières ou sur les superdividendes, on se

croit renvoyé à l'autre bout du spectre politique. Ce qui peut laisser penser qu'à bien des égards les extrêmes se rejoignent, mais c'est là un autre sujet. Bref, quand il est question de flatter un électorat critique envers les riches, la finance, les multinationales et toute la clique capitaliste, le RN dégainé l'artillerie lourde. Rien n'est négligé pour capter le militant communiste désenchanté. Le RN défend les gens de peu contre les affameurs, qu'on se le dise !

Et puis, patatras ! La figure charitable du docteur Marine s'estompe au profit de Mr Jordan. Jamais le RN ne critique frontalement les grandes fortunes, encore moins nommément tel ou tel milliardaire. Ce serait d'ailleurs faire preuve d'une grande ingratitude à l'égard de Vincent Bolloré, avec tout le mal qu'il se donne !

Quand il est question de taxe Zucman, un impôt de 2 % sur les patrimoines de plus de 100 millions d'euros, soit une mesure radicale pour faire payer les plus riches, le RN devrait applaudir des deux mains, mais non, il se dérobe. Mieux, il se dérobe après avoir longuement louvoyé. L'incohérence dans la contradiction, voilà un concept encore peu exploré...

La ficelle électorale n'est invisible qu'à ceux qui refusent de la voir. Aux ouvriers, aux chômeurs, aux « gilets jaunes », à l'électorat de gauche exaspéré par Mélenchon, on claironne qu'on taxera les riches et les grandes entreprises.

Au patronat qu'il faut bien convaincre car c'est tout de même une réserve de voix, aux grandes fortunes qui possèdent un poids économique, médiatique et politique certain, aux libéraux que l'on pourrait ramener dans les filets, le RN se pose en défenseur de l'enrichissement personnel et d'un État qui ne s'occupe que de ce qui le regarde.

La stratégie peut fonctionner dans une campagne pour peu que la fumée des voitures qui brûlent dans les banlieues fasse écran. Mais j'aimerais bien voir ce que ça donnerait dans l'exercice véritable du pouvoir... Ou plutôt non, je ne préfère pas voir, malgré l'ardente curiosité de connaître quelle moitié de l'électorat RN serait cornardée. Les pauvres sont plus nombreux mais les riches plus influents, c'est tout un art la trahison...

*
**

Prolongeons encore de quelques paragraphes ce chapitre qui demeurerait jusqu'à présent assez généraliste. Nous brodons toujours sur le thème d'un RN qui se veut le héraut des gens de peu mais qui fait dans le fond tout l'inverse.

Les jeunes ne sont pas les mieux lotis en France. Ils sont même nettement moins bien lotis que les vieux à un point qui en devient scandaleux si vous voulez mon avis, mais bon, il y aurait là de quoi écrire un livre entier. Tout parti désireux de glaner des voix et de faire pleurer dans les chaumières se doit donc de dégainer sa mesurette en faveur des jeunes.

Le RN, vif comme une belette quand il s'agit de bouffer à tous les râteliers électoraux, n'a pas oublié de tendre la perche à la jeunesse, ou plutôt de faire croire qu'il la tend. La proposition se veut généreuse et convaincante : exonérer d'impôt sur le revenu les moins de 30 ans et d'impôt sur les sociétés les entrepreneurs de moins de 30 ans.

Soit, mais ces deux impôts ne sont payés dans des proportions significatives que par des gens qui ont déjà une certaine aisance, donc généralement un âge déjà avancé. Le problème des jeunes n'est pas le taux d'impôt sur le revenu ou les sociétés mais de trouver un boulot. Seuls les diplômés de grandes écoles se préoccupent vraiment de leur impôt sur le revenu avant 30 ans, et l'État n'a pas à dépenser des sous pour ces jeunes déjà fort bien lancés dans leur vie professionnelle.

Le RN dégage donc une mesure dont les effets seraient l'exact opposé de l'objectif recherché. Sous couvert d'aider les jeunes, donc une part de la population plus touchée par la pauvreté que la moyenne, on se retrouve à creuser le déficit public au profit d'énarques, de polytechniciens, de petits génies de la tech ou du sport, et de gosses de bonne famille poussés dans la vie par le piston bien huilé de papa-maman.

Chapitre 10 : Mais pourquoi diable le RN s'entiche-t-il du bitcoin ?

Dans cet avant-dernier chapitre (hors conclusion) abordons un sujet qui n'est pas central dans notre propos mais qui a piqué ma curiosité. Je veux parler ici des crypto-actifs, et plus spécifiquement du bitcoin. Ce n'est pas là un thème central dans les propositions du RN, probablement parce qu'il n'y a pas de relation directe avec l'immigration ou l'insécurité (quoiqu'en facilitant les transactions illicites, les crypto-actifs sont dans le fond fort utiles aux délinquants de tous poils).

La raison de ce chapitre trouve son origine dans une proposition récente d'utiliser les éventuels surplus d'électricité pour miner du bitcoin. L'idée est que, lorsque les centrales nucléaires françaises produisent plus d'électricité qu'il n'y a de demande, la différence serait orientée vers le minage de bitcoins, activité fort énergivore.

Le premier point à soulever est que, par le passé, Marine le Pen s'est prononcée en faveur d'une interdiction du bitcoin. Chacun a le droit de changer d'avis, d'accord, mais le virage est pour le moins radical. On retrouve un changement de pied similaire chez Donald Trump, qui avait considéré le bitcoin comme une escroquerie avant de s'en faire le champion.

Ces revirements ont de quoi surprendre et, à ma connaissance, les intéressés n'ont pas apporté d'arguments précis pour étayer leur pirouette. Mon intuition est que l'extrême droite a d'abord vu dans le bitcoin une atteinte à la souveraineté nationale. La monnaie est intimement liée au pouvoir politique, à la fois symboliquement et dans le levier d'action économique qu'elle confère à qui possède la capacité d'en imprimer. Une grave crise politique va généralement de pair avec une dépréciation de la monnaie du pays en question.

Le bitcoin ayant pour vocation initiale de supplanter les monnaies nationales afin de les remplacer par une monnaie mondiale immatérielle et rattachée à aucune institution, il y avait une certaine logique à ce que des partis nationalistes s'y opposent. On peut difficilement défendre les productions nationales, fustiger la mondialisation et les ravages de la

spéculation financière internationale tout en voulant remplacer la monnaie par un gadget numérique qui est la quintessence d'une finance mondialisée, dématérialisée et spéculative.

Et puis le bitcoin, grâce à la flambée en dents de scie de son cours, a gagné un nombre d'adeptes croissant. La logique est vieille comme la spéculation : le cours bourgeoise, attirant de spéculateurs avides de plus-values juteuses, faisant bondir le cours, ce qui attire encore plus de spéculateurs, et ainsi de suite. Dans le fond, les concepteurs du bitcoin n'ont rien inventé de fondamentalement nouveau.

Mais quand on est un parti dont le programme économique est construit en fonction des modes, des humeurs et des sondages, l'engouement pour le bitcoin ne pouvait pas demeurer inexploité. Il n'était plus possible de s'y montrer hostile, mieux, il convenait de rallier à soi les spéculateurs sur les cryptos qui sont aussi des électeurs.

Ce changement de pied me semble donc purement opportuniste, je ne vois pas d'autre explication financière ou macro-économique de fond. Dans le cas de Donald Trump, le financement de sa campagne par des milliardaires du bitcoin, comme sa volonté d'enrichissement personnel, sont probablement entrés en ligne de compte.

Le constat actuel est que, politiquement, les cryptos sont soutenus par l'extrême droite. Conséquence logique, j'ai le sentiment que les partisans des cryptos votent également de plus en plus pour ces partis.

Cette évolution n'était pas évidente. Le bitcoin a pour objet de court-circuiter les banques, les mélenchonistes auraient tout aussi bien pu s'approprier la chose. Enfin, qu'importent les raisons qui dépasseraient le cadre de notre propos, le fait est que l'extrême droite mondiale, RN compris, chante désormais les louanges du bitcoin.

Au prix de contradictions périlleuses, car on voit mal pourquoi Trump prétend soutenir le dollar s'il promeut dans le même temps le bitcoin qui se pose en concurrent direct du billet vert. Peut-être que, par définition, une politique économique cohérente ne saurait être une politique d'extrême droite ?

*
**

Revenons-en, après ce long préambule, à la proposition du RN énoncée en début de chapitre : miner du bitcoin avec le surplus d'électricité des réacteurs nucléaires.

Sur le fond le sujet est technique et, n'étant pas ingénieur chez EDF, il m'est difficile de répondre à certaines questions précises et essentielles : quelle est l'ampleur de ce surplus d'électricité qui n'est pas exporté ? Les périodes de surplus sont-elles suffisantes pour amortir les coûts d'installation et d'exploitation des serveurs nécessaires au minage ? L'utilisation des surplus ne risque-t-elle pas d'inciter à installer encore plus de capacités de production d'électricité, rognant le prétendu « surplus » qui n'en serait en réalité plus un ?

Mon sentiment d'amateur sur le sujet est que les experts²⁵ sont plutôt tièdes envers la proposition du RN, si j'ai bien compris car il n'est pas toujours évident de déterminer quelle est la part d'électricité en surplus.

D'un point de vue strictement économique, je n'ai rien contre le minage du bitcoin s'il ne provoque pas d'augmentation du prix de l'électricité et que les investissements demeurent totalement privés. Car si le prix du bitcoin s'effondre, les serveurs construits pour le miner ne vaudront plus grand-chose. Et il semble totalement déraisonnable de mettre un seul euro d'argent public dans un actif dont la chute des cours jusqu'à zéro est tout à fait possible, pour ne pas dire probable. L'argent du contribuable doit servir à financer des services publics ou des investissements durables, pas pour parier sur la dernière lubie à la mode.

La proposition du RN, dans le fond, me semble assez insignifiante d'un point de vue économique. Même si elle était mise en place elle ne produirait pas de résultat particulièrement néfaste ou bénéfique. Nous sommes certainement en présence d'un appel de phares, à peu de frais, à tous les détenteurs de bitcoin à voter RN.

Car tout propos d'un responsable politique favorable au bitcoin est un soutien au cours. Nous ne sommes plus très loin du grossier mélange des genres de Donald Trump qui soutient les cryptos tout en les utilisant pour faire gonfler sa fortune et celle des copains. Les conflits d'intérêt sont moins

²⁵ Voir par exemple Céline et Nadia Antonin, « Crypto-actifs, une menace pour l'ordre monétaire et financier », *Economica*, 2025

flagrants dans le cas du RN, on reste dans de la pure manœuvre politique. La France n'est pas les États-Unis, le discours d'un politique français a beaucoup moins d'impact sur le cours que celui d'un américain. Mais ce n'est pas en faisant joujou avec le premier gadget spéculatif venu que l'on redressera l'économie française...

Chapitre 11 : Les institutions sont le pilier de la prospérité

Il y a un livre dont nous avons déjà parlé et que je ramène sur le tapis, preuve de son importance. Il s'agit de « Pourquoi les nations échouent : Prospérité, puissance et pauvreté », de Daron Acemoglu et James Robinson. Ces deux économistes ont même, pour leurs travaux, obtenu le prix Nobel en 2024 en compagnie de leur troisième compère, Simon Johnson.

Au risque de vous révéler la conclusion dès à présent, l'idée centrale des auteurs est que la dynamique économique de long terme d'un pays est intimement liée à ses institutions, c'est-à-dire à l'ensemble des structures politiques et sociales qui organisent son fonctionnement. Autrement dit, l'économie est fortement tributaire de considérations politiques, juridiques et sociales. Ça peut sembler d'une banalité désarmante, mais l'analyse économique consiste souvent à confirmer ou infirmer des institutions spontanées.

Nous pouvons résumer notre sujet en disant que les institutions démocratiques, basées sur l'État de droit et l'indépendance de la justice, sont favorables au développement économique et, à l'inverse, les institutions autoritaires où quelques personnes font ce qu'elles veulent sont le pire des chancres.

Ce que l'on affirme là se vérifie aisément dans les faits. Il existe différents indicateurs permettant de mesurer le niveau de démocratie et de respect de l'État de droit²⁶ dans chaque pays. Je ne saurais vous dire lequel de ces indicateurs est le mieux construit mais tous donnent une vision globalement similaire : les pays les plus démocratiques sont les plus riches. On pourrait certes trouver quelques exceptions, comme les pétromonarchies du Golfe, mais l'exception n'est pas la règle.

²⁶ Par exemple l'indice du World Justice Project ou l'indice de démocratie de The Economist

Et ne citez pas la Chine comme une exception à la règle : en 2024, le niveau de vie en France²⁷ était 2,3 fois plus élevé qu'en Chine. Le développement chinois a certes été spectaculaire mais le pays demeure sensiblement plus pauvre que les démocraties occidentales.

En déroulant le cas chinois on peut même dire que le caractère autoritaire du régime est aujourd'hui un des principaux obstacles à l'enrichissement du pays. Prenons un exemple. On entend parfois une petite musique selon laquelle le yuan pourrait détrôner le dollar comme monnaie de référence. Peut-être un jour, mais ce n'est pas pour tout de suite, en tout cas tant que la Chine n'aura pas fait un pas vers l'État de droit. Car personne n'est enthousiaste à l'idée de détenir une monnaie dont un dirigeant peut décider quand bon lui semble que vous ne pouvez plus en disposer à votre guise, voire qu'elle ne vous appartient plus.

Si la Suisse attire tant de capitaux, ce n'est pas tant du fait de sa fiscalité ou de la vue sur le Léman, mais parce que l'on sait que la propriété privée y est strictement respectée, plus que n'importe où ailleurs.

On touche là le cœur du problème : un régime autoritaire ne respecte pas (ou peut ne pas respecter) la propriété privée, ce qui décourage mécaniquement l'investissement et fausse la concurrence, car les entreprises qui réussissent ne sont plus les meilleures mais celles qui sont dans les petits papiers du pouvoir.

L'exemple chinois permet également de réfuter le concept a priori séduisant de « dictateur bienveillant » qui veut qu'un dirigeant doté des pleins pouvoirs soit plus à même de stimuler la croissance car il pourrait mener ses réformes tambour battant.

Des pays d'Asie comme Singapour, Taïwan ou la Corée du sud quand ils ont lancé leur industrialisation, à une époque où ils n'étaient pas des démocraties, peuvent soutenir cette thèse. Elle souffre cependant de deux écueils.

Le premier est qu'un pays qui adopte cette stratégie joue son avenir à pile ou face car si le dictateur en question se révèle moins bienveillant ou tout simplement moins compétent que prévu, il n'est pas possible de le

²⁷ Données Banque Mondiale concernant le PIB par habitant en parités de pouvoir d'achat en dollars constants de 2021 (comme ce texte se destine principalement au grand public hermétique à ce jargon obscur, simplifions en disant « niveau de vie »).

remplacer. Le second écueil est que, la nature humaine étant ce qu'elle est, un dictateur bienveillant ne le reste généralement pas longtemps. Et, une fois qu'il commence à lorgner sur votre patrimoine pour accroître le sien, il n'y a plus moyen de l'empêcher de se servir...

Alors, chaque fois que vous tombez sur un article vantant les mérites de la planification musclée à la chinoise, conduite par un Xi Jinping qui se présente comme uniquement soucieux de la prospérité de son pays, rappelez-vous que, si vous étiez Chinois, votre pouvoir d'achat serait plus de deux fois inférieur à ce qu'il est.

*
**

Après cette longue introduction revenons à notre sujet, même si chacun doit voir où je veux en venir.

L'extrême droite, en tous temps et en tous lieux, est prise de pulsions autoritaires plus ou moins intenses, comme le sont tous les extrêmes d'ailleurs. Porter au pouvoir un dirigeant d'extrême droite fait courir le risque, bien réel, d'un affaiblissement de la démocratie et de l'État de droit et donc, d'un point de vue strictement économique, d'éroder le respect de la propriété privée et du droit de la concurrence.

La stratégie de « dédiabolisation » ayant fait son œuvre, une petite musique monte selon laquelle le RN serait aujourd'hui un parti tout à fait respectable, soucieux de jouer le jeu des institutions et des contre-pouvoirs. Tout au plus son projet de réforme de la constitution, à la légalité douteuse d'après les spécialistes²⁸, ne concernerait que les étrangers, aucun risque pour les Français.

À ce sujet, prenons le temps d'une courte pause poétique en lisant cette fable de La Fontaine, « le lion amoureux », destinée à Françoise de Sévigné :

À Mademoiselle de Sévigné

*Sévigné, de qui les attraits
Servent aux Grâces de modèle,*

²⁸ Le Monde, les décodeurs, « Marine Le Pen et l'État de droit : ce que les juristes disent de son projet de révision des institutions », 13 avril 2022

*Et qui naquîtes toute belle,
À votre indifférence près,
Pourriez-vous être favorable
Aux jeux innocents d'une fable,
Et voir, sans vous épouvanter,
Un lion qu'Amour sut dompter ?
Amour est un étrange maître.
Heureux qui peut ne le connaître
Que par récit, lui ni ses coups !
Quand on en parle devant vous,
Si la vérité vous offense,
La fable au moins se peut souffrir :
Celle-ci prend bien l'assurance
De venir à vos pieds s'offrir,
Par zèle et par reconnaissance.*

*Du temps que les bêtes parlaient,
Les Lions entre autres voulaient
Être admis dans notre alliance.
Pourquoi non ? puisque leur engeance
Valait la nôtre en ce temps-là,
Ayant courage, intelligence,
Et belle hure outre cela.
Voici comment il en alla :
Un Lion de haut parentage,
En passant par un certain pré,
Rencontra bergère à son gré :
Il la demande en mariage.
Le père aurait fort souhaité
Quelque gendre un peu moins terrible.
La donner lui semblait bien dur ;
La refuser n'était pas sûr ;
Même un refus eût fait possible
Qu'on eût vu quelque beau matin
Un mariage clandestin.
Car outre qu'en toute manière
La belle était pour les gens fiers,*

*Fille se coiffe volontiers
D'amoureux à longue crinière.
Le père donc ouvertement
N'osant renvoyer notre amant,
Lui dit : "Ma fille est délicate ;
Vos griffes la pourront blesser
Quand vous voudrez la caresser.
Permettez donc qu'à chaque patte
On vous les rogne, et pour les dents,
Qu'on vous les lime en même temps.
Vos baisers en seront moins rudes,
Et pour vous plus délicieux ;
Car ma fille y répondra mieux,
Étant sans ces inquiétudes ".
Le Lion consent à cela,
Tant son âme était aveuglée !
Sans dents ni griffes le voilà,
Comme place démantelée.
On lâcha sur lui quelques chiens :
Il fit fort peu de résistance.*

*Amour, Amour, quand tu nous tiens
On peut bien dire : « Adieu prudence ».*

Retranscrit dans notre monde réel, loin des histoires d'animaux, on comprend aisément la morale de la fable : quand un peuple tombe sous le charme d'un dirigeant aux pulsions autoritaires, il oublie toute prudence et cède au cadennassage des institutions qu'on lui présente comme étant dans son intérêt.

Si l'on malmène le droit ou la constitution c'est pour le bien du peuple, pour le protéger de menaces plus ou moins imaginaires, ou pour faire avancer plus vite les réformes, sans bavardages démocratiques qui ne seraient que perte de temps. Tout comme on prétend limer les griffes du lion dans son intérêt. Et puis, une fois les contre-pouvoirs éliminés, le peuple se retrouve comme un lion sans crocs et n'a plus qu'à se soumettre à la volonté de qui il est tombé amoureux.

Ainsi, qui veut la prospérité de son pays doit se méfier de tout politicien disposé à malmenager les institutions, quand bien même le politicien en question se déguise en Petit Chaperon rouge pour mieux dévorer la grand-mère. Car il s'agit là d'une route à sens unique, on peut facilement sombrer dans l'autoritarisme, mais le chemin de retour est, par définition de ce qu'est l'autoritarisme, beaucoup plus difficile.

*
**

Ce que nous disons là n'a rien d'illusoire. Je ne cherche pas à noircir le tableau pour simplement donner du piment à mon texte. Il suffit de regarder autour de nous pour prendre la mesure du risque que représente l'extrême droite, toute « dédiabolisée » qu'elle soit.

Car ses dérives autoritaires et leurs effets néfastes sur l'économie s'observent déjà dans des pays où des dirigeants d'extrême droite sont arrivés au pouvoir, notamment aux États-Unis et en Hongrie.

On peut aisément, sans tomber dans la paranoïa, supposer qu'une France qui s'abandonnerait à l'extrême droite subirait une évolution similaire. Pour tenter de prévoir la pente que suivra un dirigeant, il faut commencer par regarder qui sont ses copains et ses modèles, ça donne une idée de la force de gravité vers laquelle il est attiré.

L'exemple hongrois est peut-être le plus parlant, car la politique menée par Viktor Orban s'est étalée sur plus de quinze ans, autrement dit elle a eu le temps de produire des effets. Il peut s'écouler de longues années entre la conduite d'une politique et ses conséquences économiques, d'où l'importance du temps long.

La Hongrie d'Orban n'est pas un fiasco économique, mais c'est loin d'être une réussite. En comparant la trajectoire du pays à celle de ses voisins comparables (Slovaquie, République tchèque ou Pologne), les performances économiques hongroises sont plutôt moroses : l'inflation y a été plus élevée (notamment du fait de la dépendance au gaz et au pétrole russe, qui résulte plus d'un choix géopolitique que d'une contrainte géographique), la productivité y est inférieure et la croissance a été au mieux poussive ces dernières années.

La Hongrie est parvenue à attirer quelques grands investissements industriels, notamment des constructeurs automobiles allemands et chinois, mais c'est à peu près tout. Le pays a souffert doublement des choix politiques pris par Viktor Orban.

Premièrement, les relations orageuses de la Hongrie avec les autres pays européens ont privé le pays des fonds de Bruxelles dont il aurait bien besoin. Les régimes d'extrême droite ont d'ordinaire besoin de boucs émissaires, et les voisins ou institutions supranationales fournissent des cibles toutes trouvées. Mais, en géopolitique comme dans toute relation humaine, on ne reçoit généralement qu'à proportion de ce qu'on donne. Passer son temps à dire du mal des autres n'aide pas à fluidifier les relations. Et copiner avec Poutine alors que la guerre fait rage en Ukraine n'arrange rien. Jouer les durs peut aider à solidifier une base électorale nationaliste, mais nuit à l'économie du fait de toute les inimités qu'engendre une telle attitude.

Deuxièmement, quand on est parvenu à verrouiller, même partiellement, les leviers du pouvoir, il est tentant d'en faire profiter les copains. C'est pour éviter ce type de tentation, fort commune à la nature humaine, que les contre-pouvoirs sont essentiels. Dans la Hongrie de Viktor Orban, pour s'enrichir, il était plus utile d'être dans les petits papiers du gouvernement plutôt que d'être innovant et talentueux. La concurrence y est donc biaisée en faveur des entreprises les mieux établies et au détriment des plus performantes. Cette situation pénalise logiquement les gains de productivité, donc la croissance, et pèse sur les finances publiques puisque les contrats gouvernementaux sont grassement accordés à qui on veut renvoyer l'ascenseur. La corruption est un chancre et, quand elle se généralise, c'est toute l'économie qui se retrouve étranglée.

Notons d'ailleurs que la médiocrité des performances économiques hongroises a joué pour beaucoup dans la cinglante défaite de Viktor Orban au printemps 2026. Comme quoi il y a parfois une morale à l'histoire économique et politique, les mauvaises politiques étant sanctionnées dans les urnes. Car, fort heureusement, la dérive autoritaire hongroise n'était pas allée jusqu'à supprimer les urnes, ce qui n'est pas toujours le cas.

Le cas de Donald Trump est à la fois très révélateur mais un peu décevant pour notre analyse. Très révélateur car c'est l'incarnation d'un président d'extrême droite qui cherche à museler qui lui déplaît pour se

goinfrer comme goret dans son auge. Décevant car l'expérience trumpiste est encore trop jeune pour avoir pleinement produit ses effets néfastes sur l'économie américaine, on est contraint à des analyses précoces ou à des prospectives par définition incertaines.

En matière économique - comme en toutes les matières d'ailleurs – Trump se soucie fort peu de l'État de droit. Il s'est parfois fait rattraper par la patrouille, comme lorsque la Cour Suprême a annulé une bonne partie de ses droits de douane. Mais, globalement, les institutions ont plus plié qu'elles se sont rebellées.

Si l'on tente une liste non-exhaustive, mentionnons le renvoi de la dirigeante du Bureau of Labour Statistics (une sorte d'équivalent de l'Insee aux États-Unis) suite à la publication de statistiques d'emploi peu flatteuses à l'été 2025, les attaques ouvertes contre l'indépendance de la Banque Centrale, la promotion des crypto-actifs tout en lançant ses propres jetons (comme le Melania Coin) aux prix de gigantesques conflits d'intérêts, la critique directe de tel ou tel dirigeant de grande entreprise ayant proféré la moindre remarque désobligeante à l'égard du président (Anthropic, ExxonMobil), les gros soupçons de délit d'initié ayant entouré des annonces concernant l'évolution des droits de douane ou la guerre en Iran (avec des mouvements forts suspects sur les marchés juste avant ses annonces, ce qui laisse penser que des proches ont bénéficié de l'information en exclusivité et en toute illégalité) ou encore le piétinement quotidien des règles internationales, notamment en matière commerciale.

Pour l'instant, tout ceci n'a qu'un effet limité sur la croissance américaine. Mais imaginez que les États-Unis fassent un pas supplémentaire vers l'autoritarisme et que vous ne puissiez plus faire confiance aux statistiques économiques, à l'action raisonnée de la banque centrale ou au respect des droits de propriété (quand on veut s'emparer du Groenland ou du Canada, on peut être tenté de s'emparer de n'importe quoi d'autre). Qui investirait encore aux États-Unis ? Et bien plus personne...

Les conséquences seraient désastreuses car les États-Unis, contrairement à la Chine par exemple, présentent un fort besoin d'attirer des capitaux du monde entier pour financer leur déficit commercial. Un détournement des investisseurs, qui s'est déjà observé mais dans des proportions très limitées et momentanées pour l'instant, conduirait à un effondrement du dollar et à une violente récession (qui nous impacterait aussi, ne faisons pas les malins).

Les États-Unis, en somme, deviendraient économiquement un pays du tiers monde, souffrant de problème que l'on observe généralement en Argentine, en Turquie ou en Russie, autrement dit dans des pays où les institutions manquent de transparence, d'indépendance et de contrôle démocratique.

Tout ça parce que le pays aurait mis le doigt dans l'engrenage de l'extrême droite... Nous n'en sommes pas encore là, mais si vous estimez ce scénario aberrant c'est que vous n'avez pas suivi avec assez d'attention l'actualité économique de ces deux dernières années.

Conclusion : *There is a great deal of ruin in a nation*²⁹

Ce livre touche à sa fin. Quittons-nous sur une question qui peut faire office de conclusion : le RN aux commandes de l'économie française déclencherait-il forcément une crise économique ? La réponse, limpide, tient en trois lettres : non.

Le piège, dans ce genre de circonstance, est de noircir le tableau. La répulsion que l'on peut éprouver à l'égard d'un parti, d'un responsable politique ou une idée peut conduire à l'exagération et à prévoir des catastrophes raffinées pour influencer l'électeur.

Une telle démarche contrevient à l'attitude, faite de détachement et d'une certaine froideur d'analyse, qui doit être celle de l'économiste. On ne fait rien de bon sous le coup de l'émotion. Surtout, crier au loup peut se révéler puissamment contre-productif si la crise annoncée ne se produit pas.

La difficulté avec la question posée au début de cette conclusion est qu'on ne connaît pas précisément quelle serait l'attitude du RN au pouvoir. Fort heureusement, on manque d'historique récent. On pourrait s'en tenir à l'application stricte du programme, mais les propositions économiques étant floues – on a passé tout le livre à le démontrer ! - elles peuvent faire l'objet d'interprétations diverses.

Je prends un exemple que nous avons déjà croisé, mais on pourrait réaliser une démarche similaire avec la majorité des propositions. Quand, dans le programme de 2022, il est écrit « garantir aux paysans des prix respectueux de leur travail et mettre un terme aux marges abusives de la grande distribution », cela signifie-t-il de vagues mesures symboliques en faveur du revenu des paysans et pour réduire les marges ? Ou une orientation vers une économie quasi-administrée, avec un État qui viendrait

²⁹ Je vous avais dit être réfractaire à l'usage de l'anglais à toutes les sauces, et voilà que je mets une phrase en anglais dans le titre ! Mais la célèbre expression se prête mal à une traduction littérale, mieux vaut la conserver dans sa langue d'origine. Lisez, tout sera expliqué dans quelques pages.

mettre son nez dans chaque prix ? Car la difficulté est que personne ne sait (et pas plus le RN que vous ou moi), ce qu'est un prix respectueux du travail ou une marge abusive.

Cela laisse une marge d'interprétation très élastique, ce qui est certainement le but recherché puisque le flou permet à chacun de mettre derrière ces mots qui n'engagent à rien ce qu'il lui plaît d'imaginer.

Il est tout à fait possible que le RN français adopte une politique économique « à la Meloni », c'est-à-dire très pragmatique. Giorgia Meloni, en contradiction avec un discours brutal, se montre très flexible dans les faits.

Comme l'Italie est une grande bénéficiaire des programmes d'investissement lancés par l'Union européenne pendant le Covid, la voilà très conciliante avec Bruxelles. Comme l'Italie vieillit et manque de bras, elle n'hésite pas à faire venir des centaines de milliers de travailleurs des quatre coins du monde, oubliant étrangement qu'elle s'est fait élire sur un programme hostile à l'immigration. Ses électeurs doivent se sentir un peu cocus, mais ils ne semblent pas lui en tenir trop rigueur pour autant.

Si le RN adoptait une telle attitude, jetant par-dessus bord ses belles promesses risquant de mettre du sable dans les rouages de l'économie (baisse de l'âge de départ en retraite, expulsions massives de travailleurs étrangers ou hostilité déclarée envers les institutions européennes par exemple), il ne devrait pas se passer grand-chose.

Autrement dit, s'il semble hautement improbable que le RN puisse conduire une bonne politique économique puisqu'il n'a pas le début du commencement d'une idée sur la forme que prendrait une telle politique, il peut tout à fait s'éviter d'en conduire une mauvaise en se contentant de ne pas faire grand-chose.

À charge pour lui d'expliquer la liste de ses renoncements à ses électeurs. Ou de distraire l'attention à l'aide de la brave grand-mère qui s'est fait arracher son sac à main par le loubard de banlieue.

Ou alors le nouveau ministre des Finances RN pourrait faire semblant de s'indigner en affirmant que l'état des finances publiques lui avait été caché par le précédent gouvernement et que les promesses abandonnées ne sont pas de sa faute mais sont imputables à la fourberie de son prédécesseur. L'argument serait absurde puisque quiconque doté

d'une connexion internet peut consulter tous les documents de l'Insee, du Trésor ou de la Cour des Comptes qui décrivent très bien la situation. Ce n'est pas la lecture la plus rigolote ni la plus accessible qui soit, mais quand on veut présider aux destinées du pays on doit accepter de se farcir les pires pensums. De toute façon, il n'est pas nécessaire d'être un génie de l'économie pour comprendre que la France n'a pas de marge de manœuvre budgétaire. Ceux qui prétendraient ne pas l'avoir compris dès maintenant ne feraient qu'étalage de leur incompétence.

Nous entrons là dans de la stratégie plus politique qu'économique mais mon propos est de dire que, si le RN joue la stratégie prudente, il n'y aurait pas de remous particuliers pour l'économie française. Les crises, après tout, ne se déclenchent pas toutes seules.

Même une politique économique mauvaise mais pas catastrophique pourrait ne pas avoir de conséquence néfaste notable, en tout cas à court terme.

Par exemple, le RN au pouvoir pourrait affaiblir les universités, un bastion généralement hostile à l'extrême droite, un peu comme le fait Trump chez lui. Il faudrait des années, des décennies même, pour que les conséquences économiques se fassent sentir, et encore celles-ci seraient certainement trop diffuses pour être rattachées à cette politique précisément.

En 1777, à un ami qui s'inquiétait de voir l'économie britannique ruinée par la guerre avec les États-Unis, Adam Smith a répondu par cette phrase passée à la postérité « *there is a great deal of ruin in a nation* » (la traduction la plus proche, quoiqu'imparfaite, serait : « Il y a beaucoup de capacité de ruine dans une nation »). Ce que Smith voulait dire par là c'est que l'économie d'un pays est plus résiliente qu'on ne le croit généralement, et peut affronter de nombreux chocs avant qu'éclate une crise.

Cette citation est toujours d'actualité. Un pays, notamment un pays riche comme la France, peut encaisser une politique économique médiocre pendant de longues années sans qu'il n'y ait de contre-coup visible immédiatement. Et les aléas de la conjoncture internationale sont suffisants pour noyer aux yeux du public les conséquences de quelques maladroites, à condition qu'elles ne prennent pas des proportions trop importantes.

*
**

Il y a probablement trois manières principales dont le RN au pouvoir pourrait déclencher une crise économique, les différents scénarios pouvant naturellement se cumuler et s'amplifier les uns les autres.

Le plus probable serait sans doute une crise sur la dette publique. Les finances publiques de la France ressemblent chaque jour un peu plus à une catastrophe ferroviaire, et il y a peu de marges de manœuvre en la matière. Nos créanciers sont déjà nerveux, il n'y a qu'à voir les taux toujours plus élevés qu'ils demandent pour accepter de prêter à un État qui n'inspire plus qu'une confiance toute mesurée.

En cumulant une baisse de l'âge de départ en retraite, une hausse des dépenses (services publics et prestations sociales en tout genre) et une baisse des recettes (notamment la TVA), le RN creuserait un trou gros comme ça dans le déficit. Bien entendu, le parti affirmerait financer ses dépenses en rabotant les allocations aux immigrés forcément fraudeurs. Mais les investisseurs qui, eux, savent faire les calculs, ne seraient pas dupes de la ficelle. Les taux sur la dette publique bondiraient, rendant son financement intenable.

Le RN n'aurait plus alors que deux solutions, aussi piteuses l'une que l'autre : la fuite en avant au risque d'engluier le pays dans sa première crise de la dette publique depuis un siècle (la dernière date de 1926³⁰), ce qui ferait franchement tache ; soit battre piteusement en retraite et admettre par ce geste que les belles promesses n'étaient qu'un enfumage basement électoraliste.

Un autre risque de crise viendrait d'une expulsion massive de travailleurs étrangers. Discuter de la faisabilité juridique d'une telle politique n'est pas de ma compétence, mais il est fort probable que si elle était mise en place il en résulterait simultanément un freinage du peu de croissance qui nous reste et une poussée d'inflation. Soit la stagflation, en termes jargonneux.

³⁰ Nous pourrions débattre de cette date, en considérant par exemple que la France a fait face à une crise de la dette publique en 1958. Toute la difficulté est de définir à partir de quel moment il devient pertinent de parler de crise.

Nous pourrions tenter, pour nos perspectives en la matière, d'observer le cas américain. Car Donald Trump s'est engagé dans une politique d'expulsions radicale, qui fait d'ailleurs l'objet de multiples contestations devant les tribunaux. Mais cet exemple est encore trop récent, il manque un historique clair qui permettrait de lier, même approximativement, la politique migratoire avec la dynamique économique.

Aux États-Unis comme en France les travailleurs étrangers sont indispensables à de nombreux secteurs. Une baisse brutale de la main-d'œuvre disponible plongerait ces activités dans une crise d'offre (une incapacité à produire) qui augmenterait mécaniquement les prix. Alors même que, rappelons-le, l'extrême droite de tous les pays fait ardemment campagne sur le thème du pouvoir d'achat.

Le RN au pouvoir adopterait-il une politique radicale « à la Trump » ou pragmatique « à la Meloni » ? Impossible de savoir, mais là réside un choc possible pour l'économie française.

Un dernier risque de crise possible dans cette liste qui n'est aucunement exhaustive me semble à la fois le plus impactant s'il venait à se matérialiser et le moins probable. Le plus impactant car il concernerait un conflit avec les instances européennes qui pourrait conduire jusqu'à un départ (ou en tout cas une menace de départ) de la zone euro et/ou de l'Union européenne, et le moins probable parce que le RN semble avoir écarté cette idée.

Dans l'état de nos finances publiques, un retour au franc, ou même la simple possibilité qu'un tel retour puisse se matérialiser, risquerait fort de déclencher une crise des finances publiques. Car le franc nouvellement réinstauré chuterait lourdement par rapport à l'euro, ou ce qu'il en resterait. Il n'y a qu'à voir notre déficit commercial chronique pour s'en convaincre.

Donc, les investisseurs qui détiendraient encore du franc seraient perdants. En anticipation, ils se débarrasseraient de leurs actifs français, et notamment de leurs titres de dette publique, avant même qu'un tel événement se matérialise, ce qui propulserait à la hausse les taux auxquels s'endette l'État français.

Mais le RN semble avoir compris ce risque, ou en tout cas a compris que les Français l'ont compris et ne souhaitent pas emprunter une telle voie, si bien que le parti a adopté un ton plus conciliant à l'égard de l'Europe depuis plusieurs années.

Ce qui n'enlève rien à l'aversion de l'extrême droite pour tout ce qui est européen (à l'exception du parlement européen quand il permet de financer en douce le parti, n'est-ce pas...) et on ne peut exclure des dérapages en la matière. Il est des expériences qu'il ne vaut mieux pas tenter !

*
**

Quand on commence à avoir quelques cheveux blancs ou à les perdre, voire même les deux en même temps, il arrive de recroiser des copains qu'on a plus revus depuis dix ou quinze ans et alors on se demande si c'est eux ou nous qui avons changé à ce point...

Je vous prends l'exemple d'un copain de fac, qui volait dans les supermarchés pour lutter contre les marges de la grande distribution, qui a été de toutes les manifestations contre les affreuses réformes droitières de Villepin et Sarkozy (ça nous rajeunit pas...) et que l'on retrouve quinze ans plus tard, père de famille et cadre d'entreprise, qui vous explique calmement que la droite bien dure au pouvoir ce ne serait pas forcément si mal. « Les bourgeois, c'est comme les cochons ! » chantait Brel avec justesse...

L'extrême droite ne serait pas si mal parce que, ainsi va l'argument, elle ferait n'importe quoi et déclencherait une bonne crise régénératrice ! Car ce copain (ex-copain ?) dont je vous parle avait étudié l'économie dans les mêmes amphes que moi et tomberait sans doute d'accord avec la majorité de ce que je vous ai raconté précédemment. Mais, loin d'en ressentir de la répulsion, l'absurdité d'une politique économique du RN était source pour lui d'un curieux attrait.

La logique – appelons ça comme ça – est la suivante : une politique économique loufoque déclencherait une crise dont la France a grandement besoin car, justement, l'économie française est déjà en crise. Ce qu'il faudrait c'est une sorte de lavement, de purge, de bon coup sur la tête qui remet les idées en place et permet, après un mauvais moment à passer, de repartir du meilleur pied.

Je fus d'abord désarmé par tant de stupidité condensée en si peu de mots et, même au prix d'une solide engueulade, je me montrai incapable de déboulonner cette surprenante argumentation. C'est, dans le fond, la

force de Trump, car quand votre interlocuteur part trop loin dans l'absurde les arguments rationnels perdent prise.

Plus inquiétant peut-être, je me suis rendu compte que cette politique économique qui serait celle de la terre brûlée comporte plus d'adeptes qu'on le supposerait, même s'il s'agit parfois d'adeptes honteux, dont on sent qu'ils n'osent pas vous révéler pleinement le fond de leurs pulsions secrètes.

Alors, puisqu'aussi bien l'idée circule, il nous faut tenter de la démasquer et d'en pointer la dangerosité. L'économiste se doit d'aller ferrailler sur les terrains utiles même s'ils sont instables, un peu comme il faut s'efforcer de chercher ses clés où on les a perdues, y compris dans une rue sombre quand bien même s'il serait plus facile de les chercher sous un lampadaire.

Commençons avec cette célèbre citation issue des mémoires d'Andrew Mellon faisant référence à l'époque où il était secrétaire au Trésor (ministre des Finances si vous voulez) des États-Unis : « Liquidez le travail, liquidez les actions, liquidez les agriculteurs, liquidez l'immobilier. Cela purgera les éléments pourris du système. Le coût élevé de la vie et le train de vie élevé diminueront. Les gens travailleront plus dur et mèneront une vie plus morale. Les valeurs seront réajustées, et les personnes entreprenantes prendront la place des moins compétentes ».

Pour remettre les choses dans le contexte, nous sommes en pleine crise de 1929. Ce que dit Mellon, dont le travail consistait justement à gérer la situation, c'est que rien ne vaut une bonne crise pour repartir d'un pied plus affermi. La conséquence a été la Grande Dépression, la montée du nazisme et vous connaissez la suite...

Parfois, c'est vrai, la politique économique peut impliquer de freiner délibérément l'activité pour remettre l'économie sur de meilleurs rails. Comme Paul Volcker qui, au début des années 1980, a accepté de faire bondir momentanément le chômage aux États-Unis pour brider l'inflation et repartir d'un bon pied. Comme le pompier qui déclencherait un incendie maîtrisé pour en éviter un dévastateur par la suite, ou comme le médecin qui prescrit un remède désagréable pour combattre une maladie.

Mais tout ceci est réfléchi, encadré, on sait ce qu'on fait et où l'on va. C'est une politique fort différente des purges « à la Andrew Mellon »

dont le seul but est de se flageller dans l'espoir assez vain de faire rebondir l'économie par l'affermissement des valeurs morales, ou autres sornettes du même acabit. Cela n'a rien à voir non plus avec l'idée décrite précédemment des électeurs tentés par le RN justement pour qu'il déclenche une crise, même si on ne sait pas trop quelle sera sa nature, son intensité et sa durée.

L'attrait potentiel d'une politique économique basée sur la crise délibérée (je ne sais pas comment appeler ça autrement, cette politique n'étant décrite dans aucun manuel connu sur la surface du globe...) repose sur une double erreur d'appréciation.

La première est sûrement liée à une particularité française, ou peut-être même occidentale. Nous l'avons dit au début du livre, la phase de croissance la plus dynamique que nous ayons connue (les Trente Glorieuses, que nous voisins nomment plutôt « miracle économique », ce qui me semble plus judicieux soit dit entre nous et entre parenthèses) a fait suite à la plus grande catastrophe de ces derniers siècles, la Seconde Guerre mondiale. Cet enchaînement, qui doit beaucoup au hasard, a pu répandre l'idée que plus on tombe bas, plus on rebondit fort ensuite.

La deuxième erreur tient à un effet d'optique. Une crise est généralement suivie d'une phase de rebond, donc de taux de croissance flatteurs. Ce qui ne veut pas dire que la crise ait dynamisé la croissance, mais simplement que l'économie retrouve une forme de normalité après un passage à vide. Si l'on se cogne la tête contre le mur, ça va mieux quand on arrête, mais cela ne traduit pas une amélioration de l'état de santé, simplement que l'on a cessé de souffrir inutilement.

L'économie, rappelons-le, ne sert qu'à améliorer le niveau de vie de la population. Elle ne sert à rien d'autre. Toute politique qui irait à rebours de cet objectif, même à court terme, peut parfois se justifier mais doit être mûrement réfléchie et argumentée. Par exemple, assainir les comptes publics français bridera mécaniquement l'évolution du niveau de vie à court terme, mais l'idée se défend pour éviter le risque d'une crise plus violente à l'avenir.

En revanche, si votre médecin vous annonce qu'il va vous faire souffrir un peu, juste pour voir, pour que vous éprouviez un sentiment heureux quand il arrête ou pour que de la douleur naisse un hypothétique

sursaut de votre volonté de guérir, vous changez de médecin. Et bien, faites le même choix avec votre bulletin de vote.

J'irai même plus loin : une crise a plus de chance d'affaiblir la croissance de long terme que de la stimuler. Car une crise peut détruire du capital (des faillites en chaîne), des compétences (les chômeurs restés longtemps sans emploi) ou dégrader les comptes publics et donc réduire les marges de manœuvre de l'État.

Pensez, dans le cas français, à la situation du pays en 1918. Un pays ravagé, surendetté, dont la force de travail a été enterrée dans la boue des Flandres... Il en a résulté vingt années de croissance poussive, avec une économie voguant d'une crise à l'autre. Alors même que nous étions vainqueurs, sur le papier du moins. Les Allemands, eux, ont connu des prix multipliés par 750 milliards en dix ans. Le ravage des catastrophes est certain, mais le rebond qui suit hautement hypothétique...

Pensez au cas de l'Argentine, pays qui fut prospère au début du XXème siècle et qui ne s'est jamais remis d'une succession de crises et de coups d'État. On ne se relève pas toujours d'un cataclysme, il est même probable qu'il annonce le prochain. Dans le cas argentin, les défauts successifs sur la dette publique ont simplement anéanti toute confiance dans le pays, si bien que plus personne ne veut lui prêter (pas même les Argentins eux-mêmes), ce qui complique grandement le redressement du pays et rend plus probable un défaut futur. En réalité, la crise appelle la crise, c'est un cercle vicieux.

La Grèce, quant à elle, n'a toujours pas guéri de la violente crise de 2008-2011. Quinze ans plus tard le niveau de vie de la population (estimé à l'aide du PIB par habitant ajusté de l'inflation) est toujours inférieur à ce qu'il était à l'époque. Le choc a été tellement violent qu'il a handicapé les capacités de rebond du pays (faillites en chaîne, émigration des plus qualifiés, finances publiques toujours aussi dégradées).

Il est des engrenages dans lesquels il ne faut pas mettre le doigt. Je ne sais pas comment l'expliquer autrement que je viens de le faire...

*
**

Terminons cette conclusion en même temps que ce livre en tordant le cou à une idée sensiblement différente de la précédente mais, il me semble, largement plus répandue. Il est des apprentis sorciers qui, à force de cogitations laborieuses, en sont arrivés à désirer la victoire du RN, pour expérimenter, afin de le laisser se griller en faisant l'étalage de son incompétence.

Très risqué, ça ! Premièrement, on l'a dit sur un livre entier, le programme économique du RN ne tient pas la route, mais le parti au pouvoir pourrait tout simplement ne pas appliquer les mesures les plus incohérentes ou les plus coûteuses.

Un RN aux manettes qui ne ferait rien en termes de politique économique, ou de simples mesurette cosmétiques, serait néfaste à l'économie française puisque ce serait cinq ans de perdus pour faire des réformes utiles, mais ce ne serait pas forcément la catastrophe. Un RN « mélonisé » n'aurait aucune raison de déclencher une crise d'entrée de jeu.

Deuxièmement, tout le monde peut avoir de la chance. La dynamique économique d'un pays pendant le mandat d'un dirigeant peut être très indépendante de la politique conduite par ce dernier.

Regardez Angela Merkel. Son bilan économique est catastrophique. Elle s'est contentée de récolter le bilan des réformes Schröder, de bénéficier de l'appétit des pays émergents pour l'industrie allemande, de placer son pays dans la gueule du loup russe et de son gaz bon marché, et de ne lancer aucun investissement qui puisse préparer son pays aux défis d'avenir. Si bien que, pendant ses longues années de chancellerie, elle n'a jamais eu à rien faire de trop impopulaire, et a même été réélue facilement grâce à de bonnes performances dont elle n'était pour rien. En un mot, elle a eu de la chance.

Giorgia Meloni aussi a de la chance. La présidente du Conseil italienne est souvent citée en exemple par l'extrême droite comme la preuve que ce courant politique, une fois aux affaires, enregistre des résultats positifs. La réalité est très différente puisque Giorgia Meloni a, en réalité, mené une politique économique assez prudente qui aurait pu être celle de n'importe quel dirigeant de droite habituel.

Les performances économiques de l'Italie, quand on les regarde en détail, n'ont rien d'extraordinaire et sont même plutôt décevantes, comme

elles le sont d'ailleurs depuis de longues années. Un chiffre pour illustrer ce que j'avance : en 2025, la croissance a été de 1,5 % en zone euro, de 0,9 % en France, de 0,5 % en Italie. Si vous ne voyez pas où est le miracle italien, c'est normal, il n'existe pas.

D'ailleurs l'Espagne, dirigée par la gauche, et dont la structure économique est très comparable à celle de l'Italie, a affiché une croissance de 2,8 % l'an dernier. Les modèles de réussite en Europe sont donc plus à chercher du côté de la gauche que de l'extrême droite même s'il faut bien admettre que, dans le cas espagnol aussi, les dirigeants en place ont plus de chance que de génie.

Il n'empêche que, depuis quelques années, les idées dans le vent sont plutôt favorables à l'économie italienne. Mon opinion est qu'il s'agit surtout d'une mode appelée à se dissiper face à la réalité. Il a suffi que, momentanément, les exportations italiennes dépassent les exportations japonaises et sud-coréennes pour que la presse économique voie fleurir les titres annonçant que l'Italie était devenue le quatrième exportateur mondial. Ce type de classement présente le double l'inconvénient d'être sensible aux fluctuations de change et de ne pas prendre en compte les exportations de services. En prenant en compte les biens et les services (ce qui donne une vision plus globale du sujet), la France exporte plus que l'Italie. Les performances transalpines en la matière sont à relativiser.

Quant à la baisse du taux de chômage italien, autre succès mis en avant, il tient pour beaucoup à la création de nombreux emplois peu qualifiés et peu payés. En d'autres termes, le problème structurel du manque de gains de productivité de l'économie italienne n'est pas du tout réglé.

La principale chance de Meloni n'a pas résidé dans un quelconque dynamisme de l'économie italienne dont elle pourrait s'attribuer les mérites, mais dans un effet de comparaison positif. Depuis quelques années la France, et surtout l'Allemagne, ont connu une passe difficile. En relatif, alors que l'Italie se trouvait habituellement en queue de classement pour toutes les variables économiques (croissance, chômage, finances publiques), son positionnement est devenu plus enviable quand l'Allemagne était engluée dans la récession. Et, côté français, notre incapacité à maîtriser nos finances publiques a fait passer par moments notre taux d'emprunt public (c'est-à-dire le baromètre de la probabilité de défaut d'un emprunteur) au-dessus du taux italien.

Giorgia Meloni a donc pu claironner qu'elle faisait mieux que l'Allemagne et la France, ce qui n'était pas totalement faux, mais uniquement parce que ce sont les voisins et l'Italie qui ont fait moins bien, et pas l'Italie qui a fait mieux.

Le RN au pouvoir pourrait lui aussi être veinard. Sans faire de la science-fiction, on peut imaginer plusieurs années de prix bas des matières premières (les chocs pétroliers, comme celui déclenché à partir du printemps 2026 par la guerre en Iran, sont souvent suivis d'un mouvement inverse de baisse des prix) qui redonnerait un peu de pouvoir d'achat, suite à quoi la BCE baisserait ses taux directeurs du fait de la faible inflation, l'investissement serait dynamisé en France et chez nos voisins immédiats, dopant nos exportations. Dans le même temps, l'IA ou je ne sais quelle innovation stimulerait les gains de productivité, le tout générant une croissance de plus de 2 %, soit un niveau qui nous paraît désormais inatteignable.

Le RN au pouvoir dans de telles circonstances ne serait pour rien dans l'embellie économique, mais allez expliquer ça aux électeurs ! Ce ne semble pas le scénario le plus probable, je vous l'accorde. On perçoit plus de risques macro-économiques que d'opportunités à l'horizon, mais la conjoncture a le don de déjouer les pronostics.

Alors non, vraiment, laisser le RN arriver aux manettes serait une bien mauvaise idée !